

Les mondialistes et les islamistes (I)

Lorsque Machiavel observe que « ... les dissensions dans une république viennent souvent de l'oisiveté qui suit la paix ; le premier cri de guerre devient aussi le signal de l'union », il peut avoir raison s'agissant de ce qu'il appelle la « république romaine », mais il a tort en ce qui concerne les républiques italiennes, les républiques marchandes italiennes, de son temps.

Les dissensions qui y règnent viennent du fait que leur activité principale est le commerce, car, comme le remarque René Guénon « La matière... est essentiellement multiplicité et division, donc source de luttes et de conflits ; aussi, qu'il s'agisse des peuples ou des individus, le domaine économique n'est-il et ne peut-il être que celui des rivalités d'intérêts. » De là vient essentiellement que la ploutocratie, comme le montre Aristote (qui, toutefois, l'appelle oligarchie) est, avec la tyrannie, le moins stable des gouvernements. Le manque de stabilité de ce système politique est encore accru par une caractéristique psychologique des personnes qui y détiennent le pouvoir du fait de leur richesse : « la défiance mutuelle qu'ils s'inspirent », jointe à une profonde méfiance du peuple. « ... aux yeux des grands bourgeois florentins, écrit Machiavel au sujet de sa ville natale, la peur du peuple l'a toujours emporté sur celle de l'étranger, la peur de l'ennemi de l'intérieur sur celle de l'ennemi de l'extérieur. Ainsi a-t-on, pour des motifs politiques, remis la défense de la Cité entre les mains de condottiere et de troupes mercenaires au lieu de la confier à ceux dont c'était l'intérêt de lutter pour leur liberté. » De manière analogue, sept siècles plus tard, il est de moins en moins rare que les postes clés des républiques européennes soient occupés par des fonctionnaires ou des politicards d'origine étrangère, voir même de couleur, tous laquais des véritables détenteurs du pouvoir, qui se trouvent être aussi les détenteurs des richesses. De facto, ces républiques sont donc constituées en ploutocratie. Pire, les détenteurs des richesses, comme un nombre de plus en plus important des fonctionnaires et des politicards qu'ils parachutent à tel ou tel poste pour mener servilement la politique « mondialiste » qu'ils ont élaborée dans les coulisses, sont, dans une proportion croissante, non seulement d'origine étrangère, mais de race de couleur, sans parler des femmes. Ils représentent ce que F.P. Yockey appelle le « cultural distorter », l'ennemi intérieur de l'« Occident », dont le but est « l'annihilation spirituelle et physique » des peuples européens de race blanche et, plus précisément, des derniers rares représentants de celle-ci.

Que l'ennemi de l'Europe soit devenu strictement intérieur depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, c'est là ce qui ressort on ne peut plus clairement de l'esprit de toutes les mesures prises par les laquais présidentiels, ministériels et bureaucrates du « cultural distorter » depuis lors, dans quelque domaine que ce soit, économique, social ou culturel. Plus la destruction totale de l'Europe approche, plus il est dans l'intérêt de l'ennemi intérieur de l'Europe de faire croire à la populace que l'ennemi de ce qui reste de l'Europe est extérieur. Il eut d'abord recours au stratagème de la « Guerre froide » (« холодная война ») (1954 – 1975), qui devint « fraîche » à la suite de la crise économique du milieu des années 1970 dans les pays « occidentaux », pour prendre fin, sans avoir éclaté, avec l'implosion, organisée par les milieux financiers auxquels les Etats-Unis servaient de paravent, de l'URSS, en 1991. Le philosophe

politique machiavélien allemand d'origine juive et pape putatif du néo-conservatisme Léo Strauss (1899 – 1973), dont la doctrine a été bien résumée par l'une de ses principales biographes de la manière suivante : « S'il n'existe aucune menace extérieure, alors il faut la créer de toutes pièces », ne vécut pas assez longtemps pour assister à la seconde application concrète de son principe : la « menace islamique ». La « menace islamique » fut montée de toutes pièces par l'ennemi intérieur de l'Europe à la fin des années 1970, la « menace soviétique » n'allant pas tarder à être renvoyée au magasin des accessoires.

La collusion entre les mondialistes et les islamistes dans le but de détruire ce qu'il peut bien rester de l'Europe n'est plus un secret pour les patriotes dignes de ce nom. Elle a été mise en évidence par Alexandre Del Valle dans *Islamisme et Etats-Unis, une alliance contre l'Europe* (1997) L'ouvrage, il fallait s'y attendre, reçut un accueil très mitigé des critiques autorisés, certaines justifiées, d'autres aberrantes et teintées de jobardisme. Les premières portent sur des points de détail ; les secondes, sur le fond.

Outre-atlantique, l'ouvrage fut, sans surprise, taxé d'anti-américanisme (<http://www.meforum.org/1249/islamisme-et-etats-unis-une-alliance-contre>), sans qu'on soit allé, l'argumentation étant étayée par de nombreux documents, jusqu'à le qualifier de « primaire ».

Sur le fond, il a été déploré à juste titre que l'auteur « utilise très peu de sources américaines ». L'essai que nous publions ci-dessous remédie amplement à cette lacune. Ecrit quelque cinq ans après *Islamisme et Etats-Unis, une alliance contre l'Europe*, il consolide la thèse de Del Valle en s'appuyant ou sur des sources primaires qui étaient apparues entre-temps, ou sur des documents que Del Valle n'avait pas utilisés. Il a deux défauts majeurs, dont il faudra essayer de faire abstraction et qui, en tout cas, n'entament pas la thèse qu'il soutient : le premier, qu'il est loin d'être le seul à avoir, est de considérer que la politique moyen-orientale de chacun des protagonistes « occidentaux » est l'expression des objectifs géostratégiques d'autorités politiques souveraines agissant selon leurs intérêts nationaux propres, alors qu'elle ne répond qu'aux intérêts strictement privés des représentants de la haute finance apatride qui agissent dans les coulisses. Au lieu de « Grande-Bretagne », d'« Etats-Unis », de « France », il serait donc plus conforme à la réalité de parler respectivement, pour faire court, de N. M. Rothschild & Sons Limited, de N.M. Rothschild & Sons LLC et de Rothschild Frères.

Le second, qui découle généralement du premier, est la diabolisation culpabilisante de l'« Occident ».

Entendons-nous bien : l'islam est, comme toute idéologie prosélyte et universaliste, expansionniste et conquérante.

A peine le Coran est-il révélé à Mohamed que des armées arabes se lancent à la conquête de l'empire byzantin, conquièrent la Syrie en 635, conquièrent l'Arménie et l'Egypte en 639, font le siège de Constantinople en 717-718 ; en 651, la Perse est conquise au terme de 15 années de guerre, la conquête de l'Afghanistan est achevée en 709, comme celle de l'Afrique du Nord ; en 712, les Arabes musulmans soumettent l'Inde, les territoires actuels de l'Ouzbékistan et du Kirghizstan ; leurs armées débarquent en Espagne en 711 et auraient été arrêtées à Poitiers en 732 ; La Crète est conquise vers 824, la Sicile est conquise à partir de 827, Malte en 870, les Baléares en 902, Chypre en 965. Convertis au sunnisme au Xe siècle, les Seldjoukides, tribu nomade d'Asie centrale, commencent leur conquête de l'Anatolie en 1060, pour l'achever trois siècles plus tard. Les Turcs ottomans conquièrent la Thrace en 1366, la Macédoine en 1371, la Bulgarie en 1394, la Thessalie en 1399, une partie de la Serbie et le centre de l'Albanie en 1467, le Monténégro en 1499, prennent Belgrade en 1521, prennent Rhodes en 1522, s'emparent de Buda et de la plus grande partie de la Hongrie en 1526, s'emparent de la Bosnie, de la Croatie, de la Slavonie, de la Dalmatie en 1527, assiègent Vienne en 1529, puis en 1683 ; un Etat musulman est établi par la force des armes en 1725 en Afrique occidentale, un Etat d'esclaves, ceux-ci composant deux tiers de sa population (<http://www.britannica.com/blackhistory/article-24157>), sans compter, à l'époque moderne, les innombrables djihad, du Viet Nam au Caucase en passant par la Somalie.

Une invasion arabe de l'Europe par la force armée n'est cependant plus de mise, les temps ont changé, le personnel politique aussi, qui, parce qu'il est aux ordres du « culture distorter », a ouvert tout grand les portes de l'Europe aux Arabes – entre autres. « Nous avons, déclarait Khadafi à Al Jazeera en avril 2006, 50 millions de musulmans en Europe. Il y a des signes qui attestent qu'Allah nous accordera une grande victoire en Europe, sans épées, sans fusils, sans conquêtes. Les 50 millions de musulmans d'Europe en feront un continent musulman dans quelques décennies. Allah mobilise la nation musulmane de Turquie et la fait entrer dans l'Union Européenne. Ça fait 50 millions de musulmans en plus. Il y aura 100 millions de musulmans en Europe. L'Albanie, un pays musulman, est déjà entrée dans l'Union européenne. La Bosnie, un pays musulman, est déjà entrée dans l'Union européenne. 50% de ses citoyens sont musulmans. L'Europe est dans une situation fâcheuse. Et il en est de même pour l'Amérique. Elles [les nations occidentales] devraient accepter de devenir musulmanes avec le temps ou bien déclarer la guerre aux musulmans. » (<http://www.memri.org/report/en/0/0/0/0/0/1676.htm> (il faut noter l'hypocrisie consommée de l'ancien leader libyen, qui, dans l'alternative qu'il laisse, feint d'ignorer que l'« islamisation » de l'Europe fait partie du programme de ses pseudo-élites ; il faut aussi noter, non sans déplorer la tiédeur coupable de leurs interventions médiatiques (*), que les partis européens qui se présentent comme des opposants à l'« islamisation » de l'Europe ne se servent pas des munitions que leur fournissent régulièrement un certain nombre de personnalités arabes. « Il y a cinquante millions de musulmans en Europe. 80% de ces musulmans sont des mendiants, qui vivent de l'aide sociale de l'Occident. En d'autres termes, les Européen paient des impôts et l'Etat donne de l'argent aux musulmans pour qu'ils achètent de la nourriture. Le musulman en Occident ne gagne pas son pain quotidien. S'il était dans le monde islamique, il mourrait – même les vaches et les chèvres ne peuvent pas subvenir à leurs besoins dans le monde islamique... En Suède, il y a 500 associations

islamiques et une seule association juive. Chaque mosquée en Europe est un repaire de voleurs. En conformité avec les lois européennes sur le soutien des religions et la diversité culturelle, les musulmans sont financés par l'Etat et les responsables des mosquées volent ces fonds. » (Yahya Abu Zakariya, Mayadeen TV, octobre 12, 2012 (<http://www.youtube.com/watch?v=2nFFq9CkG4k>) il est à peine besoin de préciser que ce journaliste n'a été poursuivi en justice par aucune espèce d'« association ».)

En bref, autant la menace d'une « islamisation » en quelque sorte institutionnalisée des pays d'Europe de l'Ouest est objectivement réelle, autant la « menace terroriste islamique » est un leurre, destiné à faciliter encore davantage l'« islamisation » en cours des pays d'Europe de l'Ouest en détournant la populace européenne plus ou moins de souche de la menace intérieure que constitue véritablement la présence de millions de musulmans sur le sol européen vers une menace islamique qui viendrait de l'extérieur. Concrètement, il s'agit de braquer les projecteurs sur les régions exotiques où les islamistes arabes, noirs ou jaunes sont basés pendant que, avec la bénédiction et la complicité des sbires gouvernementaux et technocrates du « culture distorter », des milliers de leurs frères de race franchissent allègrement chaque jour les passoires que sont les frontières de l'U.E., à destination des Allocations Familiales et des CAF les plus proches de leur point de chute en Europe de l'Ouest.

Le problème étant beaucoup plus racial que religieux, le terme d'« islamisation » est mis ici entre guillemets.

I. La Grande-Bretagne s'empare du Moyen-Orient

Comme indiqué dans le livre de F. William Engdahl *A Century of War – Anglo-American Oil Politics and the New World Order*, la Grande-Bretagne commença à s'intéresser véritablement au Moyen-Orient quand ses dirigeants comprirent que le pétrole n'allait pas tarder à remplacer le charbon comme source d'énergie. Au tournant du siècle, la Grande-Bretagne dépendait entièrement de l'Amérique, de la Russie et du Mexique pour ses approvisionnements en pétrole. Cette situation fut rapidement jugée inacceptable et les pressions que l'espion britannique Sidney Reilly exercèrent sur le géologue et ingénieur australien William Knox d'Arcy permirent à la Grande-Bretagne d'obtenir du monarque persan Reza Khan des droits de forage. D'Arcy lui paya l'équivalent de 20000 \$ en espèces pour les droits d'exploitation du pétrole perse jusqu'en 1961 et s'engagea par contrat à s'acquitter d'une redevance de 16% sur toutes les ventes. La société britannique avec laquelle Reilly persuada d'Arcy de s'allier prit ensuite le nom d'Anglo-Persian Oil Company, l'ancêtre de la puissante British Petroleum (BP).

Cependant, le fait que la Grande-Bretagne avait réussi à se faire approvisionner en pétrole persan ne signifiait pas qu'elle avait mis la main sur les réserves de pétrole du Moyen-Orient. Dans les années précédant la Première Guerre mondiale, l'Allemagne avait connu une explosion économique étonnante, en partie due à son alliance avec l'Empire ottoman et aux vastes réserves pétrolières auxquelles celui-ci lui avait donné accès. En 1889, les Allemands travaillèrent à un accord avec les Turcs pour financer, par le biais de Deutsche Bank, un chemin de fer de Constantinople à l'Anatolie et, dix ans plus tard, ils signèrent avec eux un accord pour la construction d'un chemin de fer de Berlin à Bagdad.

La Grande-Bretagne fit en sorte que cette liaison ferroviaire ne soit jamais achevée, en utilisant la Serbie, son alliée, pour faire barrage à l'alliance que l'Allemagne avait conclue avec l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et l'Empire ottoman. On considère généralement que la Première Guerre mondiale fut déclenchée par l'assassinat de l'archiduc autrichien Ferdinand par des Serbes. La Serbie joua un rôle clé dans la Première Guerre mondiale, mais le conflit n'est pas simplement le résultat de ce seul événement. La vérité est que la Première Guerre mondiale fut fomentée par les Britanniques, dont les experts en géostratégie prévoyaient qu'il deviendrait la ressource la plus importante du monde (1).

En 1916, au plus fort de la Première Guerre mondiale, les Britanniques élaborèrent des accords avec la France, avec l'aval de l'Italie et de la Russie, qui prévoyaient le partage du Moyen-Orient en zones d'influence entre les deux premières puissances, en prévision d'une victoire sur l'Empire ottoman. Ces accords secrets, connus sous le nom de Sykes-Picot, créèrent les frontières arbitraires des pays que sont aujourd'hui la Jordanie, la Syrie, le Liban, l'Irak et le Koweït. La Grande-Bretagne contrôlerait le golfe Persique à travers l'Irak et le Koweït et recevrait également la Palestine et la Jordanie. La France recevrait la Syrie et le Liban, l'Italie se vit promettre des parties de l'Anatolie et certaines îles de la Méditerranée et la Russie devait obtenir une partie de l'Arménie et du Kurdistan.

Pendant la guerre, la Grande-Bretagne transféra plus de 1,4 million de soldats du front de l'Ouest à l'Est, pour combattre les Ottomans. Alors qu'1,5 million de Français moururent et 2,6 millions d'entre eux furent blessés dans les tranchées, la Grande-Bretagne vola de victoire en victoire dans le Moyen-Orient. Après la guerre, la Grande-Bretagne maintint plus d'un million de soldats dans la région et, en 1918, le général britannique Allenby constata qu'il exerçait de facto une autorité militaire absolue sur la quasi-totalité du Moyen-Orient arabe (2).

Alors que T.E. Laurence dirigeait la révolte arabe contre les Ottomans au nom des Britanniques, il avait assuré à ses alliés arabes que la Grande-Bretagne respecterait leur volonté d'indépendance, mais, après la guerre, ces promesses furent ignorées. En 1917, dans une lettre ouverte à Lord Lionel Walter

Rothschild, Lord Balfour promit que la Grande-Bretagne était prête à reconnaître officiellement un Etat juif en Palestine.

Dans sa lutte contre l'Empire ottoman, la Grande-Bretagne obtint le soutien de deux importants dirigeants arabes. Le premier était Hussein bin Ali de la dynastie hachémite, dynastie qui prétendait descendre directement du prophète Mohammed. Il régnait sur la région du Hedjaz, qui comprenait la Mecque et Médine. Les Britanniques jouèrent sur son statut de figure « sainte » pour élargir autant que possible le soutien populaire dont il jouissait. Le second dirigeant arabe de premier plan que les Britanniques mirent dans leur giron était Mohammed Ibn Saoud, chef de la secte tribale wahhabite de l'Arabie centrale. Ibn Saoud utilisa l'argent que lui donnèrent les Britanniques pour renforcer sa position de figure religieuse et acheter le soutien des Bédouins.

Après la défaite des Ottomans et la publication des accords Sykes-Picot et de la déclaration Balfour, Hussein bin Ali, comprenant qu'il avait été trahi, abdiqua. Ses trois fils, Ali, Fayçal et Abdallah s'essayèrent alors à la politique.

Ali fut roi du Hedjaz et chérif de La Mecque d'octobre 1924 à décembre 1925, où il fut évincé par les forces probritanniques d'Ibn Saoud. Les Saoudiens dirigent l'Arabie depuis. La plus grande erreur (3) de la Grande-Bretagne fut de se désintéresser des Saoudiens et des déserts de l'Arabie, permettant ainsi à la Standard Oil de Californie d'acheter les droits de prospection pétrolière en Arabie Saoudite pour 250000 dollars en 1933 (4). Depuis ce temps, la famille royale saoudienne entretient une relation très spéciale avec les États-Unis.

Fayçal avait travaillé avec T.E. Lawrence et avait prit Damas aux Ottomans. Le 7 mars 1920, le Congrès national syrien vota l'indépendance de la Syrie et le proclama « roi constitutionnel » du Royaume arabe de Syrie sous le nom de Faysal Ier. Il fut cependant contraint d'abdiquer quelques mois plus tard, après que la Syrie eut été placée sous mandat français. Il s'exila en Grande-Bretagne et, un an plus tard, ce prince sunnite fut parachuté roi du territoire à prédominance chiite de l'Irak. Faysal Ier régna jusqu'à sa mort en 1933, son fils Ghazi jusqu'à sa mort en 1939, suivi par son fils, Faysal II, le dernier roi de l'Irak, qui fut tué dans un coup d'Etat militaire en 1958.

Abdallah monta sur le trône de l'Émirat de Transjordanie en 1921 et, en tant que roi, il conserva une attitude ouvertement probritannique, en dépit de la trahison dont avait été victime son père. Abdallah comprit qu'il n'avait rien à gagner à se mettre en porte-à-faux avec les Britanniques et les Britanniques se servirent de lui pour calmer la fureur de son peuple à l'annonce officieuse de la création d'un Etat juif

en Palestine. Le roi Abdallah fut tué dans la mosquée Al-Aqsa en 1951 et son petit-fils de seize ans Hussein monta sur le trône. Le roi Hussein régna jusqu'à sa mort en 1999 et son fils gouverne depuis le Royaume hachémite de Jordanie sous le nom d'Abdallah II.

Dans *A Brutal Friendship – The West and the Arab Elite*, l'historien arabe Saïd Aburish identifie trois phases distinctes dans les relations entre l'islam et l'Occident au XXe siècle (5).

La première phase, selon Aburish, fut les années qui suivirent immédiatement la Première Guerre mondiale. Les dirigeants arabes avaient beau avoir été trompés et trahis par les Britanniques (6), ils étaient impuissants à exercer une quelconque autorité sur les masses arabes sans l'appui des Britanniques.

Ibn Saoud était le chef de la secte wahhabite et la Grande-Bretagne, consciente de son influence de figure religieuse, finança sa conquête de toute l'Arabie.

Les Hachémites étaient la plus grande force traditionnelle arabe jusqu'à ce qu'Ibn Saoud les chasse de la Mecque et de Médine. Dans leur « pitié », les Britanniques placèrent ensuite Abdallah et Faysal respectivement sur le trône de Jordanie et sur celui de l'Irak. Ces princes hachémites étaient des étrangers, c'est le moins que l'on puisse dire, mais les Britanniques jouèrent à fond la carte de la religion, en se servant du prestige religieux des Hachémites pour justifier leurs actions auprès des peuples arabes. Tout Arabe serait heureux d'être gouverné par un clan « saint » comme les Hachémites.

Les Britanniques utilisèrent l'Islam en Palestine aussi, quand, en 1921, ils firent élire un de leurs protégés, Haj Amin Hussein, un descendant de Mahomet, au poste de Grand Mufti de Jérusalem. En Palestine, presque toutes les grandes familles arabes trouvèrent rapidement intérêt à être probritanniques et le Grand Mufti conserva cette attitude au moins jusqu'à 1936, lorsque l'établissement imminent d'un Etat juif en Palestine le força à soutenir enfin la volonté de son peuple (7).

En ce qui concerne la première phase des relations entre l'islam et l'Occident, Aburish écrit : « Tous les dirigeants politiques de l'époque tiraient leur légitimité de l'Islam et tous les dirigeants politiques étaient probritanniques. L'Islam était un instrument pour légitimer le gouvernement, la tyrannie et la corruption des dirigeants arabes. Pour l'Occident, l'islam était acceptable, il pouvait être utilisé et, de fait, il l'était (8). »

Les élites arabes ne pouvaient pas continuer indéfiniment à se servir de l'islam comme facteur de légitimation pour assujettir leurs peuples. La force qui se leva pour s'y opposer fut le nationalisme arabe laïc, incarné par la personne de Gamal Abdel Nasser. Ce mouvement cherchait à libérer le Moyen-Orient de la domination occidentale et en même temps il méprisait l'Islam, qui avait été utilisé avec succès pour soutenir et justifier l'autorité des élites. Avant d'aborder la deuxième phase des relations entre l'Occident et l'islam, qui commença avec la montée du nationalisme arabe, nous devons nous pencher brièvement sur l'histoire de l'Egypte

II. La Grande-Bretagne et l'Egypte

Au début de la Première Guerre mondiale, l'Egypte était contrôlée par la Grande-Bretagne depuis plus de trente ans. Alors que les Britanniques avaient utilisé l'Islam pour abattre les Ottomans et soutenir leurs États-clients, ils constatèrent que, en Egypte, l'islam n'était pas une ressource très malléable, du moins pas aussi longtemps que la Grande-Bretagne y resterait en colonisatrice.

L'influence occidentale sur l'Egypte commença en 1798, lorsque Napoléon envahit l'Égypte pour menacer les routes commerciales de la Grande-Bretagne vers l'Inde. C'était la première fois qu'une nation arabo-musulmane faisait l'objet d'une conquête majeure et décisive dans l'histoire de l'islam et celle-ci marqua le début d'un lent déclin de la fierté et de l'influence musulmane. La domination de Napoléon ne dura pas longtemps, car les Britanniques, temporairement alliés aux Ottomans, chassèrent les Français d'Egypte quelques années plus tard.

De ce chaos sortit un commandant albanais de l'armée ottomane du nom de Mohammed Ali, qui contribua à expulser les Britanniques d'Egypte et devint par la suite gouverneur de l'Egypte sous l'autorité ottomane. Ali neutralisa la menace des mamelouks égyptiens, puis se consacra à la modernisation de l'Egypte. A la mort d'Ali, ses successeurs, Abbas et Saïd Pacha, gouvernèrent l'Egypte. Saïd Pacha initia le projet du canal de Suez et son successeur Ismaïl Pacha le mena à son terme en 1869. Le canal fut financé principalement par des investisseurs français, mais, à cette époque, la France était fermement contrôlée par la Grande-Bretagne. L'influence britannique en Egypte ne cessa d'augmenter, lentement mais sûrement, non pas militairement, mais économiquement. L'idéologie britannique du « libre-échange » fut adoptée et l'industrie égyptienne en pâtit. L'Egypte se trouva bientôt lourdement endettée.

En 1879, Ismaïl fut chassé du pouvoir et remplacé par son fils Toufik Pacha qui, de guerre lasse, abandonna le contrôle de l'économie égyptienne aux Britanniques. En 1882, les troupes britanniques débarquèrent et s'emparèrent de toute l'Égypte. Elles occupèrent l'Égypte jusqu'en 1956, où elles en furent chassées par le président Nasser.

Au début de la Première Guerre mondiale, le Khédive Abbas estima qu'il était possible de se débarrasser de la Grande-Bretagne et encouragea le peuple à soutenir les Ottomans. La Grande-Bretagne le fit destituer rapidement et mit son oncle Hussein Kamal au pouvoir. A la fin de la guerre, les forces nationalistes égyptiennes ne cessèrent de mener campagne pour l'indépendance contre les occupants britanniques. Leurs espoirs furent anéantis, lorsque les Etats-Unis se rangèrent du côté de la Grande-Bretagne.

En 1922, la Grande-Bretagne renonça à son « protectorat » sur l'Égypte, tout en restant responsable de la « défense » de l'Égypte et de la protection des étrangers en Égypte. L'Égypte avait obtenu l'« indépendance » et le roi Fouad Ier, descendant de Mohammed Ali, prit le pouvoir, en dépit du fait que le pays restait sous l'occupation britannique.

En 1928, l'association des Frères musulmans fut fondée par un instituteur égyptien nommé Hasan el-Bannâ (1906 – 1949). La Fraternité était une société secrète religieuse connue du public pour son importance qu'elle accordait à l'éducation islamique et pour ses activités de bienfaisance. Avant la Seconde Guerre mondiale, les services de renseignements britanniques nouèrent des liens avec la Fraternité par le biais de l'agent Freya Stark, aventurier et écrivain britannique (9), dans le but de surveiller la présence allemande de plus en plus grande en Afrique du Nord et de rester au courant des différents mouvements politiques qui y naissaient. Les Frères musulmans se répandirent dans le monde musulman et devinrent une sorte d'équivalent musulman des fraternités maçonniques occidentales (10). Il devint aussi l'une des premières organisations islamiques terroristes fondamentalistes.

Dans les années qui précédèrent la Seconde Guerre mondiale, les intrigues que menait la Grande-Bretagne en Égypte pour conserver le contrôle de sa colonie et du canal de Suez étaient essentiellement concentrées sur trois cliques : les royalistes, alliés avec le roi Fouad et, après 1935, son fils le roi Farouk ; le parti nationaliste Wafd, qui était soutenu par le peuple au travers du Parlement égyptien, qui avait été établi par les Britanniques.

Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclata, le Wafd, du moins publiquement, soutint les alliés parce que ceux-ci avaient fait croire aux nationalistes que l'indépendance complète serait accordée à l'Égypte

immédiatement après la guerre. Cependant, le roi Farouk était plus réservé dans son soutien aux alliés et, en privé, il ne cachait pas ses sympathies pour l'Axe, tandis que de nombreux membres de base des Frères musulmans étaient connus pour pencher aussi en faveur de l'Allemagne. Mais l'Allemagne n'était pas destinée à libérer l'Egypte de l'occupation britannique. L'armée allemande d'Afrique du Nord fut défaite à la bataille d'El Alamein en octobre 1942, puis progressivement repoussée hors de l'Afrique.

Après la guerre, les Frères musulmans et le Wafd menèrent campagne contre la monarchie répressive du roi Farouk et contre les Britanniques, qui repoussaient sans cesse leur retrait du territoire égyptien. En 1949, el-Bannâ fut assassiné par le gouvernement égyptien, déchaînant la colère des fondamentalistes. En 1952, le Wafd remporta une grande victoire aux élections parlementaires, en conséquence de quoi le premier ministre el-Nahhas Pacha dénonça les accords de 1936 par lesquels Farouk avait permis que la Grande-Bretagne prenne le contrôle du canal de Suez. Farouk remercia tout de suite el-Nahhas et de violentes émeutes anti-britanniques éclatèrent immédiatement dans toute l'Egypte. Des officiers de haut rang de l'armée égyptienne saisirent l'occasion pour organiser un coup d'Etat. Ils s'emparèrent ainsi du pays et en chassèrent le roi Farouk.

Les « Officiers Libres », puisque c'est ainsi qu'ils se faisaient appeler, étaient sous le commandement du général Muhammad Naguib et comprenaient Gamal Abdel Nasser et Anouar el-Sadate. Naguib fut bientôt évincé et Nasser apparut comme l'homme fort du pays en 1954. Il ne tarda pas à interdire le Wafd et les Frères musulmans et commença à régner en dictateur.

Nasser fut rapide et audacieux dans ses initiatives visant à moderniser et à industrialiser l'Egypte et à affirmer l'indépendance de sa nation. Il tendit la main aux États-Unis et à la Banque mondiale, pour qu'ils l'aident à financer la construction du barrage d'Assouan, mais ils refusèrent et il fut forcé de se tourner vers les Soviétiques. Il chercha également à améliorer son armée et l'Occident lui proposa de lui fournir des armements, à la condition qu'il engage son pays dans les alliances militaires régionales sous contrôle britannique. Nasser refusa et signa un contrat d'armement avec la Tchécoslovaquie en 1955.

Le 26 juillet 1956, Nasser expulsa les Anglais de la zone du canal de Suez et le remit sous le contrôle de l'Egypte pour la première fois depuis 1882. Trois mois plus tard, la guerre de Suez commença. Israël prit le contrôle de Gaza en cinq jours et les troupes britanniques et françaises reprirent la zone du canal. L'Organisation des Nations Unies condamna l'opération militaire et un cessez le feu fut conclu le 6 novembre. Le canal fut ensuite restitué à l'Égypte.

À la suite de cette guerre, Nasser devint le héros des peuples arabes et des mouvements nationalistes laïcs apparurent dans tout le Moyen-Orient. En 1958, l’Egypte fusionna avec la Syrie dans la République arabe unie, à laquelle s’associa le Yémen du Nord. Ce mouvement panarabe avait autant la faveur des masses arabes qu’il était redouté par leurs dirigeants. Aburish écrit : « Dans les années 1950 et plus tard, l’Occident s’opposa au mouvement nationaliste arabe laïc pour deux raisons : il contestait son hégémonie régionale et menaçait la survie des dirigeants de ses Etats-clients. Rien n’empêchait un mouvement laïc de coopérer avec l’URSS. En fait, la plupart de ces mouvements étaient légèrement socialistes. En outre, ils préconisaient l’unité arabe sous une forme ou sous une autre – une union ou une politique commune -, ce qui menaçait les régimes traditionnels pro-occidentaux de l’Arabie saoudite, de la Jordanie et d’autres Etats-clients. L’Occident le perçut comme un défi à relever (11). »

Cela nous amène à la deuxième phase des relations entre l’Occident et l’islam, telle que définie par Aburish. C’est une période au cours de laquelle l’Occident instrumentalisa l’intégrisme islamique pour déstabiliser ou renverser les régimes qui refusaient d’être dominés par l’Occident.

III. Le renversement de la première démocratie iranienne

Dès le début, la Central Intelligence Agency entretenait des relations très étroites avec les services secrets britanniques et cela est prouvé par les détails du coup d’Etat contre Mossadegh en 1953, qui marqua le début de la deuxième phase.

Le Dr Mohammad Mossadegh ne cessa jamais d’être un leader du mouvement nationaliste iranien contre l’impérialisme de l’Empire britannique. Né dans la classe dirigeante iranienne, il fut élu au parlement iranien en 1906, mais refusa le poste, parce que, légalement, il était trop jeune pour l’occuper (il n’avait pas encore 30 ans). Il fit ses études en France et en Suisse et obtint son doctorat en droit en 1913. Il retourna en Iran, où il exerça d’abord comme professeur d’université, avant d’être nommé vice-ministre des Finances, puis ministre de la Justice. Il était ministre des finances en 1921, lorsqu’un coup d’Etat soutenu par les Britanniques fit de Mohammad Reza Pahlavi l’homme fort du pays.

Dans les années qui suivirent, Mossadegh servit le peuple iranien en occupant un certain nombre de fonctions, avant d’être finalement écarté de force de la fonction publique vers la fin du règne de Reza, en raison des critiques qu’il formulait contre son régime corrompu. En 1941, le gouvernement changea de nouveau et Reza Pahlavi, shah depuis 1925, fut contraint de fuir en Afrique du Sud, où il vécut jusqu’à sa mort. Mossadegh fut alors en mesure de retourner à Téhéran, où il prit une part active aux débats du Parlement, notamment par des passes d’armes avec le fils de Reza, Mohammad Reza Shah.

Malgré les obstructions et les fraudes, Mossadegh fut élu Premier ministre de l'Iran par le Parlement en 1951. Une de ses premières initiatives de Premier ministre fut de nationaliser le pétrole iranien, qui appartenait jusque-là à l'Anglo-Persian Oil Company. En 1901, comme indiqué plus haut, la Grande-Bretagne avait acheté à Reza Khan les droits sur le pétrole iranien pour 60 ans. Elle avait passé au Shah un autre bail de 60 ans en 1933. Suite à la nationalisation de l'Anglo-Persian Oil Company, la Grande-Bretagne décida de porter l'affaire devant la Cour internationale de justice, ce qui contraignit Mossadegh à se rendre à La Haye, puis à l'ONU et à La Haye, pour faire valoir que les contrats conclus avec les gouvernements antérieurs n'étaient pas valides. La campagne de Mossadegh fut un franc succès et la communauté internationale déclara que l'Iran avait le droit de prendre le contrôle de son pétrole.

La nationalisation n'avait pas été sans faire craindre aux Britanniques que leurs intérêts soient menacés. Le gouvernement iranien promit de verser 25% des bénéfices des ventes de pétrole à la Grande-Bretagne à titre de compensation et se porta garant des emplois britanniques. Néanmoins, la Grande-Bretagne refusa de négocier et répondit par une démonstration de force navale, suivie par des embargos, des boycotts et le gel des avoirs iraniens (12).

Au cours des années précédentes, l'hostilité grandissante des Iraniens à l'égard des Britanniques n'avait pas facilité la tâche aux services des renseignements britanniques en Iran, si bien que, pour lutter efficacement contre Mossadegh, les Britanniques se tournèrent vers leurs copains de la CIA. Stephen Dorril documente cette affaire dans son livre *MI6: Inside the Covert World of Her Majesty's Secret Intelligence Service*. Il écrit : « Malgré la propagande britannique, le gouvernement Mossadegh était généralement démocratique, modéré, et semblait devoir réussir à faire de la classe moyenne le pilier de l'État. Elle était officiellement vue par l'administration Truman comme populaire, nationaliste et anti-communiste (13). »

Pour faire changer la position américaine sur Mossadegh, les stratèges britanniques jouèrent sur la paranoïa communiste de l'Amérique et essayèrent de présenter le régime iranien comme faible et perméable à la manipulation soviétique. Dans les derniers jours de l'administration Truman, le chef du Bureau du Moyen-Orient de la CIA, Kermit Roosevelt, rencontra John Sinclair et d'autres représentants du MI6 pour « leur proposer de renverser conjointement Mossadegh » (14). Une fois Eisenhower à la Maison Blanche en janvier 1953, la CIA fut libre d'agir, ce qu'elle fit, lorsque les Britanniques promirent d'accorder aux compagnies pétrolières américaines une participation de 40% dans le pétrole iranien en échange de l'aide qu'elle leur apporterait pour renverser Mossadegh et remettre la main sur les réserves de pétrole iranien (15).

Les Britanniques et les Américains se mirent finalement d'accord pour faire du fils de Reza Khan, Mohammad Reza Shah, un incapable, le nouveau souverain de l'Iran. Le jeune Shah refusa d'abord les offres qui lui furent faites par les conspirateurs, même après la visite de colonel américain H. Norman Schwarzkopf, le 1er août 1953 et une réunion ultérieure avec Kermit Roosevelt. Dorril écrit que « Le Shah n'accepta finalement de soutenir le plan qu'après la confirmation officielle de la participation britannique et américaine dans une émission de radio spéciale ». Un message codé fut diffusé à la BBC Perse pour dissiper les doutes du Shah, préalablement informé du code (16).

En préparation du coup d'Etat, les Américains financèrent l'ayatollah Bihbani et la Grande-Bretagne donna 100000 \$ à un groupe dirigé par l'ayatollah Qanatabadi pour attiser des troubles contre Mossadegh. La CIA donna 10000 \$ à l'ayatollah Kashani, dont les partisans jouèrent un grand rôle dans les manifestations dans le centre de Téhéran. Un autre groupe d'agitateurs intégristes était dirigé par Tayeb Haj-Rezaei, une figure qui devint plus tard un partisan de l'ayatollah Khomeiny (17).

À la mi-août 1953, le gouvernement de Mossadegh fut miné par une multitude de manifestations et de complots financés par la CIA et les Britanniques. Le 15 août, le ministre des Affaires étrangères de Mossadegh fut enlevé dans le but d'intimider le gouvernement. Le lendemain, le Shah publia un communiqué dans lequel il déclarait destituer Mossadegh, tandis que du matériel de propagande était distribué qui affirmait à tort que les mollahs allaient être pendus par les membres du parti communiste, le Tudeh (18). Le 17 et 18, des foules composées de fanatiques religieux et de partisans du Shah convergèrent vers Téhéran pour semer le chaos et la terreur. Le 19, en collusion avec le chef de la police, ces foules purent atteindre la résidence du Premier ministre et, après une bataille acharnée, Mossadegh fut chassé du pouvoir. Plusieurs jours après, le Shah revint d'Italie. 25 ans plus tard, il serait chassé du pouvoir par les mêmes fanatiques fondamentalistes qui l'avaient aidé à monter sur le trône. Les Britanniques furent impliqués dans sa chute, comme nous allons le voir. L'islam radical est en effet un instrument utile pour les Britanniques. Leur manipulation de l'islam radical ne faisait que commencer.

IV. La guerre de la Grande-Bretagne contre Nasser

Dans leurs relations avec Nasser, les Britanniques utilisèrent tous les moyens nécessaires, y compris l'espionnage, la diplomatie, la corruption et même la force armée, pour conserver le contrôle de l'Egypte et du canal de Suez. Nouvellement créée, la CIA aussi commença à s'intéresser à l'Egypte, quand Nasser parut vouloir se rapprocher de l'Union soviétique. Aburish explique comment cette nouvelle affaire complexe évolua : « Selon l'agent de la CIA Miles Copeland, les Américains se mirent à la

recherche d'un Billy Graham musulman (19) vers 1955... Lorsque la recherche et, a fortiori, la création d'un Billy Graham musulman s'avéra problématique, la CIA commença à coopérer avec les Frères musulmans, une organisation de masse musulmane fondée en Egypte, mais qui comptait des adeptes dans tout le Moyen-Orient arabe... Cette coopération marqua le début d'une alliance entre les régimes traditionnels (arabes) et les mouvements islamiques de masse contre Nasser et les autres forces laïques (20). »

La CIA suivit l'exemple des services de renseignements britanniques et chercha à utiliser l'islam pour réaliser ses objectifs. Elle voulait trouver un chef religieux charismatique qu'elle pourrait promouvoir et contrôler et elle commença à coopérer avec des groupes tels que les Frères musulmans. L'ascension de Nasser fit que la Fraternité fut aussi courtisée plus sérieusement par les régimes arabes pro-occidentaux de l'Arabie saoudite et de la Jordanie. Il leur fallait mobiliser le peuple contre la montée du nationalisme arabe d'inspiration nassérienne pour préserver leurs régimes.

Les Frères musulmans étaient un allié évident de ces régimes contre Nasser, car celui-ci les avait interdit en l'Egypte, après qu'ils eurent tenté de l'assassiner en 1954, La Fraternité rejetait la politique de Nasser, parce que, dans l'ensemble, cette politique mettait la religion en dehors de la politique. Officiellement, la Fraternité était une organisation illégale, mais elle restait influente et s'opposait activement au régime laïc égyptien, souvent main dans la main avec l'Intelligence Service. En juin 1955, le MI6 approcha la Fraternité en Syrie pour l'inciter à manifester contre le nouveau gouvernement, qui ne cachait pas sa sympathie pour le socialisme et exprimait le désir de s'unir à l'Egypte (21). La Fraternité devint un atout encore plus important après que Nasser eut annoncé la prise de contrôle de Suez par l'Egypte. Dorril nous renseigne sur la façon dont cette décision fut perçue en Grande-Bretagne : « Le 26 juillet à Alexandrie, dans un discours calme, mais qui fut décrit par Londres comme hystérique, Nasser fit l'annonce de la nationalisation, qui, d'un point de vue strictement juridique, n'était rien d'autre qu' »un rachat d'actions ». Cette nuit-là à Downing Street, Eden [le Premier ministre britannique] ne cacha pas à ses invités l'amertume que lui causait cette décision... Eden convoqua un conseil de guerre, qui dura jusqu'à 4 heures du matin. Un Premier ministre agité déclara à ses collègues qu'il était exclu de laisser Nasser « nous prendre à la gorge ». Le « musulman Mussolini » doit être « détruit ». Eden ajouta : « Je veux qu'il soit chassé du pouvoir et je me fiche qu'il y ait l'anarchie et le chaos en Egypte (22). »

L'ancien Premier ministre Churchill avait mis de l'huile sur le feu, en conseillant à Eden de dire aux Égyptiens que, « s'ils continuent à se montrer insolents envers nous, nous lancerons les Juifs sur eux et nous les jetterons dans le caniveau, d'où ils n'auraient jamais dû sortir » (23).

Sir Anthony Nutting, membre du ministère des Affaires étrangères à l'époque, se souvient d'une conversation téléphonique au cours de laquelle Eden, mécontent de la lenteur de la campagne contre Nasser, finit par sortir de ses gonds : « Qu'est-ce que c'est que ces balivernes que vous m'avez envoyées ?... Qu'est-ce que c'est que toutes ces idioties sur l'isolement de Nasser, ou sa « neutralisation », comme vous l'appellez ? Je veux qu'il soit détruit, vous comprenez ? Je veux qu'il soit assassiné (24) ... »

En préparation du coup d'Etat, l'Information Research Department (IRD) fut mis en action. Les Britanniques intensifièrent leurs efforts pour contrôler les émissions de radio en Egypte et chargèrent la BBC, le Service de presse de Londres et l'Agence de presse arabe de faire circuler de fausses rumeurs. De faux documents furent créés qui suggéraient que Nasser avait l'intention de s'emparer de l'ensemble du commerce du pétrole au Moyen-Orient et un rapport bidon fut diffusé qui alléguait que les dissidents égyptiens étaient envoyés dans un camp de concentration tenu par d'anciens Nazis (25).

La Grande-Bretagne avait du mal à décider qui prendrait la relève en Egypte après l'élimination de Nasser. Le MI6 organisa des réunions avec les membres du Wafd et les alliés de l'ancien premier ministre el-Nahas Pacha. L'ancien leader des « Officiers libres », le général Naguib, enlevé et placé en résidence surveillée par Nasser, fut considéré comme un président possible et certains milieux britanniques préconisèrent même que le prince Mohammed Abdel Moneim, le membre de la famille royale égyptienne le plus « présentable », soit fait roi (26).

Selon Dorril, la recrue la plus importante pour le complot britannique visant à renverser Nasser fut un officier de renseignement égyptien Mahmoud Khalil Issam Eddine, à qui, pour faire de lui un contact sûr, ils fournissaient des renseignements sur l'ennemi le plus direct de l'Egypte : Israël. Dorril rapporte la remarque suivante d'un chef du Mossad : « Mettre en danger la sécurité d'Israël en remettant des informations secrètes sur Israël ne troublait apparemment pas la conscience de la Grande-Bretagne. » La situation des Britanniques était alors compliquée, car ils travaillaient avec Israël à une attaque militaire coordonnée contre l'Egypte. Cette attaque eut finalement lieu en octobre (27).

Le fait qu'aucun candidat à la succession de Nasser ne se détachait nettement ne gênait pas les putschistes. Dorril conclut que « le MI6 ne croyait pas qu'il était absolument nécessaire d'avoir une solution de rechange. Le service était persuadé qu'une fois que Nasser aurait été renversé, des candidats convenables se feraient connaître » (28).

À la fin du mois d'août, Nasser réagit à la menace croissante des services secrets britanniques. Les bureaux de l'Agence de presse arabe furent perquisitionnés et un certain nombre d'employés furent

arrêtés qui avouèrent ensuite être des agents britanniques. Deux diplomates britanniques furent expulsés ; l'un d'eux, J.B. Flux, avait « été en contact avec » des étudiants d'une certaine famille religieuse » dans le but de les inciter à « fomenter des émeutes fondamentalistes qui pourraient servir de prétexte à une intervention militaire pour protéger la vie des Européens » ». D'autres « hommes d'affaires » et « diplomates » britanniques furent arrêtés ou expulsés et, en raison de l'efficacité de l'offensive de Nasser, Dorril écrit que, juste avant la guerre de Suez, les services secrets britanniques avaient découverts qu'ils n'avaient « plus d'atouts dans le pays, » et que « le MI6 devait utiliser des agents extérieurs pour son plan d'assassinat » (29).

En fin de compte, les menées subversives de la Grande-Bretagne en Egypte ne donnèrent rien, même après qu'elle eut décidé d'envahir militairement le pays à la fin de 1956. Nasser bénéficiait d'un soutien très important dans le peuple égyptien et la communauté internationale se rangea de son côté contre les Britanniques, en obligeant ceux-ci à rendre le canal de Suez à l'Egypte. Nasser devint le leader d'une Egypte enfin libre de tout contrôle britannique.

Depuis lors, la Grande-Bretagne n'a pas cessé de mener une guerre secrète de faible intensité contre les gouvernements égyptiens : contre Nasser jusqu'à sa mort, contre son successeur, Sadate et même contre Moubarak après lui. Le gouvernement égyptien laïc a toujours été l'un des ennemis les plus coriaces du terrorisme islamique, alors que le plus gros bailleur de fonds des groupes terroristes égyptiens a été la Grande-Bretagne. Ce dernier point va totalement à l'encontre des idées préconçues de la plupart des citoyens britanniques et américains, mais dans les pages qui suivent, nous allons en apporter la preuve.

V. L'Islam se retourne contre l'Occident

Comme nous l'avons dit, Saïd Aburish a défini trois étapes dans les relations entre l'Occident et l'islam. La première fut une période pendant laquelle la Grande-Bretagne utilisa l'Islam pour tenter de légitimer les dictateurs fantoches qu'elle avait installés dans ses colonies arabes après la Première Guerre mondiale. La deuxième phase fut une période au cours de laquelle la Grande-Bretagne (avec les Etats-Unis) utilisa l'Islam militant pour l'aider à renverser des gouvernements comme ceux de Mossadegh et de Nasser, qui tentaient de lutter contre la domination occidentale. Aburish écrit : « La lutte entre Nasser et les Frères musulmans et ses ramifications... continua jusqu'à la guerre de 1967. Le soutien de l'Occident à l'islam était fourni ouvertement aux dirigeants des mouvements islamiques, qui l'acceptaient sans réserve (30). »

Aburish note que l'Islam avait une bonne image dans les pays occidentaux jusqu'à cette époque. Le mouvement islamique était surtout connu pour ses positions anti-communistes et la possibilité que l'islam conservateur puisse se retourner contre l'Occident n'effleurait guère les esprits.

Aburish décrit ainsi la troisième phase : « La troisième étape du développement des mouvements islamiques débuta après la guerre de 1967. La défaite de Nasser fut une défaite pour les forces qu'il représentait, la laïcité et, Nasser affaibli, les mouvements islamiques se mirent à prendre la direction politique des masses arabes du Moyen-Orient (31). »

La guerre de 1967 rendit les mouvements islamiques beaucoup plus puissants. La théologie islamique prit le dessus sur la laïcité et une forme plus puissante de nationalisme arabe apparut. La guerre des Six Jours vit l'Occident laisser Israël défaire ses voisins arabes, prendre possession du Sinaï, de la Cisjordanie et du plateau du Golan, sans bouger le petit doigt. Il devint alors clair pour la plupart des musulmans que l'Occident avait pris parti pour Israël contre les Arabes et leur ressentiment envers l'Occident augmenta. Cette troisième phase des relations entre l'Occident et l'Islam s'ouvrit, lorsque les factions de ce mouvement islamique fondamentaliste largement anti-occidental commença à exercer une influence politique dans toutes les régions du monde musulman.

Après la mort de Nasser en 1970, Anouar el-Sadat, le nouveau président égyptien, tenta d'atténuer la menace de l'islam militant en libérant tous les membres emprisonnés des Frères musulmans, en dépit du fait que la Fraternité avait été impliquée dans au moins quatre tentatives d'assassinat distinctes contre Nasser en seize ans. Sadate passa des accords avec le roi Faysal d'Arabie Saoudite et ils devinrent les sponsors et les promoteurs de l'université islamique Al-Azhar ainsi que de mouvements islamiques comme Al Dawa et Al-i'tisam. Ces dirigeants comprirent qu'il était préférable de faire au moins semblant de soutenir la montée des mouvements islamiques (32).

Le 6 octobre 1973, l'Egypte et la Syrie lancèrent une attaque surprise contre l'armée israélienne dans le Sinaï et sur le plateau du Golan. Le 16, l'OPEP augmenta le prix du baril de pétrole de 70% et, le lendemain, les dirigeants arabes de l'OPEP annoncèrent qu'ils décrétaient un embargo progressif contre l'Europe et les Etats-Unis et qu'ils ne le lèveraient pas tant qu'Israël n'aurait pas été contraint de revenir à ses frontières d'avant 1967. A Century of War raconte comment le Conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, Henry Kissinger, réussit à convaincre l'Allemagne de ne pas demeurer dans la neutralité, alors que la Grande-Bretagne « fut autorisée à se déclarer neutre ». La Grande-Bretagne demeura dans la neutralité tout au long de la guerre des 6 Jours et fut l'un des rares pays occidentaux à ne pas être mis sous embargo par les pays arabes producteurs de pétrole (33).

La guerre du Kippour prit fin le 26 octobre. Les régimes arabes en sortirent renforcés à plusieurs égards. Premièrement, ils avaient finalement damné le pion à Israël sur le plan militaire et avaient recouvré une partie de leur territoire. Deuxièmement, ils avaient largement redoré leur blason auprès de leur peuple et la voix des militants islamiques s'en trouva temporairement étouffée. Enfin, les pays arabes bénéficièrent soudainement de l'énorme augmentation des revenus pétroliers, le prix du baril étant passé de 3,01 \$ au début de 1973 à 11,65 \$ au début de 1974 (34).

Engdahl indique que la hausse des prix du pétrole avait été planifiée par l'establishment anglo-américain et mentionnée lors de la conférence Bilderberg de mai 1973 à Saltsjöbaden en Suède. Kissinger avait été la cheville ouvrière de l'orchestration du conflit israélo-arabe, prétexte pour augmenter les prix du pétrole, qui permit de sauver les projets pétroliers de la Grande-Bretagne en mer du Nord, qui étaient considérés comme des investissements risqués. La conséquence la plus catastrophique de la hausse des prix de l'énergie fut de mettre un terme brutal à l'industrialisation des pays du Tiers Monde, en forçant nombre d'entre eux à emprunter beaucoup d'argent au fil des ans pour payer leur énergie et donc à s'endetter chroniquement auprès des banques anglo-américaines (35). Après la guerre, l'establishment décerna le prix Nobel de la paix à Kissinger et, en 1995, la reine Elizabeth le fit chevalier honoraire de l'Empire britannique, pour les services dévoués qu'il avait rendus à la Couronne tout au long de sa vie.

Si les régimes arabes devinrent soudainement extrêmement riches en raison de la hausse des prix du pétrole, la menace des mouvements islamistes demeura. Le roi Faysal d'Arabie Saoudite feignait de soutenir l'islam, mais était souvent obligé de sévir contre les chefs religieux et les organisations qui semblaient critiquer constamment la cupidité, le luxe et la corruption ostentatoires de la famille royale. Faysal fut assassiné en 1975 par son neveu, le prince Faysal ibn Musad, en représailles à l'exécution par Faysal du frère d'ibn Musad, un musulman fanatique qui avait attaqué une chaîne de télévision au motif que la télévision constituait une violation de l'Islam (36).

En Egypte, le régime de Sadate subit d'énormes pressions de la part des mouvements islamistes, après qu'il eut signé les Accords de Camp David avec Israël en 1978. Cette signature conduisit à l'assassinat de Sadate par des membres du djihad islamique, une branche des Frères musulmans, le 6 octobre 1981.

En 1982, un grand conflit éclata entre les Frères musulmans et le gouvernement syrien à Hama, en Syrie. Il fit 20000 victimes. Le président syrien Assad révéla que les forces des Frères musulmans étaient munies d'armes de fabrication américaine.

Aburish observe qu'aucun de ces événements ne sembla changer quoi que ce soit à la façon dont l'Islam militant était utilisé. « Hama, l'assassinat de Sadate et de Faysal et d'autres actes moins graves n'interrompirent pas le soutien des régimes occidentaux et de leurs Etats-clients arabes aux mouvements islamiques. En outre, l'Arabie Saoudite et l'Egypte permirent aux islamistes d'utiliser leur appareil d'Etat pour faire de la propagande en faveur de l'Islam... Et Israël, toujours enclin à soutenir les mouvements factieux, apparut comme un autre défenseur de l'Islam et commença à financer les Frères musulmans et le mouvement islamiste palestinien Hamas (37). »

Le succès le plus remarquable du mouvement islamique à cette époque fut bien sûr le renversement du Shah et l'arrivée au pouvoir de l'ayatollah Khomeiny. Les services secrets britanniques s'étaient servis de leurs contacts avec les mollahs et les ayatollahs iraniens pour renverser Mossadegh et mettre au pouvoir le Shah en 1953, ils avaient conservé ces contacts et les avaient utilisés de nouveau pour renverser le Shah, lorsque son régime ne fut plus en odeur de sainteté.

L'histoire officielle de la révolution islamique iranienne veut que la révolte qui amena Khomeiny au pouvoir ait été spontanée et populaire et qu'elle ait été dirigée contre une dictature répressive détestée par le peuple, mais soutenue sans réserve par les Etats-Unis. Il est vrai que le gouvernement du Shah n'était pas une démocratie et que ses services secrets, formés par la CIA, étaient l'un des services de renseignement les plus efficaces au monde. Mais ce qui n'est pas signalé, c'est que, avant l'énorme campagne médiatique parrainée par la Grande-Bretagne au nom de l'ayatollah, le gouvernement du Shah était aimé par la grande majorité de la population.

Après la destitution de Mossadegh, le Shah mit en oeuvre un certain nombre de politiques nationalistes qui le rendirent très populaire dans son pays, mais qui, dans certains cas, inquiéta l'establishment anglo-américain. Tout d'abord, il signa des accords pétroliers avec la compagnie pétrolière italienne ENI. Puis, en 1963, il lança une série de réformes qui devinrent connues sous le nom de « Révolution blanche ». Le Shah devint un nationaliste dont l'orientation était trop similaire à celle de Nasser pour être au goût de l'establishment:

- Il acheta des terres aux classes supérieures et les revendit à bas prix, avec celles de la Couronne, aux fermiers, ce qui permit à plus d'un million et demi de personnes de devenir propriétaires fonciers et mit fin à l'ancien régime féodal.
- Il donna aux femmes le droit de vote et interdit le port du voile, une initiative d'inspiration « occidentale » qui fut mal accueillie par le secteur religieux.
- Il lança un programme de développement de l'énergie nucléaire de 90 milliards de dollars.

– Il élimina la lucrative industrie de l’opium, qui s’était constituée une centaine d’années plus tôt sous l’impulsion de l’Empire britannique (38).

En 1973, The Economist consacra une de ses couvertures à l’Iran, avec la légende suivante : « l’Iran, le prochain Japon du Moyen-Orient ? » L’économie iranienne avait connu un taux de croissance annuel de 7-8% de 1965 à 1973 et était devenue un exemple à suivre pour les nations en voie de développement. Pour l’establishment anglo-américain, cela ne pouvait pas durer. Les objectifs principaux de l’establishment étaient la dépopulation et la désindustrialisation (39). Ils avaient été formulés par des décideurs comme Lord Bertrand Russell et préconisés par des laquais de l’establishment comme Kissinger, Brzezinski et McNamara (le dirigeant de la Banque mondiale), ainsi que par les élites britanniques qui contrôlaient le Fonds mondial pour la nature et d’autres organisations internationales paravents de protection de la nature et de l’environnement. L’Iran devait être mis à bas.

L’attaque contre le gouvernement du Shah vint des Frères musulmans et des mollahs et ayatollahs d’Iran, soutenus et manipulés par les services secrets britanniques. John Coleman, ancien agent du renseignement britannique et auteur de plusieurs ouvrages et monographies détaillant le plan de création d’un gouvernement mondial socialiste, déclare, dans son rapport sur la Révolution islamique d’Iran (40), que les Frères musulmans furent créés par « les grands noms du renseignement britannique au Moyen-Orient, T.E. Lawrence, E.G. Browne, Arnold Toynbee. St. John Philby et Bertrand Russell » et que leur mission était de « maintenir le Moyen-Orient dans son état d’arriération, afin que ses ressources naturelles, le pétrole, continuent à être pillées... »

Coleman écrit qu’en 1980 les émissions de Radio Free Iran divisait les ennemis du Shah en quatre catégories: 1. les politiciens iraniens achetés par le Shin Bet israélien, 2. Les réseaux d’agents de la CIA, 3. Les propriétaires fonciers féodaux, 4. La franc-maçonnerie et les Frères musulmans (considérés comme étant le même ennemi).

Dans son rapport, Coleman écrit que les iraniens, « à un moment plaisaient même sur les mollahs, en disant qu’il auraient dû être estampillés « Made in Britain » ». Lorsque le Shah présenta son plan de modernisation en 1963, l’ayatollah Khomeiny s’imposa comme le leader de l’opposition religieuse. Jusqu’à son exil en 1964, Khomeiny résidait dans la ville sainte de Qom. Coleman relate que Radio Free Iran affirmait que, à Qom, Khomeiny recevait une « allocation mensuelle de la Grande-Bretagne et est en contact permanent avec ses maîtres, les Britanniques ».

Khomeiny fut expulsé d'Iran et s'installa en Irak. Il y vécut plusieurs années, jusqu'à ce qu'il soit arrêté par le gouvernement irakien et déporté en 1978. Des pressions furent alors exercées sur D'Estaing pour le forcer à offrir à Khomeiny l'asile en France, afin que celui-ci y poursuive ses « études islamiques ». En France, il devint une célébrité dans tout l'Occident et le symbole de la révolution islamique contre le Shah. Coleman écrit : « Une fois que Khomeiny fut installé au Château Neauphle-le-Château, il ne cessa plus de recevoir des visiteurs, dont beaucoup étaient de la BBC, de la CIA ou des services secrets britanniques (41). »

Dans le même temps, Amnesty International poursuivait son intense campagne contre le gouvernement du Shah, en l'accusant de torture et d'autres terribles violations des droits de l'homme. La presse internationale reprit cette information et la répandit dans le monde entier.

La BBC devint ensuite le principal promoteur de l'ayatollah. Coleman écrit : « C'était la BBC qui préparait et distribuait aux mollahs qui étaient en Iran tous les enregistrements des discours de Khomeiny, qui enflammaient les paysans. Puis la BBC commença à diffuser aux quatre coins du monde des récits sur l'utilisation de la torture par la SAVAK du Shah... en septembre et en octobre 1978, la BBC se mit à diffuser les divagations incendiaires de Khomeiny en Iran, en farsi. Le Washington Post déclara : « la BBC est l'ennemi public numéro un de l'Iran (42). » »

Le service persan de la BBC en vint à être surnommé en Iran l'« Ayatollah BBC » à cause du fait qu'elle se faisait sans arrêt l'écho des moindres paroles de Khomeiny (43). Bientôt une grande partie de la population iranienne, pour la plupart de jeunes étudiants impressionnables, fut convaincue que le Shah était vraiment maléfique et que le retour à l'islam chiite pur sous la direction de l'ayatollah était le seul moyen de sauver leur pays. L'administration Carter, manipulée par le laquais de la Grande-Bretagne Brzezinski, collabora alors avec les Britanniques pour renverser le Shah et le remplacer par Khomeiny.

Coleman rapporte que Carter nomma le membre de la Trilatérale George Ball à la tête d'une commission sur la politique états-unienne dans le golfe Persique. La recommandation de Ball était que les États-Unis devaient retirer leur soutien au régime du Shah. Les mémoires du Shah, citées par Coleman, confirment que les États-Unis la suivirent, contrairement à ce que voudrait nous faire croire la propagande médiatique de l'establishment : « Je ne le savais pas alors et peut-être que je ne voulais pas le savoir – mais il est clair pour moi maintenant que les Américains voulaient m'évincer. Comment devais-je interpréter la nomination soudaine de Ball comme conseiller de la Maison Blanche pour l'Iran ? Je savais que Ball n'était pas un ami de l'Iran. J'étais au courant que Ball travaillait sur un rapport spécial sur l'Iran. Mais personne ne m'a jamais informé des domaines sur lesquels portait le rapport et encore moins de ses conclusions. J'en ai pris connaissance un mois plus tard, alors que j'étais en exil et mes

pires craintes ont été confirmées. Ball faisait partie de ces Américains qui voulaient m'abandonner et finalement abandonner mon pays ».

Après l'abdication du Shah et son exil en 1979, son « solide allié », les Etats-Unis, refusa même de lui accorder l'asile, le forçant à s'installer avec sa famille en Egypte. Au cours de la prise de l'ambassade américaine, où les partisans de l'ayatollah avaient retenu une cinquantaine d'Etats-uniens en otages pendant 444 jours, il apparut clairement au monde entier que le mouvement islamique anti-démocratique, anti-israélien, était également très anti-occidental. Néanmoins, l'establishment anglo-américain continua à soutenir et à promouvoir l'Islam radical.

En 1977, Bhutto fut enlevé; en 1979, le Shah fut enlevé; Sadate fut assassiné en 1981 et, en 1982, les Frères musulmans se révoltèrent en Syrie. Avant 1977, le Moyen-Orient était sur le point de parvenir à la stabilité et de rattraper les pays occidentaux sur le plan industriel et économique, grâce à des politiques nationalistes et aux prix élevés du pétrole. Au début des années 80, le Moyen-Orient était à feu et à sang. L'Egypte était ébranlée, Moubarak consolidait tant bien que mal son pouvoir. L'Iran et l'Irak, tous deux armés par l'Occident, commençaient une longue guerre. Israël et la Syrie envahissaient un Liban en proie à une guerre civile et la Russie envahissait l'Afghanistan, où les rebelles étaient soutenus par le Pakistan. Le programme de dépopulation et de désindustrialisation prôné par la Grande-Bretagne et adopté par les Américains avait pris un excellent départ.

VI. L'Afghanistan, le Pakistan, l'ISI et la BCCI

Le 3 juillet 1979, à l'insistance de conseillers tels que Brzezinski, le président Carter signa une directive autorisant une aide secrète aux opposants fondamentalistes au régime communiste en place en Afghanistan (44). Cette décision fut interprétée comme un acte qui mènerait vraisemblablement à une intervention soviétique directe et c'est exactement ce qui se passa le 24 décembre de l'année où, après y avoir été invité par le gouvernement afghan, l'armée russe prit position pour protéger les biens publics contre les attaques des rebelles.

Dès le début de la guerre en Afghanistan, la CIA collabora avec les services secrets pakistanais (ISI) et finança les moudjahidin rebelles. Aujourd'hui, il est généralement admis que le djihad des moudjahidin contre les forces soviétiques fut le détonateur de l'islam radical et que, lorsque les Soviétiques se retirèrent du territoire afghan au début de 1989, le pays se retrouva avec des dizaines de milliers de mercenaires islamiques chômeurs qui ne tardèrent pas à s'intéresser à l'Occident.

L'histoire de l'Afghanistan a toujours été étroitement liée à celle du Pakistan, région anciennement colonisée par la Grande-Bretagne. L'engagement britannique dans le sous-continent remonte aux premières années du XVIII^e siècle, lorsque l'empereur mogol de l'Inde, Jahângîr, autorisa les marchands de la British East India Company à y établir des comptoirs commerciaux. On considère généralement que la domination britannique sur l'Inde débuta vraiment en 1757, lorsque les forces de la BEIC dirigées par Robert Clive défirent l'armée du nabab du Bengale à la bataille de Plassey. En 1803, la mainmise britannique sur le sous-continent s'accrut encore, lorsque les dirigeants de l'Empire mogol devinrent tributaires de la BEIC. La vallée de l'Indus, le centre du Pakistan moderne, passa sous le contrôle des Britanniques, après que ceux-ci eurent conquis l'empire Sikh et, avec lui, le Pendjab en 1848-1849. Les régions qui forment aujourd'hui l'Inde et le Pakistan furent gouvernées par la Grande-Bretagne sans interruption, jusqu'à ce que l'Empire britannique se retire et crée ces deux pays en 1947.

Un certain nombre d'officiers britanniques restèrent dans la région pour conseiller (et contrôler) la jeune armée pakistanaise. L'un d'eux était le major général Walter Joseph Cawthorn qui, en tant que chef adjoint d'état-major de l'armée pakistanaise, créa la Direction pour le renseignement interservices (ISI) en 1948, Cawthorn était un agent d'origine australienne du MI6 qui avait dirigé des opérations dans le Moyen-Orient, dans l'Inde et le Sud-est asiatique de 1939 à 1945. Il devint Sir Cawthorn en 1958, après avoir été fait chevalier par la reine d'Angleterre et, en 1960, il revint à Melbourne, où il fut nommé chef des services secrets australiens (45). L'ISI fut créé pour permettre au Pakistan de régler le différend qui l'opposait à l'Inde sur la question du Cachemire et sur le tracé d'autres frontières communes aux deux pays et, au fil des ans, de l'agence de renseignement militaire qu'elle était, elle devint une véritable CIA pakistanaise, qui entretint dès le départ des relations étroites avec les services secrets britanniques.

La puissance du l'ISI ne cessa d'augmenter au cours des vingt années suivantes, jusqu'à l'élection au suffrage universel du premier président pakistanaise issu de la société civile, le socialiste Zulfikar Ali Bhutto, en 1971. Bhutto présenta immédiatement les mêmes tendances nationalistes que Nasser, Mossadegh et le Shah et son régime tomba en disgrâce auprès du gouvernement britannique et de l'Occident. En 1972, Bhutto retira son pays du Commonwealth et se rapprocha de la Russie, de la Chine et des Etats arabes.

En 1977, le coup d'Etat, inévitable, eut lieu et le président Bhutto fut renversé par le général Zia-ul-Haq qui avait été nommé chef d'état-major de l'Armée par Bhutto en 1976 à la demande de Gulam Jilani Khan, l'inamovible directeur général de l'ISI. Dans son livre *If I am Assassinated*, qu'il écrivit en prison, Bhutto fit de longs commentaires sur ses luttes constantes avec l'ISI et sur la trahison dont l'ISI usa à son égard. Il raconte également que Kissinger le menaça pour avoir doté le Pakistan d'un programme

énergétique nucléaire, en lui disant : « Nous allons vous punir pour l'exemple ! » De fait, Bhutto fut exécuté en 1978, après avoir été soumis à un simulacre de procès, malgré les objections des chefs d'Etat du monde entier (46).

Un porte-parole des Frères musulmans fit cette déclaration quelques années plus tard : « La Confrérie s'est emparée de l'Iran et du Pakistan. Bhutto, c'était l'intrusion de l'Occident dans l'Islam. Bhutto était tout ce que le Pakistan n'était pas. C'est pourquoi nous l'avons tué. Et nous allons utiliser sa mort en guise d'avertissement aux autres (47). »

Rétrospectivement, le scandale de la BCCI révèle les relations étroites de la Grande-Bretagne avec la pègre pakistanaise. La Banque de Crédit et de Commerce international fut la première banque multinationale du Tiers-Monde. Créée en 1972 par le banquier pakistanais Agha Hasan Abedi, elle fut d'abord financée par Cheikh Zayed d'Abou Dhabi à hauteur de 2500000 \$. Elle valait 23 milliards de dollars à sa fermeture en 1991. Elle avait été créée juste à temps pour profiter de l'argent qui coulait dans le Moyen-Orient grâce aux revenus de l'industrie pétrolière.

L'une des premières initiatives de la BCCI pour s'imposer sur la scène internationale fut l'achat en 1976 de 85% de la Banque de Commerce et Placements (BCP) de Genève. La BCCI mit Alfred Hartmann à sa tête. Hartmann devint ensuite le directeur financier de BCC. Holding et donc l'un des dirigeants les plus influents de la BCCI. En outre, Hartmann était membre du conseil d'administration de NM Rothschild and Sons, London et le président de la banque Rothschild AG de Zurich (48).

La BCCI se constitua en société au Luxembourg, célèbre pour sa législation bancaire accommodante et ne tarda pas à ouvrir des branches et des sociétés de portefeuille dans le monde entier: aux îles Caïmans, aux Antilles néerlandaises, à Hong Kong, Abou Dhabi, Washington D.C., etc. Cependant, en 1980, lorsque la BCCI demanda enfin et obtint une licence de la Banque d'Angleterre, elle avait déjà plus de branches au Royaume-Uni que dans tout autre pays. En fait, l'un des principaux conseillers économiques de la BCCI était l'ancien Premier ministre britannique (1976-1979) Lord James Callaghan (49). La BCCI pouvait avoir été créée par un Pakistanais, mais, en définitive, elle était une banque basée en Angleterre et contrôlée par la Grande-Bretagne.

Au fil des ans, la BCCI se livra à presque tous les types de transactions illicites auxquels une banque peut se livrer, y compris le blanchiment d'argent issu de la vente de la drogue et des armes, la corruption, la fraude, etc. La CIA ne se priva pas de l'utiliser. Le cartel de Medellin non plus. Elle joua un rôle dans l'affaire Iran-Contra. Elle ouvrit même une branche au Panama pour permettre à Noriega de faire sortir

son argent du pays. Après la fermeture de la BCCI, le Guardian indiqua que le terroriste Abou Nidal y avait ouvert plusieurs comptes. Jonathan Beaty et S.C. Gwynne, les journalistes du Times qui enquêtèrent sur le scandale, écrivent : « Selon les sources du Guardian, le groupe Abu Nidal utilisa longtemps une succursale de Londres de la BCCI pour transférer l'argent dont il avait besoin pour lancer des attaques contre des cibles occidentales et le MI5 avait connaissance de l'existence de ces comptes. Il ne semblait y avoir aucun doute que les banquiers de la BCCI savaient exactement à qui ils avaient affaire : un des banquiers de la succursale de Londres raconta à quel point ils étaient soucieux de fournir tous les services possibles aux terroristes, afin de garder des clients dont les comptes contenaient plusieurs milliards de dollars (50). »

Toutefois, le but principal de la BCCI et la raison de son ascension fulgurante furent ses liens avec l'ISI et les moudjahidin qui combattaient contre l'Union soviétique en Afghanistan. En 1978, après que Zia eut remplacé Bhutto à la tête du Pakistan, il nomma son ami Fazle Haq gouverneur de la province du Nord-ouest, zone limitrophe de l'Afghanistan par laquelle des tonnes de drogues et d'armes étaient introduites clandestinement au Pakistan. Fazle Haq était un ami et un important bailleur de fonds du fondateur de la BCCI Abedi et la BCCI fut utilisée pour blanchir les millions que l'ISI tirait du trafic de stupéfiants (51).

Par coïncidence, en 1983, le Fonds mondial pour la nature suggéra que deux parcs nationaux soient créés dans le Nord-ouest du Pakistan. Bien qu'elles ne fussent pas très riches en faune, leur sol s'avéra excellent pour la culture du pavot et l'organisation d'incursions de moudjahidin en Afghanistan (52).

L'ancien enquêteur du Sénat Jack Blum déclara, à propos du rôle de la BCCI dans la guerre en Afghanistan, lors de son témoignage devant le Congrès américain : « Cette banque était un produit de la guerre en Afghanistan et des personnes très proches des moudjahidin afghans ont affirmé que de nombreux responsables militaires pakistanais profondément impliqués dans l'aide et le soutien au mouvement rebelle afghan volaient l'argent que nous leur envoyions au titre de l'aide internationale et utilisaient la BCCI pour cacher l'argent qu'ils volaient, pour mettre sur le marché les livraisons d'armes américaines qu'ils volaient et pour gérer les fonds qui provenaient de la vente de l'héroïne, qui était apparemment fabriquée par un groupe de moudjahidin (53). »

Lorsque le général Zia prit le pouvoir, tous les éléments étaient réunis pour lancer la gigantesque opération de trafic de drogue, de fraude et d'escroquerie que fut la guerre en Afghanistan. Selon Beaty et Gwynne, Zia entretenait « des relations d'étroite collaboration » avec le fondateur de la BCCI Agha Hasan Abedi avant même son accession au pouvoir (54). Le dispositif triangulaire du général Zia, composé du gouvernement, de l'ISI (qui l'avait mis au pouvoir) et de la BCCI, se mit à préparer le

soulèvement des moudjahidin afghan pour le compte de la CIA, avec l'aide des services de renseignement britanniques. Au cours de la guerre en Afghanistan, environ 5 milliards de dollars d'aide provenant des impôts du contribuable américain furent engloutis dans l'effort de guerre et l'ISI forma quelque 83 000 moudjahidin musulmans.

Le rôle de la Grande-Bretagne dans le développement de l'expérience afghane fut crucial, bien qu'il soit souvent négligé aujourd'hui. Presque immédiatement après l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques, Lord Nicholas Bethell, agent de carrière britannique du renseignement, lança Radio Free Kaboul Libre, la voix des moudjahidin. Bethell avait participé à des opérations dans le Moyen-Orient toute sa carrière et il était un bon ami de l'espion britannique Kim Philby. Le personnel de Radio Free Kaboul comprenait aussi Winston Churchill III, ancien ministre des Affaires étrangères Baron Chalfont, Lord Morrison de Lambeth, ancien chef du Foreign Office, le fonctionnaire des services secrets britanniques Ray Whitney. En 1981, Lord Bethell accompagna le Premier ministre Margaret Thatcher aux États-Unis pour recueillir des fonds pour les rebelles et, ensemble, ils rencontrèrent plus de 60 membres du Congrès et sénateurs, ce qui déboucha sur la création d'un Comité pour un Afghanistan libre qui ne cessa de faire pression en faveur des moudjahidin.

Une autre création britannique fut l'Afghan Aid UK, implanté à Peshawar par l'épouse du journaliste britannique John Fullerton. Le commanditaire principal de ce groupe était le vicomte Cranbourne, qui témoigna plus tard devant le Groupe de travail spécial conjoint du Congrès sur l'Afghanistan pour obtenir l'appui des États-Unis. Son organisation reçut une aide financière importante du gouvernement britannique et de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) (55).

La Grande-Bretagne faisait pression pour qu'une guerre soit déclenchée en Afghanistan, elle voulait que les contribuables américains la financent, elle manipulait la situation financière de la BCCI pour en tirer profit. La BCCI fut fermée par la Banque d'Angleterre en 1991, après et seulement après le retrait russe, en raison de la campagne courageuse d'une poignée d'enquêteurs américains. Beaty et Gwynne écrivent : « Bien que la Banque d'Angleterre ait fait sa fête à la BCCI le 5 juillet 1991 et ait ainsi déclenché une réaction en chaîne mondiale qui avait brisé le jouet d'Agha Hasan Abedi en mille morceaux, elle le fit avec réticence et seulement après avoir attendu extrêmement longtemps. Elle n'avait pas été héroïque, mais lâche. Elle n'avait bougé que sous la contrainte d'une redoutable alliance américaine entre la Banque de la Réserve fédérale et le procureur du district de Manhattan (56). »

Le rapport final du Congrès américain sur l'affaire de la BCCI déclare : « Par convention, la Banque d'Angleterre avait effectivement mis en œuvre un plan avec la BCCI, Abou Dhabi et Price Waterhouse, qui consistait à cacher la véritable situation de la BCCI, tout en coopérant ensemble pour essayer

d'éviter une perte catastrophique de plusieurs milliards de dollars. A partir d'avril 1990, la Banque d'Angleterre participa involontairement (57) au camouflage des agissements criminels de la BCCI (58). »

La BCCI était la banque de prédilection des terroristes du Moyen-Orient et des trafiquants d'armes et de drogue, des cartels sud-américains, des milords du crime organisé et même des services de renseignement comme l'ISI, le Mossad, le MI6 et la CIA. En fait, le directeur adjoint de la CIA Robert Gates appela la BCCI, par plaisanterie (sic), la « Banque des bandits et des criminels » (59). Pendant au moins une décennie, les autorités britanniques lui permirent de fonctionner d'une manière insensée et, après sa fermeture, des documents importants furent mis sous scellés et cachés aux enquêteurs américains. Lorsque le scandale éclata, les médias se concentrèrent principalement sur les liens de la BCCI avec les Etats-Unis et la CIA, tant l'establishment britannique est opaque et n'a pas son pareil pour limiter les dégâts. Il est probable que toute la vérité ne sera jamais connue.

Alors que la guerre en Afghanistan tirait à sa fin et que le retrait russe devenait inévitable, la situation devint beaucoup plus complexe. Le soutien américain aux moudjahidin diminua à mesure que la CIA tentait de s'opposer à la mise en place d'un gouvernement afghan fanatique. De nouveaux seigneurs de la guerre apparaissaient et la drogue passait de plus en plus par de nouvelles routes, notamment par l'Iran et les républiques du Sud de l'Union soviétique. La diminution du financement et des livraisons d'armes du gouvernement américain, jointe à une diminution du flux d'argent issu du trafic de drogue, contribua largement au déclin de la BCCI.

Ceci nous amène à attirer l'attention sur l'industrie pharmaceutique et l'impact qu'elle eut dans sur le conflit afghan. Peter Dale Scott, Alfred W. McCoy et Michael C. Ruppert sont trois autorités dans ce domaine. En bref, leurs recherches les ont amenés à la conclusion que les médicaments (notamment la cocaïne et l'héroïne) sont des produits contrôlés, tout comme le pétrole, l'or et les diamants, par des systèmes complexes de production, de distribution et de flux financiers occidentaux (60). Aujourd'hui, l'industrie pharmaceutique mondiale génère environ 600 milliards de dollars par an et une grande partie de cet argent est injecté (blanchi) dans les banques anglo-américaines et / ou Wall Street. Ces chercheurs affirment que l'une des tâches les plus importantes des services de renseignement occidentaux est de s'assurer que les flux financiers issus de la drogue continuent à alimenter le système financier anglo-américain.

Quoi qu'il en soit, il convient de souligner que la production d'opium en Afghanistan explosa à partir du moment où ce pays devint le terrain de jeu de la Grande-Bretagne et de la CIA. La production d'opium passa de 100 tonnes par an au début des années soixante-dix à 300 en 1982, puis à 575 en 1983. À la fin

des années quatre-vingt, vers la fin de la guerre, la production afghane de pavot à opium avait atteint environ 1600 tonnes par an (61).

Le racket de la CIA fut tellement efficace qu'en 1981 l'Afghanistan fournit environ 60% de l'héroïne consommée aux Etats-Unis, alors qu'elle n'en fournissait qu'une quantité presque négligeable deux ans auparavant. Le pavot était cultivé en Afghanistan, transformé en héroïne dans des laboratoires des deux côtés de la frontière pakistano-afghane et l'héroïne était ensuite passée en contrebande aux États-Unis et en Europe. Le gouvernement du général Zia aussi baignait dans l'héroïne, en dépit de l'éloge que faisait de lui la communauté internationale pour avoir réduit la culture du pavot du côté pakistanais de la frontière et du fait que le nombre d'héroïnomanes au Pakistan était passé de 5000 en 1981 à plus de 1,2 million en 1985 (62).

En outre, il est intéressant de noter que l'agression des Etats-Unis contre le régime taliban fit suite à la relative réussite du plan d'éradication du pavot que ce régime avait mis en application (63). En juillet 2000, le mollah Omar avait interdit la culture du pavot et, en février 2001, les fonctionnaires de l'ONU responsables du contrôle des drogues furent en mesure de confirmer que la production de pavot n'augmentait quasiment pas dans les zones contrôlées par les Talibans. La perspective d'une baisse des revenus de la vente de la drogue aurait-elle constitué pour l'Occident une incitation supplémentaire à éliminer les Talibans ? Serait-ce la raison pour laquelle le retour rapide des agriculteurs afghans à leur culture de rente favorite ne rencontra guère d'obstacles après l'éviction des Talibans du pouvoir (64) ?

Quand la CIA commença à intriguer en Afghanistan, elle dépendait presque entièrement de ses contacts au sein de l'ISI. Ils étaient les seuls à pouvoir lui fournir des renseignements et diriger l'effort de guerre. Les Etats-Unis, à la demande de l'ISI, apportèrent leur soutien à un groupe de sept chefs de guerre moudjahidin afghans indépendants, les « sept de Peshawar ».

Finalement, l'un des sept, un chef de guerre du nom de Gulbuddin Hekmatyar, devint le principal bénéficiaire de l'aide américaine, en dépit de son passé communiste (65), sa vision extrémiste de l'islam et son flagrant anti-américanisme. Hekmatyar avait étudié l'ingénierie à l'Université de Kaboul, puis il avait suivi une formation à l'Académie militaire de Kaboul, avant d'en être expulsé. Hekmatyar avait rejoint les Frères musulmans au début des années 70 et, au moment de la guerre en Afghanistan, il s'était imposé comme le leader d'un groupe appelé Hezb-i-Islami, ou Parti de l'Islam, même s'il n'avait jamais suivi de cours d'éducation islamique classique. Au fil des ans, ses disciples se firent connaître pour leur fanatisme (ils devinrent tristement célèbres pour avoir jeté de l'acide sur le visage des femmes qui refusaient de porter le voile) et Hekmatyar devint le plus gros producteur d'opium en Afghanistan. Il

possédait des milliers d'hectares de champs de pavots et, selon McCoy, il possédait au moins six laboratoires d'héroïne sur le côté pakistanais de la passe de Khyber (66).

En mars 1990, le Comité de recherche républicain du groupe de travail sur le terrorisme et la guerre non conventionnelle de la Chambre des représentants présenta un rapport de 19 pages qui critiquait la CIA pour avoir noué des relations avec le Parti islamique de Hekmatyar et pour avoir dissimulé les problèmes que son groupe avait créés. Au fil du temps, il apparut que Hekmatyar était un agent du ISI, qu'il blanchissait de l'argent grâce à la BCCI et qu'il collaborait également avec le KGB pour s'assurer qu'il conserverait son statut de chef de guerre le plus puissant parmi de nombreux concurrents. Jeffrey Steinberg de l'EIR résume la situation ainsi : « Bien que les diplomates américains et les agents du renseignement en poste au Pakistan aient souvent mis en garde contre les vues anti-occidentales et pro-iraniennes de Hekmatyar, aient émis l'hypothèse qu'il avait des liens avec le KGB et aient même reconnu son statut incontesté de « roi de l'héroïne » en Afghanistan, ses forces reçurent la plus grande part du soutien militaire américain et international tout au long de la guerre en Afghanistan. Les rapports de renseignements remis à Washington sur le déroulement de la guerre étaient indiscutablement partiels et remplis de fausses informations, décrivant les moudjahidin de Hekmatyar comme les combattants les plus accomplis. Souvent, les rapports du Pentagone et de la CIA étaient identiques aux rapports établis par les services secrets britanniques – avec les mêmes fautes d'orthographe et les mêmes erreurs typographiques. Des rapports de terrain plus fiables indiquaient que Hekmatyar consacrait plus de temps et d'efforts à combattre les groupes moudjahidin rivaux qu'à combattre les Soviétiques (67). »

L'image déformée que l'ISI donnait de la situation transparaît dans le livre « Afghanistan : The Bear Trap », dans lequel (co-écrit avec un ancien officier de l'armée britannique) le brigadier-chef Mohammed Yousaf, ancien chef du Bureau afghan de l'ISI, décrit Hekmatyar comme quelqu'un de « scrupuleusement honnête » et le chef moudjahidin le plus coriace et le plus vigoureux. Yousaf soutient que la guerre dura plus longtemps qu'il n'était nécessaire parce que les États-Unis n'apportèrent pas assez de soutien à Hekmatyar et aux islamistes et que ce soutien commença même à s'affaiblir à la fin des années 1980, alors que les Soviétiques occupaient encore l'Afghanistan. Yousaf n'apprécia pas que la CIA n'ait pas permis aux islamistes de remporter une victoire écrasante, même si les talibans finirent par s'imposer après plusieurs années de guerre civile (68).

Le point de vue de Yousaf peut être comparé au rapport présenté à la Chambre des représentants par les Républicains en 1990, que le journaliste d'International News Imran Akbar aborde dans un article (69) qui rend également compte des liens présumés du KGB avec Hekmatyar.

Hekmatyar fut contraint de fuir en Iran après que les talibans eurent pris le pouvoir en 1996, Mais le gouvernement iranien mit bientôt un terme à ses opérations en Iran et l'expulsa en Afghanistan. Plus ouvertement anti-américain que jamais, il se mit à offrir des récompenses en argent pour l'assassinat de soldats américains et déclara illégitime le nouveau gouvernement afghan installé par les Etats-Uniens. En mars 2002, la CIA aurait tenté de l'assassiner avec un missile tiré par un drone Predator, alors qu'il se rendait avec son entourage près de Kaboul. Ce protégé de l'ISI reste l'un des acteurs les plus dangereux en Afghanistan aujourd'hui (70).

Dans son livre, Yousaf fait également de son mieux pour expliquer que le personnel américain ne prit jamais part à la formation des moudjahidin afghan : « Jusqu'au retrait soviétique d'Afghanistan au début de 1989, aucun instructeur américain ou chinois n'assura la formation de moudjahidin au maniement d'armes ou d'équipements militaires. Même pour les systèmes d'armes plus lourds et plus sophistiqués... ce furent toujours nos équipes pakistanaises qui formèrent les moudjahidin. C'était une volonté politique délibérée, mûrement réfléchie, à laquelle nous sommes restés résolument attachés, malgré les pressions croissantes qu'exercèrent la CIA et plus tard le ministère américain de la Défense, pour que nous les laissions prendre la relève. Dès le début, les Américains voulurent participer directement à la distribution des armes, à la planification opérationnelle des opérations et à la formation des guérilleros. Du début jusqu'à ce que le dernier soldat soviétique ait quitté le pays, nous avons réussi à leur tenir tête (71). »

La CIA était le bailleur de fonds et le fournisseur d'armes, un point c'est tout. C'était l'ISI de Yousaf qui dirigeait le djihad afghan contre les Soviétiques et c'était l'ISI qui acheminait le soutien de la CIA aux seigneurs de guerre afghans les moins fréquentables. Il ressort clairement du dossier que les objectifs de l'ISI et ceux de la guerre en Afghanistan en général étaient fixés par les Britanniques beaucoup plus que par la CIA. Les Britanniques avaient méthodiquement encouragé les Américains à s'engager dans la guerre en Afghanistan ; ils entretenaient des relations étroites avec l'ISI, qui menait la guerre; Ils contrôlaient en grande partie la banque qui en tirait grand profit et, quand la guerre fut terminée, ils accueillirent en Grande-Bretagne les nombreux anciens combattants moudjahidin qui y demandèrent l'asile.

Ossama ben Laden était l'un de ces anciens combattants et, au début de 1994, il acheta une propriété et vécut pendant une courte période dans la banlieue londonienne de Wembley. Pendant son séjour à Londres, il établit un Comité de consultation et de réforme pour chapeauter son réseau financier et renforça sa propagande dans le monde occidental grâce à ses relations avec le cheikh Omar Bakri de Londres et avec Abdel Bari Atwan, le rédacteur en chef d'Al-Qods al-Emirates, l'un des plus influents journaux de langue arabe dans le monde. Yossef Bodansky, auteur de la biographie à succès de Ben Laden, écrit (en 1999) : « Au moment où Ben Laden a quitté Londres, il avait consolidé un système étendu d'entités qui constituaient pour lui une substantielle – mais clandestine – source de

financement. Ce système de diffusion de données fonctionne toujours efficacement depuis Londres (72). »

Peter Goodgame, *The Globalists and the Islamists: Fomenting the Clash of Civilizations for a New World Order*, 2002, traduit de l'américain par B.K.

(*) C'est ainsi que, sur les plateaux de télévision, on entend même leurs représentants donner du « Monsieur » ou du « Madame » aux raclures endimanchées avec lesquelles ils papotent, avec lesquelles ils se comportent un peu comme le propriétaire d'une maison qui, prenant le même voleur sur le fait pour la quinzième fois consécutive, alors que celui-ci s'apprête à s'emparer de son dernier meuble, lui demanderait de faire attention à ne pas l'abîmer.

(1) Frederik W. Engdahl, *A Century of War: Anglo-American Oil Politics and the New World Order*, Pluto Press, 1re éd., 2004, p. 30-36.

(2) Ibid., p. 50-52.

(3) « Erreur » ou échange de bons procédés ? [N.D.E.]

(4) Saïd K. Aburish, *A Brutal Friendship: The West and the Arab Elite*, Victor Gollancz Ltd, Londres, 1997, p. 76.

(5) Ibid., p. 57.

(6) La « trahison » serait de courte durée, puisque l'ensemble des pays arabes obtiendrait leur indépendance dans les cinq décennies qui suivirent [N.D.E.]

(7) Saïd K. Aburish, op. cit., p. 57, p. 59.

(8) Ibid., p. 57.

(9) Stephen Dorril, *MI6: Inside the Covert World of Her Majesty's Secret Intelligence Service*, Free Press, New York, 2000, p. 622.

(10) Comme déjà indiqué dans un autre article, il n'est pas impossible que la franc-maçonnerie ait une origine arabe ; voir J. M. Aractingi et C. Lochon, *Secrets initiatiques en Islam et rituels maçonniques*, Paris, L'Harmattan, 2008. Voir aussi

<https://archive.org/download/LinitiationDansLesConfrriesMusulmanesEtLaFranc-maonnerieLa/LinitiationDansLesConfrriesMusulmanesEtLaFrancMaonnerieLaConfrence.htm>. (Note de l'Editeur.)

(11) Saïd K. Aburish, op. cit., p. 60.

(12) William Blum, Killing Hope – U.S. Military and CIA Interventions Since World War II, Common Courage Press, Monroe, ME, p. 65.

(13) Stephen Dorril, op. cit., p. 575.

(14) Ibid., p. 580.

(15) Ibid., p. 583.

(16) Ibid., p. 589.

(17) Ibid., p. 592-593.

(18) Ibid., p. 592.

(19) Billy Graham était un théologien et prédicateur protestant américain issu du mouvement évangélique [N.D.E.]

(20) Saïd K. Aburish, op. cit., p. 60-61.

(21) Stephen Dorril, op. cit., p. 622.

(22) Ibid., p. 623.

(23) In Evelyn Shuckburgh et John Charmley, Descent to Suez: diaries, 1951-56, Weidenfeld and Nicolson, 1986, p. 28-29.

(24) Stephen Dorril, op. cit., p. 613.

(25) Ibid., p. 624-625.

(26) Ibid., p. 629.

(27) Ibid., p. 629-630.

(28) Ibid., p. 630.

(29) Ibid., p. 632-633.

(30) Saïd K. Aburish, op. cit., p. 61.

(31) Ibid., p., 61-62.

(32) Ibid., p. 62 (le moins que l'on puisse dire est qu'ils faisaient très efficacement semblant) [N.D.E.]

(33) W.F. Engdahl, op. cit., p. 151.

(34) Ibid., p. 151-152.

(35) On le sait, ces emprunts n'ont jamais été et ne seront jamais remboursés, si ce n'est par le contribuable européen et états-unien. En effet, une dette n'est jamais purement et simplement annulée, son remboursement est indirectement à la charge des contribuables du pays qui l'a accordé. Comble de l'escroquerie, puisqu'elle s'apparente à un détournement de fonds, il n'étonnera personne que le concept d'annulation de la dette ait son origine dans l'Évangile selon Mathieu 18.

La région du monde pour laquelle la hausse des prix de l'énergie fut vraiment catastrophique fut l'« Occident » [N.D.E.]

(36) W.F. Engdahl, op. cit., p. 150-156.

(37) Saïd K. Aburish, op. cit., p. 62.

(38) Ibid., p. 62.

(39) La désindustrialisation de l'Europe, s'entend. Rétrospectivement, la thèse selon laquelle l'« establishment anglo-américain » voit d'un mauvais œil l'émergence des économies des pays dits « sous-développés » est réduite à néant par le phénomène de la délocalisation économique, qui commença dans les années 1980. Tout juste se peut-il que l'« establishment anglo-américain » ait jugé dans les années 1970 que le temps de la délocalisation n'était pas encore venu.

Quant au soi-disant programme de « dépopulation » et aux déclarations dans ce sens qu'ont faites plusieurs membres de la canaille d'en haut dans les années 1980 et 1990 (voir

What the Malthusians Say, in The American Almanac, 1994 –

http://members.tripod.com/~american_almanac/malthsay.htm), la population mondiale était de 6,2 milliards en 2002, elle est de 7,1 milliards en 2014. Nous le répétons : la croissance exponentielle de la population mondiale, à savoir de la population mondiale de couleur est, parallèlement à la reproduction des individus les plus dégénérés de la race blanche, une des conditions nécessaires, non pas à la réussite du plan de domination mondiale des pseudo-élites, puisque cette domination est quasiment un état de fait, mais à sa pérennisation.

(40) John Coleman, The Conspirators' Hierarchy: Committee of 300, WIR, 1997, p.129.

(41) Voir Houchang Nahavandi, La révolution iranienne : vérité et mensonges, L'Âge d'Homme, Lausanne, 1999, Chap. IX.

(42) Ibid., Chap. XI.

(43) John Coleman, « What Really Happened In Iran? », World In Review, 1984.

(44) Le Nouvel Observateur, 15-21 janvier 1998, p. 76, consultable à l'adresse suivante : <http://www.voltairenet.org/article165889.html>.

Encore convient-il de souligner que Brzezinski ne sortit du bois qu'à la suite de l'affirmation qu'avait faite l'ancien directeur de la CIA Robert Gates dans ses mémoires que les services secrets américains avaient commencé à aider les moudjahidin afghans six mois avant l'intervention soviétique.

(45) « First Supplement to A Who's Who of the British Secret State » Lobster magazine, n° 19, mai 1990 ; « Pakistan's Inter Services Intelligence in Afghanistan », Sapra India (<http://www.freedomfiles.org/war/isi.htm>) ; voir également There to the Bitter End, Anne Blair, Allen & Unwin, 2001.

(46) Zulfikar Ali Bhutto, If I am Assassinated, Vikas, New Delhi, 1979 – disponible à <http://bhutto.org/Acrobat/If-I-am-assassinated-by-Shaheed-Bhutto.pdf>. ; Maj Gen Yashwant Deva , « ISI and its Chicanery in Exporting Terrorism », The Indian Defence Review, 1995 – <http://www.bharat-rakshak.com/LANCER/idr00006.htm>.

(47) John Coleman, op. cit., p. 16, 1984.

(48) Bill Engdahl and Jeff Steinberg « The Real Story of the BCCI », EIR, Vol. 22, N° 41, 13 octobrr – http://www.larouchepub.com/other/1995/2241_bcci.html. Voir aussi <http://scribblguy.50megs.com/bcci.htm>.

(49) Jonathan Beaty et S.C. Gwynne, The Outlaw Bank: A Wild Ride Into the Secret Heart of BCCI, 1993, Random House, New York, p. xv.

(50) Ibid., p. 118.

(51) Ibid., p. 48-49.

(52) Scott Thomspson and Joseph Brewda, « Sadruddin Aga Khan: Mujahideen Coordinator », EIR, Vol. 22, N° 41, 13 octobre 1995 – http://www.larouchepub.com/eiw/public/1995/eirv22n41-19951013/eirv22n41-19951013_025-sadruddin_aga_khan_mujahideen_co.pdf.

(53) Bill Engdahl et Jeff Steinberg, op. cit.

(54) Jonathan Beaty et S.C. Gwynne, op. cit., p. 146, p. 251, p. 262, p. 279, p. 286-287, p. 324, p. 346.

(55) « The Anglo-American Support Apparatus Behind the Afghani Mujahideen », Adam K. East, EIR, Vol. 22, N° 41, 13 octobre 1995.

(56) Jonathan Beaty et S.C. Gwynne, op. cit., p. 101 (L'explication ne manque pas de naïveté. En réalité, la BCCI fut fermée parce qu'elle avait rempli ses objectifs. [Note de l'Editeur.]

(57) « Involontairement », cela va sans dire.

(58) Jonathan Beaty et S.C. Gwynne, op. cit., p. 106.

(59) Ibid., p. 346 ; voir aussi « The BCCI. Affair » – <http://www.apfn.org/apfn/BCCI.htm>.

(60) Voici deux articles qui montreront clairement à quel point ces « systèmes complexes » sont « occidentaux » : http://en.metapedia.org/wiki/Jews_and_the_narcotic_drugs_trade ; <http://www.chabad-mafia.com/drugs>.

(61) Alfred McCoy, « Opium History, 1979 To 1994 » – <https://www.mail-archive.com/ctrl@listserv.aol.com/msg32623.html>.

(« Avant la guerre soviéto-afghane (1979-1989), la production d'opium en Afghanistan et au Pakistan était dirigée vers les petits marchés régionaux. Il n'y avait pas de production locale d'héroïne (Alfred McCoy, « Drug Fallout: the CIA's Forty Year Complicity in the Narcotics Trade », The Progressive, 1er août, 1997) ». On n'insistera jamais assez sur le fait que « L'économie de la drogue afghane fut un projet conçu avec soin par la CIA et soutenu par la politique étrangère américaine ». Michel Chossudovsky, « The Spoils of War: Afghanistan's Multibillion Dollar Heroin Trade ashington's Hidden Agenda: Restore the Drug Trade », Global Research, février 15, 2014 ; 14 juin 2005 – <http://www.globalresearch.ca/the-spoils-of-war-afghanistan-s-multibillion-dollar-heroin-trade/91>) [N.D.E.]

(62) Alfred McCoy, « Drug Fallout ».

(63) Michael C. Ruppert, « The Lies About Taliban Heroin », FTW – http://www.fromthewilderness.com/free/ww3/10_10_01_heroin.html.

(64) Les Talibans sont moins regardants aujourd'hui : <http://www.newyorker.com/magazine/2007/07/09/the-talibans-opium-war%5D>.

(65) « en dépit » ou à cause « de son passé communiste » ? Il faut en effet savoir que la plupart des va-t'en-guerre « néo-cons » de l'administration G.W. Bush sont d'anciens trotskistes [N.D.E.]

(66) William Blum, op. cit., p. 338-52 ; voir aussi Michael C. Ruppert, « Osama Bin Laden – A CIA Creation and its Blowback, » (http://www.fromthewilderness.com/free/ww3/08_01_98_osama_bin_laden.html) et Imran Akbar, « Gulbuddin Hekmatyar Had Links With KGB, » The News International

8 octobre 1992 – <http://www.rawa.org/gul-kgb.htm>.

(67) Jeffrey Steinberg, « War In Afghanistan Spawned A Global Narco-Terrorist Force », EIR, Vol. 22, N° 41, 13 octobre 1995 – http://www.larouchepub.com/other/1995/2241_afghansi_intro.html.

(68) Mohammad Yousaf et Mark Adkin, Afghanistan- The Bear Trap, the Defeat of a Superpower, Jang Publishers, Lahore, 1993, p. 115 – disponible à <http://www.afghanasamai.com/Dscutions-poleticalcultture/Afghanasamai-2012/BATTLESafghanistanTheBearTrapDefeatofaSuperpowerMohammedYousaf.pdf>

(69) Imran Akbar, op. cit.

(70) « CIA tried to kill Afghan warlord », BBC, 10 mai, 2002 – http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/1978619.stm

(71) Mohammad Yousaf et Mark Adkin, op. cit., p. 40-41, p. 233-235.

(72) Yossef Bodansky, Bin Laden – The Man Who Declared War On America, Forum Prima, 1999, p. 101-102.

I. Les racines du terrorisme islamique

Comme nous l'avons expliqué dans la première partie, les Britanniques utilisèrent l'Islam pour légitimer leurs dirigeants fantoches en Jordanie, en Irak, en Arabie Saoudite et en Palestine après s'être emparés du Moyen-Orient dans la Première Guerre. L'Islam en arriva ainsi à être considéré par une grande partie de la population arabe comme un autre aspect de l'establishment colonial corrompu. C'est pourquoi les mouvements anti-coloniaux légitimes, tels que ceux de Nasser, Mossadegh et Bhutto, furent de nature essentiellement laïque. Lorsque les régimes indépendants issus de ces mouvements nationalistes commencèrent à marquer des points en dehors de la sphère d'influence britannique, les Britanniques firent appel à leurs alliés islamistes pour les renverser. Les Frères musulmans apparaissent comme le mouvement contre-révolutionnaire le plus important de cette période dans le Moyen-Orient et comme un des atouts stratégiques les plus importants des mondialistes. Ils sont devenus « la plus grande et la plus importante organisation traditionaliste sunnite du XXe siècle ».

Comme indiqué plus haut, elle fut fondée par Hassan al-Bannâ, fils aîné d'un cheikh respecté qui était également écrivain et chef de la mosquée locale. Hassan naquit en 1906 et grandit immergé dans l'Islam sous la tutelle de son père. Il apprit par cœur le Coran et, à douze ans, il fonda une organisation appelée Association pour les bonnes mœurs. Peu de temps après, il créa un autre groupe, l'Association de lutte contre l'illicite. Il était un fervent musulman dévoué à sa foi et, à l'âge de seize ans, il s'inscrivit dans une école de formation d'enseignants islamique du Caire. Dans son adolescence, al-Bannâ adhéra à l'ordre soufi des Frères Hasafiyya. Très actif dans l'ordre, il lisait tous les ouvrages soufis qui lui tombaient sous la main et fonda un groupe soufi, la Société de bienfaisance des Hasafiyya (1).

Dans la première partie de cette étude, nous avons rapporté plusieurs allégations selon lesquelles les Frères musulmans avaient été, sinon créés et infiltrés, au moins encouragés par les services secrets britanniques et / ou la franc-maçonnerie britannique. Coleman affirme qu'ils furent créés par « les grands noms du renseignement britannique au Moyen-Orient » et Stephen Dorril écrit que la Confrérie était liée aux services secrets britanniques par l'intermédiaire de Freya Stark avant la Seconde Guerre mondiale et que le régime du Shah les considérait comme un instrument de la franc-maçonnerie.

Même si certains musulmans trouveront ces affirmations difficiles à croire, elles ne devraient pas être rejetées d'emblée. Al-Bannâ était un fervent musulman pour qui l'Islam passait avant tout, mais il n'est

pas inconcevable qu'il ait été influencé par la Fraternité maçonnique, ni qu'il ait accepté l'aide britannique pour faire avancer la cause de son mouvement, au moins dans les premiers temps. En effet, la Grande-Bretagne utilisa efficacement l'islam hors d'Égypte, alors pourquoi n'aurait-elle pas essayé de s'en servir en Égypte aussi ?

La franc-maçonnerie apparut en Égypte peu après que Napoléon eut conquis le pays en 1798. Le général Kléber, franc-maçon français et commandant en chef de l'armée de Napoléon, y créa la loge d'Isis. La franc-maçonnerie française domina l'Égypte jusqu'à ce que la Grande-Bretagne occupe le pays en 1882 et que des loges britanniques y soient établies. La franc-maçonnerie fut très à la mode dans la première moitié du XXe siècle et de nombreux Égyptiens en vue étaient francs-maçons, pour ne pas parler des occupants britanniques, aristocrates ou non. En fait, les monarques égyptiens, de Ismaïl Pacha au roi Fouad, furent faits Grands Maîtres honoraires au début de leur règne. De 1940 à 1957, il y eut près de soixante-dix loges maçonniques officielles dans toute l'Égypte. À un certain moment, les dirigeants des partis nationalistes et de nombreux membres du parlement égyptien étaient francs-maçons et, en tant que tels, fréquentaient les commandants militaires et les aristocrates britanniques qui étaient proches de l'occupant (2).

En Égypte, deux grands dirigeants islamiques, Djemâl ad-Dîn al-Afghâni (1838 – 1897) et Mohamed Abduh (1849 – 1905), furent également francs-maçons. Al-Afghâni était un étranger qui avait été Premier ministre de l'Afghanistan, avant de faire de l'activisme en Iran et en Russie. Il est considéré comme « le fondateur du mouvement politique panislamique » et son mouvement est connu sous le nom de salafisme. Il faisait campagne contre l'impérialisme britannique, tout en plaidant pour la modernisation du monde musulman. Il devint une figure influente à Université Al-Azhar du Caire et son disciple le plus important fut Mohamed Abduh. Tout au long de sa vie, il fut un militant de l'autodétermination musulmane. Il se rendit à plusieurs reprises à Londres, où, selon son biographe, « il renoua des liens avec les membres de sa loge ». Quand al-Afghâni mourut, en 1897, il laissa derrière lui une grande quantité d'écrits politiques et religieux qui devaient servir de fondement à l'idéologie des mouvements islamiques ultérieurs (3).

Après que al-Afghâni fut expulsé d'Égypte en 1879, Abduh continua à promouvoir son message réformiste et en fut expulsé lui aussi, en 1882. En exil, il rencontra al-Afghâni à Paris, où ils publièrent en collaboration un journal musulman et où ils élargirent leurs contacts au sein de la Fraternité maçonnique. Quatre ans plus tard, les Britanniques firent volte-face et autorisèrent Abduh à revenir en Égypte. Il fut nommé professeur à l'Université Al-Azhar, où il s'attela à la réforme de cette prestigieuse institution islamique. Il gravit rapidement les échelons pour devenir juge dans les tribunaux nationaux. Onze ans seulement après son retour d'exil, le gouverneur britannique, Lord Cromer, le nomma Grand Mufti d'Égypte, en 1899. Il était maintenant le pape de l'islam (4). À l'époque, il était déjà Grand Maître de la Loge Unifiée d'Égypte (5).

Bien sûr, la nomination d'Abduh à la plus haute dignité de l'islam n'était pas sans arrière-pensées. En 1898, le Conseil dirigeant de l'Université Al-Azhar avait réaffirmé que l'usure et l'activité bancaire à l'occidentale étaient harem (illégales) selon la loi islamique. C'était inacceptable pour Lord Cromer, dont le nom de famille était Evelyn Baring – il était un membre important de la prestigieuse famille de banquiers britanniques Baring, qui s'était enrichi dans le commerce de l'opium en Inde et en Chine. Une fois Grand Mufti, Abduh profita d'une lacune dans la loi pour rendre de nouveau l'usure légale au moyen d'une interprétation très libre et très ingénieuse du Coran (6). Les banques britanniques eurent alors libre cours de dominer l'Egypte. Lord Cromer écrivit plus tard à propos de lui : « Je crois que mon ami Abduh était en réalité un agnostique » et au sujet du mouvement salafiste d'Abduh : « Il est l'allié naturel du réformateur européen. » Même Cromer se rendit compte que le mouvement islamique pouvait être utilisé à l'avantage de la Grande-Bretagne (7).

Deux des étudiants d'Abduh contribuèrent significativement à donner de l'ampleur au mouvement salafiste après sa mort en 1905. L'un d'eux était Ahmad 'Abd al-Rahmân al-Bannâ, le père de Hassan al-Bannâ. L'autre était le franc-maçon Mohammed Rachid Rida (1865 -1935), grand ami d'Abduh et éditeur de la revue mensuelle Le Phare. Cet organe du mouvement salafiste fut publié pour la première fois en 1897 et Rida en resta l'éditeur pendant trente-sept ans. Rida faisait partie du cercle d'influence britannique et sa publication reflétait le point de vue britannique, en faisant campagne contre l'Empire ottoman. Il était un fervent admirateur du mouvement maçonnique des Jeunes Turcs, mais, après la Première Guerre mondiale, il fustigea la révolution nationaliste d'Atatürk (8).

Le jeune Hassan al-Bannâ fut influencé par tous ces facteurs : par le mouvement islamique, par l'occupation britannique, par son père et par son mentor le plus important, Mohammed Rachid Rida. Al-Bannâ grandit en lisant la publication de Rida et, grâce à ses relations familiales, ils devinrent de bons amis. À sa mort, en 1935, Rida avait placé tous ses espoirs d'une renaissance de l'islam dans les Frères musulmans d'al-Bannâ. Un autre facteur était la franc-maçonnerie. Al-Bannâ se frotta à de nombreuses sectes religieuses et à de nombreux groupes politiques, avant de devenir membre de la Fraternité maçonnique. A l'époque, c'était tout à fait normal pour quelqu'un qui grandissait dans les classes supérieures de la société égyptienne ; l'adhésion à la franc-maçonnerie n'était pas considérée comme une trahison des valeurs islamiques, comme elle le serait aujourd'hui (9).

En 1927, à l'âge de vingt et un ans, il fut nommé enseignant d'arabe dans une école d'Ismâïlia. Cette ville se trouvait être la capitale de la zone du canal occupée par les Britanniques et le siège de la Compagnie du Canal de Suez. Hasan al-Bannâ fonda les Frères musulmans un an plus tard. La Compagnie contribua au financement de la première mosquée des Frères musulmans, qui fut construite à Ismaïlia en 1930 (10).

Une question importante est de savoir comment, parmi une multitude d'organisations islamiques concurrentes, les Frères musulmans purent s'étendre jusqu'à compter plus de cinq cent mille membres actifs seulement une décennie plus tard ? Al-Bannâ n'avait que vingt-deux ans à la fondation des Frères musulmans et il résida pendant quatre ans au cœur du territoire occupé par les Britanniques. Les récits contemporains attribuent le succès de la Confrérie entièrement au sens de l'organisation d'al-Bannâ : « Le facteur le plus important qui rendit possible cette expansion spectaculaire fut le leadership organisationnel et idéologique d'al-Bannâ. Il chercha à apporter les changements qu'il espérait par le renforcement des institutions, un activisme sans relâche au niveau local et un recours à la communication de masse. Il commença à construire un mouvement de masse complexe qui comportait des structures de gouvernance sophistiquées ; des sections en charge de promouvoir les valeurs de la Confrérie parmi les paysans, les travailleurs et les professionnels ; des unités auxquelles furent confiées des fonctions clés, dont la propagation du message, la liaison avec le monde islamique, la presse et la traduction ; et des comités spécialisés pour les finances et les affaires juridiques. Pour ancrer cette organisation dans la société égyptienne, al-Bannâ s'appuya habilement sur les réseaux sociaux préexistants, en particulier ceux qui étaient construits autour des mosquées, des associations islamiques de bienfaisance et des groupes de quartier. Ce tissage de liens traditionnels dans une structure typiquement moderne est à l'origine de son succès (11). »

Toutefois, le succès des Frères musulmans n'aurait pas été possible sans l'approbation de la classe dirigeante britannique et l'association d'al-Bannâ avec la Fraternité maçonnique explique en grande partie l'efficacité de son organisation et son intégration parfaite dans la société égyptienne. Comme la Fraternité maçonnique, elle fut créée comme une organisation de bienfaisance. Cependant, alors que la franc-maçonnerie était libérale et que les membres de toutes les confessions pouvaient y adhérer, les Frères musulmans étaient une association spécifiquement islamique. C'était une franc-maçonnerie réservée aux musulmans. Comme la franc-maçonnerie, les Frères musulmans cultivaient le secret et leur structure de commandement était pyramidale. Les fantassins à la base n'avaient aucune idée des véritables objectifs des dirigeants au sommet.

Si les Frères musulmans furent établis avec l'approbation et le soutien de l'establishment britannique, ce mouvement de masse populaire s'avéra difficile à contrôler. Le peuple égyptien nourrissait un profond ressentiment à l'égard des Britanniques et les Frères musulmans ne faisaient pas exception. Ils cessèrent d'être une organisation purement caritative et religieuse à la fin des années 1930, à l'époque où ils entrèrent dans le domaine de la politique pour soutenir le soulèvement arabe palestinien contre les Britanniques et contre l'afflux croissant d'immigrants juifs. Les activités anti-britanniques des membres de la Confrérie commencèrent bientôt à s'intensifier et, au début de la Seconde Guerre mondiale, al-Bannâ fut emprisonné brièvement par le régime probritannique pour avoir laissé son organisation échapper à son contrôle.

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, al-Bannâ découvrit qu'il était l'un des dirigeants les plus puissants d'Égypte. Il était engagé dans une lutte pour le pouvoir contre la monarchie et le Wafd laïc et son organisation était considérée comme la plus militante, la plus radicale et la plus dangereuse. En 1948, des membres des Frères musulmans furent impliqués dans l'assassinat du chef de la police du Caire et le gouvernement riposta en prononçant, par la voix du Premier ministre Mahmoud an-Nukrashi Pacha, un décret de dissolution des Frères musulmans en décembre de la même année. Leur siège social et leurs succursales furent fermés, leurs actifs et leurs fonds saisis. Des centaines de membres furent arrêtés et incarcérés et les Frères musulmans entrèrent dans la clandestinité. Quelques semaines plus tard, an-Nukrashi Pacha fut assassiné par les Frères, puis, le 12 février 1949, al-Bannâ fut assassiné par la police secrète égyptienne.

En mai 1950, le gouvernement tenta de se réconcilier avec la Confrérie et libéra la plupart de ses membres. L'année suivante, l'interdiction de la Confrérie fut abrogée, mais elle fut contrainte de se soumettre à une nouvelle loi adoptée pour réglementer les sociétés, les groupes et les organisations égyptiens.

Alors que la monarchie continuait à perdre de sa popularité en raison du fait qu'elle se détachait trop lentement de la Grande-Bretagne au goût de son opinion publique, deux groupes subversifs complotaient dans les coulisses pour prendre le contrôle des destinées de l'Égypte : les « Officiers libres » et les Frères musulmans, l'armée et les fondamentalistes. L'armée finit par prendre le dessus, en particulier après la mort d'al-Bannâ et Nasser s'imposa finalement comme l'homme capable de mener l'Égypte sur la voie de l'indépendance. Au début, la Confrérie soutint l'armée et des tentatives furent faites pour faire entrer certains de ses membres dans le nouveau gouvernement, mais la Confrérie surestima sa force et son influence et fut trop exigeante. Après que Nasser eut remporté sa lutte pour le pouvoir contre le général Naguib, les Frères surent qu'ils devaient s'attendre à être traités durement. Nasser était beaucoup moins compréhensif que Naguib à l'égard des fondamentalistes et la rupture fut consommée, après que la Confrérie eut tenté d'assassiner Nasser en octobre 1954. De nombreuses années plus tard, le général Naguib, déchu et aigri, affirma dans ses mémoires que l'assassinat était une opération d'infiltration mise sur pied par Nasser pour en finir une bonne fois pour toutes avec la Confrérie, qui était devenue gênante (12).

En tout cas, à la fin de 1954, des milliers de membres des Frères, pour la plupart des dirigeants, avaient été emprisonnés et six exécutés. Ce fut cette rupture qui ouvrit la voie à de nouvelles relations entre les Frères musulmans et les services de renseignement de la Grande-Bretagne et des États-Unis, les trois parties étant unies dans leur haine de Nasser.

Malheureusement pour l'Occident, la Confrérie resta en grande partie inefficace en Egypte au cours du règne de Nasser, en dépit de plusieurs tentatives d'attentat contre sa personne. En fuite, un grand nombre de ses membres furent accueillis à Londres, où ils établirent une présence qu'ils conservent encore aujourd'hui ; un certain nombre d'entre eux s'installèrent en Syrie, en Jordanie ou en Arabie saoudite.

Al-Bannâ avait créé une organisation que les historiens arabes décrivent comme « le plus grand mouvement islamique moderne ». Et il avait déclaré : « Nous avons besoin de trois générations pour nos plans – une pour écouter, une pour combattre et une pour gagner (13). »

Il mourut jeune, à l'âge de 43 ans. Sa génération fut celle qui « écouta », mais il en fut l'orateur. Après sa mort prématurée, plusieurs autres dirigeants des Frères musulmans continuèrent à former les croyants à l'islam fondamentaliste militant.

L'un d'eux était un homme du nom de Saïd Qotb (1906 – 1966). Il finit par être reconnu comme l'« idéologue en chef » des Frères musulmans après al-Bannâ et ses nombreux écrits justifient les croyances des islamistes radicaux d'aujourd'hui. Il est rare qu'un musulman s'engage sur la voie du radicalisme islamique sans avoir lu au moins quelques lignes de Qotb.

Saïd Qotb avait le même âge qu'al-Bannâ et était également franc-maçon. Il ne rejoignit les Frères qu'après la mort d'al-Bannâ. Il était devenu critique de l'Occident après avoir vécu aux États-Unis pendant un certain temps et, à son retour en Egypte, il embrassa le fondamentalisme. Il monta rapidement en grade au sein de la Confrérie. Il servit comme ambassadeur en Syrie et en Jordanie, avant de devenir le rédacteur en chef du périodique officiel de la Confrérie en 1954. Cependant, après la tentative d'assassinat contre Nasser, il fut arrêté avec plusieurs de ses compatriotes, cruellement torturé et condamné à quinze ans de travaux forcés. Un an plus tard, un représentant de Nasser lui offrit l'amnistie, s'il demandait pardon. Qotb refusa et resta en prison, où il écrivit des études sur le rôle de l'islam dans le monde moderne. Il formula l'idée que, selon l'Islam, les Etats arabes modernes comme l'Egypte sont envahis par la Jâhilîya, la « barbarie », essentiellement en raison de l'influence des cultures et des systèmes politiques occidentaux sur les pays islamiques. Qotb écrit : « Il n'est pas dans la nature de l'Islam de composer avec les concepts de la Jâhilîya qui sont en vigueur dans le monde ou de coexister dans le même pays avec un système de Jahili... Il tire son système ses lois et ses règles, ses usages, ses normes et ses valeurs d'une source autre qu'Allah. D'autre part, l'Islam est la soumission à Allah et sa fonction est de détourner le peuple de la Jâhilîya vers l'islam. La Jâhilîya est la vénération de certaines personnes par d'autres, c'est-à-dire que certaines personnes acquièrent une position

dominante et font les lois pour les autres, sans se soucier de savoir si ces lois sont contre les injonctions d'Allah et s'ils utilisent bien ou mal leur autorité. L'Islam, c'est le peuple qui vénère Allah et lui seul et qui tire ses concepts et ses croyances, ses lois et ses règles de l'autorité d'Allah et qui se libère de la servitude pour devenir le serviteur d'Allah. C'est là la nature même de l'islam et la nature de son rôle sur la terre. Il ne peut y avoir aucune entente entre L'islam et la Jâhilîya. Ce sera l'Islam, ou la Jâhilîya... aucune demi-mesure n'est possible. Le commandement appartient à Allah, ou sinon à la Jâhilîya. Soit la charia d'Allah l'emportera, soit ce seront les désirs individuels (14)... »

Qotb croyait que les États arabes régis par une autre loi que la charia étaient pervertis par la Jâhilîya et plaida pour le renversement de ce système politique par la violence, en particulier le régime de Nasser, afin d'éradiquer la Jâhilîya. Qotb écrit : « Le premier devoir de l'Islam est de débarrasser la Jâhilîya de la direction de l'homme (15). »

En 1964, Qotb fut gracié et libéré à la demande du chef d'Etat irakien, en visite en Egypte. Qotb publia ensuite ce qui est peut-être son œuvre la plus importante, un livre intitulé Etapes importantes. Nasser prit prétexte du langage militant de cet ouvrage pour l'incarcérer une fois de plus. Dans le même temps, de peur que la Confrérie, réorganisée, ne complotait contre son régime, il fit arrêter vingt mille autres membres des Frères. Le 29 août 1966, il fit exécuter Qotb par pendaison, pour l'exemple.

Au cours de sa vie, Qotb publia vingt-quatre livres ainsi qu'un commentaire en trente volumes du Coran. Aujourd'hui, son travail inspire les fondamentalistes musulmans en Egypte et dans le monde et sa vie est présentée comme un excellent exemple de la façon dont l'islam doit se comporter face à la persécution et au malheur.

Un autre des « interprètes » de la première génération des militants islamiques révolutionnaires était Moustapha Siba'i (1915 – 1964). Né en Syrie, il avait étudié à l'université islamique d'Al-Azhar. C'est là qu'il adhéra aux Frères musulmans. Il fut emprisonné pendant un certain temps par les Britanniques, puis retourna en Syrie, où il fut arrêté et emprisonné à nouveau pour ses activités révolutionnaires, cette fois par les Français. En 1946, après avoir purgé sa peine, Siba'i forma l'Association syrienne des Frères musulmans.

La carrière de Siba'i en Syrie fut finalement brillante. Il obtint son doctorat en droit islamique et commença à enseigner l'arabe et la religion à Damas. En 1951, il se maria dans une puissante famille de Damas. Il voyagea dans tout l'Occident, publia des livres, fit des conférences et fut un des dirigeants des Frères musulmans jusqu'à sa mort (16). Siba'i fut l'un des porte-parole les plus éloquents du

mouvement islamique. Il comprenait fort bien la situation au Moyen-Orient. Dans l'un des nombreux articles qu'il écrivit sur les intérêts des entreprises occidentales dans les pays arabes, il déclara : « Ils sont la cause directe de l'intervention étrangère dans les affaires intérieures du pays et ils sont le plus grand obstacle à notre indépendance et à notre dignité. D'une part, les concessions de [pétrole] sont l'héritage des Turcs ; d'autre part, les concessions leur ont été accordées au prétexte qu'elles seraient un gage de prospérité économique pour le pays et le peuple. Mais l'histoire a montré que ces entreprises constituent le début de la colonisation (17). »

Sayyid Abul Ala Maududi est considéré comme le père du mouvement islamique du Pakistan. Né en 1903, il se fit connaître en 1937, en devenant directeur de l'Institut islamique de recherche à Lahore. Pour s'être opposé, à l'indépendance du Pakistan en 1948, au caractère laïc du gouvernement, qui était sous influence britannique. il purgea une peine de prison en 1948 et une autre en 1952,. La grande oeuvre de Maududi, outre ses quatre-vingts livres et brochures, est la Jamaat-e-Islami, ou Société islamique. Maududi et son groupe nouèrent des liens étroits avec les Frères musulmans et Dietl écrit que « Les deux organisations se considèrent encore comme les branches d'un même mouvement. A un certain moment, les Frères musulmans reconnurent même Maududi comme le successeur légal de ses idéologues, al-Bannâ et Qotb » (18).

Maududi est connu pour être le théoricien de l'Etat islamique idéal, dont la définition est acceptée par la majorité des musulmans au sein du mouvement islamique. Dans le passage suivant, il commente la démocratie : « La différence entre la démocratie islamique et la démocratie occidentale est, bien sûr, la suivante : tandis que celle-ci est fondée sur la conception de la souveraineté du peuple, celle-là est fondée sur le principe du califat [direction] par le peuple. Dans la démocratie occidentale, le peuple est souverain ; dans l'Islam, la souveraineté appartient à Dieu et le peuple est son calife ou son sujet. En Occident, le peuple fait lui-même la loi ; dans l'Islam, le peuple doit se conformer et obéir aux lois que Dieu a révélées par l'intermédiaire de ses prophètes. Dans l'un de ces systèmes, le gouvernement accomplit la volonté du peuple ; dans l'autre, le gouvernement et le peuple doivent traduire en actes les intentions de Dieu. En bref, la démocratie occidentale est une sorte d'autorité absolue qui exerce le pouvoir librement et de manière incontrôlée, tandis que la démocratie islamique est soumise à la loi divine et exerce son autorité en harmonie avec les commandements de Dieu et dans le cadre établi par Dieu (19). »

Le dernier des idéologues islamiques révolutionnaires que nous allons évoquer est un Iranien du nom d'Alî Sharî'atî (1933 – 1977). Le fait qu'il était franc-maçon confirme l'existence de liens entre le mouvement islamique et la franc-maçonnerie. Son père, le prédicateur Muhammad Takî Sharî'atî, lui aussi franc-maçon, fut, au moins à un moment donné, un agent de la section orientale des services de renseignement de la Grande-Bretagne (20).

Alî Sharî'atî alla à l'école à Mashhad et grandit dans l'ombre de son père, qui dirigeait un mouvement islamique révolutionnaire, le Centre pour la propagation de la vérité islamique. Après que le Premier ministre Mossadegh fut renversé et que le Shah fut monté sur le trône d'Iran, Alî Sharî'atî rejoignit le Mouvement de résistance nationale. En 1957, il fut arrêté avec son père et une poignée d'autres militants et passa six mois en prison.

La famille d'Alî Sharî'atî avait des amis puissants en haut lieu, si bien qu'il put entrer à la Sorbonne. Il y commença ses études en 1960 et y obtint un doctorat en sociologie et en histoire de l'islam. Au cours de son séjour en France, il fut captivé par les existentialistes. Il commença aussi à apprécier le marxisme.

A son retour en Iran en 1965, il fut immédiatement arrêté. Les autorités iraniennes savaient que, en France, il avait frayed avec des groupes qui cherchaient à renverser le Shah et avait contribué à créer le Front national iranien pour l'Europe. Cependant, il ne tarda pas à être libéré et accepta un poste d'enseignant près de Mashhad. Au cours des cinq années suivantes, il se concentra sur l'écriture, sur la promotion de sa vision de l'Islam et sur ses liens avec les Frères musulmans et d'autres groupes de résistance.

Au début des années 1970, le Dr Sharî'atî commença à faire des conférences sur la politique et la religion, dans lesquelles il promouvait publiquement des idées diamétralement opposées à celles du Shah, occupé à développer une infrastructure industrielle, à encourager le développement économique et à défendre l'éducation laïque moderne. Sharî'atî écrit : « Venez donc, mes amis, abandonnons l'Europe, mettons un terme à cette nauséabonde et simiesque imitation de l'Europe. Laissons derrière nous cette Europe qui parle toujours de l'humanité, mais détruit les êtres humains partout où elle les trouve (21). »

L'ayatollah Khomeiny n'aurait jamais réussi à prendre le pouvoir, si Sharî'atî ne lui avait pas préparé le terrain, en faisant constamment campagne contre le Shah sous le couvert de l'activité intellectuelle et au nom des étudiants et des fondamentalistes iraniens. A un moment, Sharî'atî fut considéré comme l'orateur le plus influent à Téhéran. Dietl écrit : « L'importance de Sharî'atî montrait que la révolution iranienne était favorisée non seulement par les vieux mollahs et ayatollahs, mais aussi par les jeunes agités qui étaient influencés dans une certaine mesure par d'autres modèles... jusqu'à cinq mille personnes assistaient aux conférences publiques de Sharî'atî. Ses écrits étaient distribués à plus de cent mille exemplaires, en dépit du fait que ceux qui étaient trouvés en leur possession étaient arrêtés et torturés. Souvent, le modeste et calme Sharî'atî parlait à la tribune toute la journée, puis discutait avec ses auditeurs jusque tard dans la nuit. Il avait déjà fait plus de cent conférences, lorsque la Savak [police

secrète] essaya de l'arrêter. Sharî'atî prit la fuite et ne se rendit à la police qu'après qu'elle eut pris son père en otage. Pendant deux ans, il fut soumis à d'horribles tortures à la prison Komiteh. Après sa libération, il ne fut plus autorisé à enseigner, ni à entretenir des relations avec des groupes factieux. La police secrète le suivait à la trace (22). »

Enfin, en 1976, Sharî'atî put s'enfuir à Londres, où, juste avant de prendre l'avion pour les États Unis, où il allait rendre visite à des membres de sa famille, il mourut d'une embolie cérébrale. La Savak fut alors accusée de l'avoir assassiné avec une fléchette empoisonnée au moyen de venin de cobra. Tout le monde s'accorde aujourd'hui sur cette version. Le fait demeure que, bien que le Shah détestait Sharî'atî et les philosophies répressives dont il plaidait la cause, l'embolie cérébrale de Sharî'atî n'a jamais été prouvée.

Al-Bannâ avait prédit qu'il faudrait trois générations pour que le mouvement islamique s'empare du Moyen-Orient. Il avait dit que la première génération exigerait des « auditeurs » et lui, Qotb, Siba'i, Maududi et Sharî'atî furent ceux qui établirent les fondements idéologiques du mouvement islamique moderne. La génération suivante fut celle du « combat ».

II. La création de l'Arc de crise

Dans les années 1970, les intellectuels de l'establishment et les institutions mondialistes désignèrent la croissance de la population et le développement industriel comme les deux ennemis les plus redoutables de l'humanité. L'Organisation des Nations Unies, le Club de Rome, les instituts Tavistock et Aspen et beaucoup d'autres organisations qui servaient de porte-parole à l'establishment se mirent tous à clamer que l'environnement était détruit et que l'industrialisation était en train de devenir une terrible menace. La technologie, la science et le progrès humain tombaient en disgrâce (23)

Lord Bertrand Russell affirma que « la population blanche du monde va bientôt cesser d'augmenter. Les Asiatiques seront plus nombreux et les nègres encore plus nombreux, avant que leur taux de natalité ne baisse suffisamment pour que leur nombre se stabilise sans l'aide de la guerre et de la peste. D'ici là, les bienfaits que vise à apporter le socialisme ne pourront être que partiels et les races les moins prolifiques devront se défendre par des méthodes qui sont dégoûtantes, même si elles sont nécessaires ».

Aussi Russell était en faveur d'un gouvernement mondial : « J'ai déjà parlé du problème de la population, mais je dois ajouter quelques mots à propos de son aspect politique... Il sera impossible de

sentir que le monde est dans une situation satisfaisante aussi longtemps qu'il n'existera pas une certaine égalité et un certain acquiescement général au pouvoir du gouvernement mondial, et cela ne sera possible que si la population des nations les plus pauvres du monde... est plus ou moins stationnaire. La conclusion à laquelle nous amènent les faits que nous venons de considérer est que, si les grandes guerres ne peuvent pas être évitées tant qu'il n'y aura pas de gouvernement mondial, un gouvernement mondial ne peut pas être stable tant que tous les grands pays importants n'auront pas une population presque stationnaire. » Pour Russell, le contrôle de la population est une condition préalable à un gouvernement mondial (24).

Dès 1947, un scientifique australien en vue suggéra, dans un rapport secret au ministère de la Défense australien, que « ... la plus efficace contre-offensive à la menace d'invasion que posent les pays asiatiques surpeuplés viserait à la destruction par des moyens biologiques ou chimiques des cultures vivrières tropicales et à la diffusion de maladies infectieuses capables de se propager dans les régions tropicales, mais pas sous le climat australien ». Ce savant était Sir Frank MacFarlane Burnet, anobli par la couronne britannique en 1951 et lauréat d'un prix Nobel en 1960 (25).

En 1968, Paul Ehrlich, biologiste à l'université de Stanford et admirateur de Bertrand Russell, publia *The Population Bomb*, qui devint rapidement un best-seller. Il écrit : « Un cancer est une multiplication incontrôlée de cellules, l'explosion de la population est une multiplication incontrôlée de personnes... Nous devons consacrer nos efforts, non plus à traiter les symptômes du cancer, mais à l'éradiquer. L'opération exigera des décisions apparemment brutales et impitoyables. » Dans son livre, il préconisait de mettre des produits chimiques contraceptifs dans la nourriture (26).

Sir Julian Huxley, scientifique et intellectuel britannique qui joua un rôle de premier plan dans la création de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), tenait sensiblement le même discours. Il voyait le progrès scientifique, comme la pénicilline, le DDT et la purification de l'eau, comme une épée à double tranchant. Il écrit : « ... nous pouvons et devons nous consacrer avec une dévotion vraiment religieuse à faire triompher la cause du progrès de la race humaine. Et cela implique que nous nous attaquions avec violence et de manière concertée au problème de la population, car le contrôle de la population est... un préalable à toute amélioration radicale de la condition humaine (27). »

En 1972, le Club de Rome publia un rapport intitulé *Halte à la croissance*. Ce rapport, qui s'appuyait sur des études de l'Institut de Technologie du Massachusetts, concluait que l'industrialisation devait être interrompue pour sauver la planète d'une catastrophe écologique. Depuis lors, même les plus fidèles

admirateurs du club, tels que Maurice Strong, ont admis que le rapport était « prématuré » et ne tenait pas compte des progrès de la technologie (28).

Le Club de Rome a été l'un des artisans les plus influents du gouvernement mondial depuis qu'il a été créé en 1970 par le Dr Alexander King, un scientifique et diplomate britannique et l'industriel italien Arelio Peccei. En 1973, le club publia un rapport intitulé *Regionalized and Adaptive Model of the Global World System*, qui présentait un modèle de système de gouvernement mondial en dix régions.

L'Institut Aspen et le Fonds mondial pour la nature sont deux autres groupes de réflexion mondialistes. L'Institut Aspen fut créé en 1949 par trois individus originaires de Chicago: un homme d'affaires, le président de l'Université de Chicago et l'un de ses professeurs.

L'Université de Chicago fut fondée grâce à l'argent des Rockefeller et l'Institut Aspen a toujours été dans la sphère d'influence des Rockefeller. L'un des moments forts de l'histoire de l'Institut Aspen a été une conférence intitulée *Technology: Social Goals and Cultural Options* (La technologie : objectifs sociaux et choix culturels) en 1970, en hors d'oeuvre au Sommet de la Terre de l'ONU à Stockholm en 1972. Le Fonds mondial pour la nature fut créé par le Prince Phillip, le mari de la reine. Il s'est illustré en disant que, s'il se réincarnait, il aimerait que ce soit en virus tueur, pour contribuer à résoudre le problème de la surpopulation (29). Depuis, d'autres dirigeants du WWF ont exprimé les mêmes préoccupations au sujet de la surpopulation (30).

Arne Schiotz, directeur du WWF, déclara : « Malthus a été réhabilité, mais la réalité a fini par rattraper Malthus. Le Tiers Monde est surpeuplé, c'est un gâchis économique et il est impossible à ces pays de s'en sortir, quand leur population ne cesse de croître. Notre philosophie est la suivante : retour au village (31). »

Sir Peter Scott, ancien président de la WWF, mit en garde : « Si nous considérons le principe de causalité, le plus grand problème dans le monde est la population. Nous devons fixer un plafond à la population humaine. L'aide au développement devrait être subordonnée à l'existence de solides programmes de planification familiale. »

Thomas Lovejoy, ancien vice-président du WWF, n'y alla pas par quatre chemins: « Les plus gros problèmes sont les fâcheux secteurs nationaux des pays en développement. Ces pays pensent qu'ils ont le droit d'exploiter leurs ressources comme ils l'entendent. Ils veulent devenir des puissances (32). »

Robert McNamara, président de la Banque mondiale, avertit : « Il n'y a que deux façons possibles d'éviter que le monde compte dix milliards d'habitants. Ou les taux de natalité actuels baissent rapidement. Ou les taux de mortalité actuels doivent augmenter. Il n'y a pas d'autre moyen. Bien sûr, il existe de nombreux moyens de faire augmenter le taux de mortalité. Dans un âge thermonucléaire, la guerre peut s'en charger très rapidement et de façon décisive. Cela fait longtemps que la nature contrôle les naissances par la famine et la maladie et aucun des deux n'a disparu... pour faire simple : la croissance excessive de la population est le plus grand obstacle à la promotion économique et sociale de la plupart des sociétés des pays en développement (33). »

Ces vues furent finalement acceptées parmi ceux qui étaient responsables de la politique étrangère américaine. En 1974, le secrétaire d'État Henry Kissinger soumit le Mémorandum d'Étude de la Sécurité Nationale 200 (NSSM 200), intitulé Les incidences de la croissance démographique mondiale sur les intérêts internationaux et la sécurité des États-Unis. En voici la conclusion : « Tout le monde reconnaît au sein du gouvernement que la croissance de la population est actuellement le danger le plus important et que des mesures d'urgence doivent être prises... [la croissance rapide de la population] fait courir un risque important de dommages graves aux systèmes économiques, politiques et écologiques mondiaux et, comme ces systèmes connaissent des ratés, à nos valeurs humanitaires. »

Le NSSM 200 devait être rendu public en 1979, mais il fut gardé secret jusqu'en 1989. Au cours de sa carrière, Kissinger fit en sorte que le contrôle de la population reste une pierre angulaire de sa stratégie de politique étrangère et, après lui, Brzezinski, idéologiquement très proche de lui, fit avancer les mêmes idées dans l'administration Carter. Les deux sont étroitement liés à la famille Rockefeller et les deux ont eu William Elliott Yandell, un Oxfordien philo-britannique, comme professeur à Harvard.

Le Worldwatch Institute fut créé en 1974 grâce à une subvention de la Fondation Rockefeller, cependant que le NSSM 200 faisait son chemin parmi les décideurs de la politique étrangère états-unienne. Depuis 1984, sa publication annuelle, *State of the World*, est toujours mise en avant par les médias et ses centaines de documents et de rapports pseudo-scientifiques alarmistes servent régulièrement de munitions à la Gauche dans sa guerre contre l'industrialisation (34).

Comme nous l'avons rapporté dans la première partie de cette étude, la première attaque contre le Tiers Monde prit la forme d'une augmentation massive préméditée des prix du pétrole suite à la guerre du Kippour en 1973. Une économie ne peut pas se développer sans approvisionnement énergétique et le quadruplement des prix de l'énergie fut un revers majeur pour des pays comme l'Inde, le Brésil, le Pakistan, l'Indonésie et le Mexique. Lorsque le président du Pakistan Benazir Bhutto essaya de

contourner le problème, en adoptant un programme d'énergie nucléaire, Kissinger le menaça : « Nous allons vous punir, pour l'exemple (35). » Le Shah, même si l'Iran avait d'abondantes ressources en pétrole, lança également un programme de développement de l'énergie nucléaire. Les deux dirigeants furent rapidement éliminés.

Avec la hausse des prix de l'énergie, le développement du Tiers-monde fut stoppé net, tandis que le Moyen-Orient arabe devenait immensément riche. Ce fut alors que les mondialistes se tournèrent vers leurs alliés, les islamistes, pour remédier à la situation. L'islam serait utilisé pour attaquer l'industrialisation et la modernisation sous le prétexte mensonger que le progrès humain était anti-islamique et constituait un complot de l'Occident contre les serviteurs d'Allah.

En Angleterre, la Fondation islamique fut créée par le professeur Khurshid Ahmad à Leicester en 1973. C'était une branche de la Jamaat-e-Islami. Lorsque le général Zia prit le pouvoir au Pakistan, il nomma Ahmad ministre de l'Économie (36). En outre, en 1973, le Conseil islamique de l'Europe fut créé. Son siège est à Londres. Salem Azzam, Secrétaire général du Conseil, était un Frère musulman de premier plan. Nous reparlerons de lui.

Un autre projet, Islam et Occident, fut monté à Cambridge en 1977 par le Frère musulman et ancien premier ministre syrien Maarouf al-Dawalibi en collaboration avec Peccei et Lord Caradon du Club de Rome et la Fédération internationale des hautes études du Dr Alexander King. Islam et Occident définit expéditivement l'islam comme une religion arriérée en lutte contre la science et la technologie. Les mondialistes étaient déterminés à ne promouvoir que le courant minoritaire de l'islam anti-occidental répressif et les Frères musulmans leur permirent de faire accepter au monde leur définition de l'islam (37).

En Iran, les membres de l'Institut Aspen et du Club de Rome étaient en contact direct avec les opposants idéologiques au régime du Shah. Shar'atî, Abolhassan Bani Sadr et de nombreux éminents éducateurs dans les universités iraniennes entrèrent dans leur cercle d'influence. La campagne de déstabilisation des mondialistes contre le Shah est documentée par Robert Dreyfuss dans son livre *Hostage to Khomeini*.

Le groupe des Fedayin, branche iranienne de la Confrérie musulmane créée dans les années 1940, joua un rôle crucial dans le renversement du Shah. Il était dirigé par l'ayatollah fanatique Sadeq Khalkhali (1927 – 2003) et l'ayatollah Khomeiny en était un membre de longue date. Les étudiants qui prirent d'assaut l'ambassade américaine de Téhéran après le renversement du Shah étaient également

membres des Fedayin. Khalkhali fut à même d'exercer personnellement son pouvoir politique pendant la révolution iranienne en tant que juge dans les procès de milliers de prisonniers politiques, dont la majorité furent condamnés à mort (38).

Les Fedayin contrôlaient également le réseau de production d'opium et de trafic de drogue en Iran, qui, vers la fin du règne du Shah, était de plus en plus menacé par la campagne anti-drogue du souverain iranien. A l'arrivée de Khomeiny au pouvoir, Khalkhali fut cyniquement nommé responsable du programme national anti-drogue et, pendant son mandat, la production d'opium monta en flèche. Selon les règles édictées par Khomeiny, « le vin et les autres boissons alcoolisées sont impures, mais l'opium et le haschisch ne le sont pas » (39).

Au Pakistan, la Jamaat-e-Islami soutint le renversement du Premier ministre Zulfikar Ali Bhutto par le général Zia-ul-Haq. Bhutto était détesté par les mondialistes britanniques parce qu'il avait retiré le Pakistan du Commonwealth, mit en œuvre des politiques nationalistes, s'était tourné vers les Soviétiques et avait cherché à développer l'énergie nucléaire. Lorsque le général Zia annonça la condamnation à mort de Bhutto, cinquante-quatre de chefs d'Etat protestèrent. Zia alla de l'avant et fit exécuter Bhutto en 1979, seulement après avoir reçu des assurances de la direction de la Jamaat-e-Islami que l'exécution ne conduirait pas à des troubles internes (40). Dans les années suivantes, la Jamaat-e-Islami devint le bailleur de fonds le plus important de Zia et la nation fut soumise à un processus brutal d'islamisation.

En Afghanistan, la CIA, encouragée par les services secrets britanniques, commença à financer les opposants islamiques au régime prosoviétique avant même l'invasion soviétique.

Le Conseiller à la sécurité nationale de Carter, Brezinski, préconisa de pousser les moudjahidin à la subversion dans le but de provoquer l'invasion soviétique. Elle eut lieu le 24 décembre 1979 (41). Le général Zia et la Jamaat-e-Islami au Pakistan jouèrent un rôle crucial dans la réussite de la révolte moudjahidin en Afghanistan. Leur prise en main du Pakistan était nécessaire pour attirer les Soviétiques dans le conflit afghan. Comme indiqué, un seigneur de guerre afghan affilié aux Frères musulmans s'imposa comme le principal bénéficiaire de l'aide militaire américaine, en dépit de ses positions anti-occidentales bien connues et de sa conception radicale de l'islam. Il s'agissait de Gulbuddin Hekmatyar

(Lorsque le Congrès américain se décida finalement à mettre un terme à cette aide, il était déjà trop tard. En 1996, Hekmatyar était à l'apogée de sa carrière, en devenant, quoique pour une courte durée, Premier ministre de l'Afghanistan. Il fut finalement chassé de l'Afghanistan par les Talibans, mais,

aujourd'hui, il y est de retour et mène campagne contre le gouvernement d'Hamid Karzaï. En mai 2002, les Britanniques prirent l'initiative d'envoyer des agents dans le fief de Hekmatyar. L'objectif déclaré de l'opération Buzzard était la destruction des forces de Hekmatyar : à ce jour, Hekmatyar est toujours en fuite et ses forces ont été soupçonnées des attentats terroristes perpétrés récemment à Kaboul. Peut-être l'objectif déclaré de l'opération Buzzard en cachait-il un autre)

En Egypte, les Frères musulmans connurent une résurgence après que le président Sadate eut assoupli les restrictions contre l'organisation au début des années 1970. Publiquement, les Frères musulmans cherchèrent à adoucir leur image en se présentant comme une organisation islamique « modérée », mais, dans les coulisses, ils engendrèrent un certain nombre de groupes extrémistes violents. Le Djihad islamique, le Groupe islamique et Takfir wal Hijra ne sont que quelques-uns des groupes de la nébuleuse terroriste qui commença à faire campagne plus ouvertement contre Sadate, après qu'il eut signé les accords de paix de Camp David avec Israël en 1978. Des militants liés à ces groupes assassinèrent Sadate en 1981 et la loi martiale fut instaurée, cependant que le nouveau leader, Moubarak, ordonnait une répression vigoureuse contre les islamistes.

En Syrie, les Frères musulmans se révoltèrent contre le régime d'Assad et reprirent la ville de Hama. Le siège que le gouvernement syrien mit devant le bastion des Frères dura trois semaines, trois semaines de combats intenses au cours desquelles six mille soldats et vingt-quatre mille civils furent tués. Dix mille habitants furent arrêtés et placés dans des camps d'internement. Le gouvernement syrien apporta ensuite la preuve que les forces des Frères musulmans avaient été armées par l'Occident.

Cette explosion de violence dans tout le Moyen-Orient à la fin des années 1970 et au début des années 1980 fut appelée par Brzezinski l'« Arc de crise ». Loin d'avoir été une conflagration interne spontanée, elle fut causée par la mise en oeuvre du plan élaboré par des stratèges mondialistes comme le Dr King, Kissinger, Brzezinski et l'agent britannique Bernard Lewis.

III. Les Frères musulmans s'étendent

Au début de la Seconde Guerre mondiale, l'adhésion aux Frères musulmans de membres de la famille égyptienne influente Azzam améliora la réputation de la Confrérie. Abdul Rahman (1893 – 1976) était le plus célèbre d'entre eux. Toute sa vie, il avait été au service de l'Empire britannique. Après la Première Guerre mondiale, il avait travaillé avec les services de renseignement britannique à l'organisation de l'activité politique de la Confrérie Sanussi en Libye (42). Son travail fut très efficace et, en 1951, le chef de la Confrérie Sanussi fut proclamé roi de Libye lors d'une cérémonie à laquelle assista le gratin onusien

(d'abord enfant chéri de l'Empire britannique, le roi Idris I gouverna la Libye avant d'être évincé par Mouammar Kadhafi en 1969. Kadhafi avait fondé sa propre organisation révolutionnaire à Londres en 1966 (43), mais son régime tomba rapidement en disgrâce auprès de la Grande-Bretagne.)

Après la Seconde Guerre mondiale, Abdul Rahman Azzam devint le premier Secrétaire général de la Ligue des États arabes. Le prestige d'Azzam est prouvé par le fait que sa fille Muna épousa Mohammed, le fils aîné de l'ancien roi d'Arabie Saoudite, Faysal (44).

En 1955, après que le général Nasser eut sévi contre les Frères musulmans, l'organisation déplça sa base d'opérations à Londres et à Genève. La base de Genève était sous le contrôle de Saïd Ramadan (1926 – 1995), marié à la fille d'al-Bannâ. Ramadan créa l'Institut des études islamiques et, sous son contrôle, Genève devint une base islamique majeure en Europe. Aujourd'hui, c'est là que le roi Fahd (v. 1923 – 2005) d'Arabie Saoudite fuit chaque fois qu'il sent que sa vie est en danger dans son royaume. L'histoire suivante illustre les relations intimes de Ramadan avec les organisations islamiques clandestines du monde entier:

Peu de temps après la révolution iranienne, un homme nommé Ali Akbar Tabatabai devint le représentant le plus important de l'opposition au régime de l'ayatollah. Sous le Shah, il avait travaillé comme conseiller en information à l'ambassade d'Iran à Washington D.C. et, après la chute du Shah, il avait établi la Fondation de la liberté en Iran. En juillet 1980, il fut assassiné par David Belfield, également connu sous le nom de Daoud Salahuddin. Belfield était un musulman noir qui faisait partie d'un gang lié à Bahram Nahidian qui passait pour être le chef des services secrets (Savama) de l'ayatollah à Washington D.C. Moins de deux heures après l'assassinat, Belfield passa un appel avec préavis à Saïd Ramadan à Genève, puis, à l'aide de différents passeports, il fuit les États-Unis à destination de la Suisse (45).

Genève a toujours été une base utile pour les Frères musulmans, mais son siège de Londres est devenu le plus important. Son responsable est Salem Azzam, un parent de Abdul Rahman Azzam. Comme mentionné précédemment, il devint secrétaire général du Conseil islamique de l'Europe, formé à Londres en 1973 en étroite collaboration avec Saïd Ramadan. Dreyfuss explique le rôle du Conseil : « [Le Conseil] dirige l'Ikhwān [Confrérie] du Maroc au Pakistan et à l'Inde et contrôle des centaines de centres « religieux » en Europe occidentale et, à travers eux, des milliers d'étudiants fondamentalistes et le clergé musulman à la fois au Moyen-Orient et en Europe (46). »

En 1978, l'Institut islamique de technologie de défense (IITD) fut créé pour soutenir l'« arc de crise » de la révolution islamique. Le premier séminaire eut lieu à Londres en février 1979. L'Institut devait travailler main dans la main avec l'OTAN. Il était dirigé par Salem Azzam et les membres de son Conseil islamique de l'Europe. Le Pakistan et l'Afghanistan étaient en tête de l'ordre du jour et le L'IITD fut chargé de coordonner les livraisons massives d'armes aux Frères musulmans en lutte dans ces deux pays et au Moyen-Orient (47).

Hors d'Egypte, les Frères musulmans réussirent à créer un certain nombre d'organisations respectables et devinrent largement perçus comme une institution modérée qui avait renoncé à la violence. Mais, en Egypte, les Frères musulmans demeuraient déterminés à renverser le régime et à installer un Etat islamique « pur » à sa place et ils utilisèrent le terrorisme comme moyen de parvenir à cette fin.

Lorsque Sadate devint président de l'Egypte, en 1970, il mena campagne pour distancer son pays des politiques prosoviétiques de Nasser et se rapprocher de l'Occident. Au début, un de ses adversaires les plus redoutables dans cette tâche fut l'Union socialiste arabe. Sadate se réconcilia avec les Frères musulmans pour faire pression sur les socialistes arabes et consolider son régime et, au cours de ses premières années au pouvoir, il libéra des centaines de Frères musulmans.

Les Frères musulmans ont eu jusqu'à présent huit guides suprêmes. Al-Bannâ dirigea l'organisation jusqu'à sa mort en 1949. Il fut remplacé par Hassan al-Hudaibi après une brève période de chaos en 1951, Al-Hudaibi la dirigea jusqu'à sa mort en 1976, même s'il fut souvent emprisonné sous Nasser. Il fut remplacé par Omar el-Telmisani. A la mort de celui-ci, en 1987, Hamid Abdul Nasr lui succéda. Talmisani et Nasr avaient tous deux été jetés en prison en 1954 au cours de la purge de Nasser contre l'organisation. Sadate libéra Talmisani en 1971 et Nasr en 1972. Mustafa Mashhour fut Guide suprême de 1996 jusqu'à sa mort le 14 novembre 2002. Maamoun al-Hudaibi, le fils du second Guide suprême, Hassan al-Hudaibi lui succéda. Mohammed Mahdi Akef fut à la tête des Frères musulmans de 2004 à 2010. Mohammed Badie en est le Guide suprême depuis lors (le mardi 20 août 2013, il a été placé « en détention préventive, rapporte Le Monde dans son édition du jour, pour une durée de quinze jours pour « incitation au meurtre » de manifestants... Il est poursuivi, aux côtés de deux de ses adjoints, après que huit manifestants ont été tués alors qu'ils tentaient d'attaquer le siège de la puissante confrérie au Caire le 30 juin. La Maison Blanche a critiqué son arrestation, estimant que « c'est une action contraire à l'idée d'un système judiciaire indépendant de la politique » » (c'est nous qui soulignons)). Le Guide suprême a toujours sa résidence et ses bureaux en Egypte, bien que la grande majorité des membres et la plupart de ses dirigeants soient installés à l'étranger. Pour l'essentiel, le Guide suprême est simplement une figure de proue et les opérations clandestines des Frères musulmans sont dirigées depuis Londres et Genève.

Sadate chercha à se réconcilier avec les islamistes, même s'il savait qu'ils constituaient toujours une menace ; d'ailleurs, il ne fit jamais lever l'interdiction de la Confrérie. Cela n'empêcha pas la Confrérie de s'imposer bientôt comme une force politique.

Le Takfir wal Hijra est l'un des groupes plus importants de la nébuleuse des Frères musulmans. Fondé en 1971 par un ancien membre des Frères musulmans, Chokri Ahmed Mustafa (1942 – 1978). Son existence fut rendue publique par le quotidien égyptien Al Ahram en 1975, après l'arrestation d'un certain nombre de ses membres. En 1977, ce groupe enleva un ancien ministre du culte, le cheikh Mohammed Hussein al-Dhahabi et exigea une rançon de 200 000 livres égyptiennes et la libération de soixante prisonniers. Le gouvernement égyptien refusa d'accéder à ses demandes et le cheikh fut retrouvé mort ; plusieurs attentats ciblés se produisirent dans la foulée. Le 8 juillet 1977, Mustafa, le leader du groupe, fut arrêté avec un certain nombre de ses partisans. Mustafa et quatre de ses lieutenants furent exécutés le 19 mars 1978, mais son organisation terroriste continua à exister (48).

L'Organisation de libération islamique est une autre cellule terroriste créée par un ancien Frère musulman, le Dr Saleh Siriyya, agronome palestinien. En 1974, les membres de ce groupe essayèrent de s'emparer d'une école militaire ; ils y firent main basse sur des armes et se rendirent à une assemblée devant laquelle Sadate faisait un discours. Le plan échoua, onze personnes moururent et Siriyya fut capturé, puis exécuté (49).

En 1974, les forces de sécurité découvrirent un autre groupe, le Parti de la libération islamique, fondé en Jordanie dans les années 1950 par le cheikh Taqiuddin al-Nabhani (1909 – 1977), Frère musulman et juge originaire de Haïfa. Ses activités visaient principalement Israël. Sadate fit arrêter et interroger les membres du groupe qui vivaient en Egypte (50).

Les deux plus importantes organisations terroristes égyptiennes liées aux Frères musulmans sont le Jamaat al-Islamiyya (le Groupe islamique) et le Djihad islamique égyptien, également connu sous le nom de Djihad al-Djihad. Les deux furent étroitement associés à l'assassinat de Sadate.

La Jamaat al-Islamiyya fut créée en 1971 pour lutter contre Sadate en raison de sa coopération avec Kadhafi. Elle était dirigée par un Frère musulman, le Dr Helmi al-Gazzar et, à l'origine, n'avait pas recours à la violence, faisant essentiellement du militantisme au sein des universités. Cela de tarda pas à changer, à l'époque où un cheikh aveugle, le Dr Omar Ahmed Mohamed Abdel Rahman, s'imposa comme le leader de l'organisation (51).

Le Djihad islamique se fit connaître en 1977, lorsque Al Ahram rapporta que quatre-vingt membres de cette organisation de combat avaient été arrêtés. L'un des membres du Djihad islamique à l'époque était Ayman al-Zaouahiri, un jeune homme des classes supérieures musulmanes apparenté aux Azzam. Sa grand-mère était la sœur de l'illustre Abdul Rahman Azzam et son oncle était Salem Azzam du Conseil islamique de l'Europe. Al-Zaouahiri avait d'abord été arrêté en 1966 à l'âge de 16 ans en raison de son affiliation aux Frères musulmans et son militantisme ne fit que croître au fil des ans.

Au début de 1980, le gouvernement arrêta soixante-dix membres du Djihad islamique. Le procureur d'Egypte décrit l'organisation comme un « groupe terroriste fanatique » et déclara qu'il était « financé par l'étranger et possédait des armes, des explosifs et du matériel technique » (52). Cependant, les arrestations et les enquêtes ne réussirent pas à empêcher ses membres de passer de nouveau à l'action. Dietl décrit : « Le Djihad fit à nouveau les manchettes le 6 octobre 1981, quand un commando sous la direction de Khaled Islambuli abattit Sadate. A la suite d'enquêtes difficiles au cours de l'été 1982, le Caire apprit que le Djihad islamique faisait partie de la grande entreprise familiale des Frères musulmans. Les Frères musulmans me l'ont confirmé. Dans le même temps, dans une déclaration unanime, le Djihad « condamna à mort » le successeur de Sadate, Mubarak. En septembre 1982, les trois dirigeants les plus importants du Djihad furent traqués et arrêtés (53). »

Deux ans seulement avant l'assassinat de Sadate, le Comité international de la Confrérie musulmane tint une réunion au sommet à Londres. Les dirigeants des Frères de l'Egypte, du Soudan, de la Jordanie, du Pakistan et de l'Afghanistan y participèrent ainsi que le chef des services secrets de l'Arabie saoudite, pour discuter de ce qui venait d'être accompli au Pakistan et en Iran et de l'avenir de l'Afghanistan, de la Syrie et de l'Egypte (54).

En Egypte, Sadate continuait d'essayer de se réconcilier avec les Frères musulmans. En 1978, il les autorisa à distribuer de nouveau leur publication, Al Dawa. En 1979, il rencontra même à deux reprises le Guide suprême Omar el-Telmisani, mais rien de positif ne sortit du dialogue et les Frères musulmans continuèrent à l'agresser verbalement dans leurs publications comme dans les mosquées. Enfin, quelques semaines avant l'assassinat de Sadate, el-Telmisani fut arrêté et la distribution d'Al-Dawa fut interdite.

Lorsque Sadate fut abattu, Kemal al-Sananiry était le représentant le plus éminent des Frères musulmans en Egypte. Il fut arrêté et interrogé et mourut en prison quelques semaines plus tard. Le gouvernement déclara maladroitement qu'il s'était suicidé. Sa femme, Amina, rejeta cette explication. Elle était la fille de Saïd Qotb.

Le cheikh aveugle fut également arrêté, mais fut acquitté par la suite. Il avait encouragé les auteurs de l'assassinat, en jugeant que le gouvernement était dirigé par des athées et des hérétiques. Il leur avait également permis de voler pour financer leur cause et avait même estimé qu'ils pourraient baiser les épouses des fonctionnaires du gouvernement, s'ils parvenaient à le renverser (55). En 1993, il fut impliqué dans l'attentat du World Trade Center, jugé, reconnu coupable et condamné à la prison. Il purge toujours sa peine. Ses deux fils poursuivent le djihad en tant que membres d'Al-Qaïda et proches disciples d'Oussama ben Laden. Le Groupe islamique reconnaît toujours le cheikh Rahman comme le chef spirituel du Groupe islamique et ses membres ont juré de se venger de l'Amérique, si le cheikh diabétique meurt dans sa prison américaine.

Al-Zaouahiri fut également arrêté suite à l'assassinat de Sadate. Après avoir passé trois ans en prison, il fut libéré, après quoi il atteignit rapidement le sommet du Djihad islamique, qu'il dirige depuis 1993, époque à laquelle il établit des liens avec Oussama ben Laden au Soudan. Après avoir fui l'Égypte, il installa sa base d'opérations à Genève, où la succursale des Frères musulmans qu'est le Centre islamique de Saïd Ramadan (avec qui Malcolm X correspondait quelques semaines avant d'être assassiné par Elijah Muhamamd des Black Muslims) sert de couverture à ses activités (56). Al-Zaouahiri s'imposa comme le prétendu « numéro deux » de « organisation » Al-Qaïda. Son frère Mohamed al-Zaouahiri mène actuellement des attaques musulmanes contre la Serbie et la Macédoine. Les rapports indiquent qu'il travaille dans une région du Kosovo sous le contrôle de l'OTAN (57). Les deux frères Azzam ont toujours maintenu leurs liens avec les Frères musulmans, malgré le fait que al-Zaouahiri ait publiquement critiqué les Frères pour n'avoir pas suffisamment soutenu la révolution en Égypte. Sa critique a été utile à la Confrérie, qui essaie de donner l'image d'un groupe « modéré ».

Un autre personnage important de l'« organisation » Al-Qaïda est le frère de l'assassin Khaled Islambuli, exécuté le 15 avril 1982. Impliqué dans l'assassinat de Sadate, Ahmad Chawki al-Islambuli quitta l'Égypte pour Karachi, où il contribua à mettre en place un réseau de contrebande. Plus tard, au Soudan, al-Islambuli travailla avec ben Laden à l'implantation d'une base militante en Somalie, puis, en 1998, il devint membre du Front islamique mondial contre les Juifs et les Croisés de ben Laden (58).

La dernière née des organisations liées aux Frères musulmans est le groupe palestinien Hamas, qui se fit connaître en 1988 à la publication de son Pacte islamique par le cheikh Ahmed Yassine (1937 – 2004). Pendant un certain nombre d'années, il avait été le chef des Frères musulmans à Gaza, où, en 1978, il avait fondé une association islamique appelée Al-Mujamma Al-Islami, qui peut être considérée comme l'ébauche du Hamas. Dans son Pacte islamique de 1988, le groupe se présenta clairement comme la branche palestinienne des Frères musulmans (59). »

Dreyfuss résume le caractère de l'organisation des Frères musulmans dans les paragraphes ci-dessous. Ces mots ont été écrits en 1980, mais ils n'ont rien perdu de leur justesse : « La vraie Confrérie n'est pas le cheikh fanatique et ses disciples tout aussi fanatiques, ni même les grands mollahs et ayatollahs qui dirigent des mouvements entiers de fous comme eux; Khomeiny, Kadhafi, le général Zia sont des marionnettes extrêmement bien conçues. »

« Les vrais Frères musulmans sont ceux qui ne se salissent jamais les mains. Ce sont les banquiers et les financiers réservés qui se tiennent dans les coulisses, les membres des vieilles familles arabes, turques, perses dont la généalogie les place dans l'élite oligarchique, en étroite relation d'affaires avec la « noblesse noire » européenne et, en particulier, l'oligarchie britannique, par l'intermédiaire des services de renseignement. »

« Et les Frères musulmans, c'est l'argent. La Confrérie contrôle probablement plusieurs dizaines de milliards de dollars d'actifs liquides et en contrôle des milliards d'autres à travers les opérations commerciales quotidiennes qu'elle réalise dans le pétrole, la banque, le trafic de drogue et d'armes et la contrebande d'or et de diamants. En s'alliant avec les Frères musulmans, les Anglo-Américains n'investissent pas simplement dans un racket organisé par des terroristes à louer ; ils sont partenaires dans un puissant empire financier mondial qui va des comptes bancaires anonymes en Suisse à des paradis fiscaux comme Dubaï, le Koweït et Hong Kong (60). »

J'espère que le lecteur commence à saisir que le mouvement islamique radical est vraiment petit, que toutes les organisations qui en font partie sont étroitement liées entre elles et qu'elles dépendent toutes des Frères musulmans. L'analyse de la carrière d'Oussama ben Laden permet de le comprendre encore mieux.

IV. Oussama ben Laden : les jeunes années

Oussama, dix-septième fils du magnat yéménite de l'industrie du bâtiment Mohamed bin Awad bin Laden (1908 – 1967), naquit vers 1957. Au fil des ans, Mohamed devint un ami de confiance du roi Abdul Aziz et du roi Faysal d'Arabie Saoudite et son entreprise de construction fut choisie pour restaurer les lieux saints de La Mecque et de Médine, y compris la Grande Mosquée de La Mecque. Il obtint aussi le contrat de rénovation de la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem en 1969.

A sa mort, en 1972, sa famille était devenue la plus riche d'Arabie Saoudite après la famille royale et sa succession échut à ses cinquante-quatre enfants. Son fils Salem prit la tête de l'entreprise, Bakr Abdelaziz, Ali Yahya et Yeslam jouant aussi un rôle prépondérant dans la direction de l'empire ben Laden. Ces héritiers ont toujours entretenu des relations étroites avec la famille royale saoudienne, dont ils ont formé beaucoup de jeunes princes aux subtilités de la finance et de l'industrie mondiale. Fahd ben Abdallah ben Mohammed al-Saoud et Nayef ben Abdelaziz al-Saoud sont deux des princes qui doivent leur statut actuel de magnats mondiaux aux frères ben Laden (61). La famille royale saoudienne a toujours été en relation étroite avec les chefs de la famille ben Laden, ce qui n'est pas le cas pour certains des plus jeunes fils de Mohamed bin Laden.

Le 20 novembre 1979, la Grande Mosquée de La Mecque fut prise d'assaut par plusieurs centaines de militants, l'Imam assassiné et, dans le chaos qui s'en suivit, des milliers de fidèles piétinés à mort. Les militants prirent des centaines d'entre eux en otages et se terrèrent dans les vastes caves de la mosquée. Les forces saoudiennes réagirent rapidement et organisèrent une contre-attaque, qui fut cependant facilement repoussée par les militants, bien armés et bien protégés. Pendant des jours, les rebelles tinrent tête aux forces gouvernementales, détruisant des tanks et un hélicoptère qui volait trop bas s'écrasa sur un minaret. Le roi Khaled se tourna vers le gouvernement français et les forces spéciales françaises arrivèrent avec des armes chimiques. La Grande Mosquée fut finalement libérée le 4 décembre. Pendant deux semaines, le sanctuaire le plus sacré de l'Islam avait été occupé par des intégristes radicaux. Des centaines de soldats et plus d'une centaine de rebelles furent tués ainsi que la plupart des otages. Le 9 janvier, soixante-trois des rebelles capturés furent exhibés sur les principales places de plusieurs villes d'Arabie saoudite et décapités en public. Des centaines d'autres furent arrêtés et interrogés au cours de l'enquête (62).

Parmi les personnes arrêtées se trouvait Mahrous ben Laden, fils du cheikh Mohammed ben Laden. Dans sa biographie de Oussama ben Laden, Jacquard écrit : « Les terroristes avaient établi des contacts avec Mahrous plusieurs années auparavant, à l'époque où ce dernier étudiait à Londres et où il comptait, au nombre de ses amis, le fils d'un dignitaire du Sud Yémen dirigeant un groupe fondamentaliste très actif. A la suite de cette relation universitaire, Mahrous ben Laden s'était lié à un groupe d'activistes des Frères musulmans syriens en exil en Arabie saoudite. L'enquête des services secrets saoudiens révélera qu'en exploitant cyniquement ce réseau d'amitiés anciennes du jeune Mahrous, les terroristes avaient profité des camions du groupe Ben Laden pour organiser leur attaque, à l'insu du jeune homme (63)... »

La société de ben Laden était chargée des travaux de rénovation de la Grande Mosquée et ses camions étaient donc autorisés à aller et venir librement, sans être fouillés. Les terroristes avaient utilisé les camions pour faire passer clandestinement des armes, qu'ils avaient ensuite dissimulées à l'intérieur de la mosquée. Mahrous fut déclaré innocent de toute participation à cette intrigue, mais son honneur

resterait entaché à jamais et il savait qu'il ne pourrait jamais faire aussi bien que ses frères aînés. S'il avait appartenu à une autre famille, il est probable qu'il aurait été exécuté, ne serait-ce que pour avoir entretenu des relations avec certains des fondamentalistes liés aux terroristes. En fin de compte, ce fut la famille ben Laden elle-même qui arrangea les choses, car elle fournit aux autorités les plans de la mosquée, qui les aidèrent à planifier les attaques victorieuses contre les rebelles. L'affaire ne causa finalement pas grand tort à la famille ben Laden. Elle conserva sa réputation d'intégrité et ses relations étroites avec les Saoud (64).

Oussama, l'un des plus jeunes fils de la famille ben Laden, eut toujours l'impression d'être un peu un outsider et, comme son frère Mahrous, il se tourna vers l'islam fondamentaliste. Adam Robinson, l'un de ses biographes, affirme que, dans son adolescence, Oussama menait une vie mondaine et ne se refusait rien, tout particulièrement à Beyrouth, de 1973 à 1975, lorsqu'il fréquentait l'école secondaire. D'autres, comme Jacquard, soutiennent que ce n'était pas le cas. Quoi qu'il en soit, il est clair qu'il embrassa inconditionnellement l'Islam à l'époque où il étudiait à l'Université King Abdul Aziz à Djeddah. Il s'y inscrivit en 1976 et, l'année suivante, il entreprit le hadj, le pèlerinage de deux semaines que tout musulman doit faire à La Mecque. Robinson écrit que, suite à cette expérience, Oussama ben Laden se laissa pousser la barbe et fit preuve d'une piété sincère. Ce que Robinson ne divulgue pas est que la conversion de ben Laden fut due au fait qu'il fréquentait alors les Frères musulmans.

Mohammed Qotb, le frère de Saïd, l'« idéologue en chef » des Frères musulmans exécuté en 1966, émigra en Arabie saoudite pour échapper à la répression qui s'abattait sur la Confrérie en Egypte. Dans les années 1960, il accepta d'occuper différents postes de professeur au sein de plusieurs universités saoudiennes, pour accomplir la mission de la Confrérie. C'est au cours de son séjour en Arabie Saoudite que Mohammed Qotb conçut l'organisation maintenant connue sous le nom d'Assemblée mondiale de la jeunesse musulmane (AMJM), qui devint réalité en 1972 grâce à des dons de la famille ben Laden. Omar ben Laden en fut à un moment le directeur exécutif et un autre des frères d'Oussama ben Laden, Abdullah, en fut le directeur (65). Le FBI enquêtait sur l'AMJM jusqu'à ce que l'administration Bush interrompe l'enquête au début de son mandat en 2001. Le FBI la soupçonnait d'être une source de financement du terrorisme.

La perspective de l'AMJM sur l'islam est la même que celle que les mondialistes apprécient tant chez les Frères musulmans : l'islam est menacé par l'Occident, doit rester méfiant à l'égard de la science et de la technologie et revenir à ses racines primitives. Le siège actuel de l'AMJM est à Riyad et elle a d'importants bureaux à Falls Church, en Virginie et à Londres. Selon le reporter Greg Palast, il y a plus de vingt organisations similaires en Grande-Bretagne (66).

Pendant ses études à l'Université King Abdul Aziz à Djeddah, Oussama ben Laden se lia d'amitié avec Mohammed Qotb et fut introduit dans les Frères musulmans. Malise Ruthven, auteur d'Islam in the World et ancien rédacteur en chef du service arabe de la BBC, remarque que Qotb fut le « mentor » d'Oussama ben Laden durant cette période (67).

Une autre figure importante dans la vie universitaire d'Oussama ben Laden fut un professeur du nom de cheikh Abdallah Youssouf Azzam. Rien à voir avec les Azzam égyptiens, Professeur de religion d'origine palestinienne, il était un membre actif des Frères musulmans en Cisjordanie. Plus tard, il poursuivit ses études en Jordanie et à Damas, avant d'obtenir son doctorat en jurisprudence islamique à l'Université Al-Azhar en 1973. Au Caire, il rencontra la famille de Saïd Qotb et fut « entraîné dans les rangs des militants islamistes égyptiens » (68). Peu de temps après, il s'installa en Arabie saoudite, après avoir été invité à enseigner à l'Université King Abdul Aziz, où il fit la connaissance de Mohammed Qotb. Oussama ben Laden suivait les cours d'Azzam et était très attiré par son idéologie militante. La célèbre devise d'Azzam était la suivante : « le Djihad et le fusil et rien que le Djihad et le fusil : aucune négociation, aucune conférence et aucun dialogue (69). »

En 1979, le Dr Azzam quitta l'Arabie saoudite et ce fut l'un des premiers Arabes à rejoindre le djihad afghan. Il était le principal représentant arabe / palestinien des Frères musulmans. Le jeune homme de 22 ans qu'était alors Oussama Ben Laden le rejoignit peu après et, ensemble, ils créèrent le Maktab al-Khidamat, MAK, ou Bureau des services moudjahidin, à Peshawar. Leur organisation s'associa aux Frères musulmans du Pakistan, la Jamaat-e-Islami. Le MAK s'employa à recruter des combattants prêts à rejoindre le djihad et, à la fin des années 1980, le MAK, aussi connu sous le nom d'Organisation Al Kifah, avait des branches dans une cinquantaine de pays. Le réseau des Frères Musulmans, grâce à l'argent de la famille ben Laden, fit du MAK une énorme réussite.

Des militants du monde entier affluèrent en Afghanistan, mais Azzam et ben Laden se rendirent compte que la plupart des moudjahidin potentiels n'avaient pas la formation et l'armement nécessaires pour la campagne afghane. Pour y remédier, Ils créèrent la base centrale de Masadat 'Al-Ansar à Peshawar, à la fois centre d'entraînement et entrepôt d'armes, pour aider les milliers d'Arabes qui viendraient mener le djihad en Afghanistan (70). Al-Qaïda (la base) était née. Le Dr Saad al-Faqih fut l'un des nombreux Saoudiens qui passèrent par la base de Peshawar. Dans une interview à PBS, il expliqua comment Al-Qaïda s'était formée et qu'elle n'était pas destinée à devenir l'organisation terroriste d'Oussama ben Laden : « Eh bien, ça me fait [vraiment] rire, quand j'entends le FBI décrire Al-Qaïda comme l'organisation de Ben Laden ... [C'est vraiment une] histoire très simple. Si Ben Laden devait recevoir des Arabes d'Arabie saoudite et du Koweït – et d'autres pays – il [devait] les recevoir dans le centre d'accueil de Peshawar. Ils allaient se battre et revenaient, sans avoir été inscrits sur un registre... Ni les arrivées ni les départs n'étaient répertoriés... La durée du séjour non plus... Ils étaient tous [bien accueillis]. Vous allez là, sur tel ou tel champ de bataille... Bon, Il était harcelé par de nombreuses familles, qui

l'appelaient pour savoir ce qui était arrivé à leur fils. Il ne sait pas. Parce que il n'y a pas de dossier. Il n'y a pas de registre. Bon, il demanda à certains de ses collaborateurs de consigner les allées et venues de tous les Arabes qui rejoignaient ses rangs... Il est établi [qu'ils] sont arrivés à telle date et ont logé ici ou là... Beaucoup d'entre eux n'étaient venus que pour deux semaines, trois semaines, puis ils disparurent. Ce fichier s'appelait le registre d'Al-Qaïda. C'était ça, Al-Qaïda. Al-Qaïda n'avait rien de sinistre. Ça n'avait rien d'une organisation... Je ne pense pas qu'il ait donné un nom à son groupe clandestin. Si vous voulez lui donner un nom, vous pouvez l'appeler le « groupe ben Laden ». Bon, ils utilisent le terme Al-Qaïda... Al-Qaïda est tout simplement le nom du registre sur lequel étaient répertoriés ceux qui venaient à Peshawar et faisaient l'aller retour entre le théâtre des opérations et le centre d'accueil. Avant de retourner dans leur pays (71). »

C'est essentiellement du Pakistan que ben Laden mena la guerre en Afghanistan et il y joua surtout un rôle de bailleur de fonds et d'organisateur, même s'il s'y rendit plusieurs fois avec son mentor, le cheikh Azzam, l'« Émir du Djihad », qui venait y faire des discours enflammés pour remonter le moral des guerriers moudjahidin. En Afghanistan, les ressources d'entrepreneur en bâtiment de ben Laden furent aussi mises à contribution et il lui arriva plus d'une fois d'y envoyer des équipements lourds pour fortifier les bastions moudjahidin et réparer les voies de ravitaillement. La question reste posée de savoir si ou non ben Laden et Azzam ont participé à des combats en première ligne. En tout cas, tous deux ont été mythifiés comme des guerriers actifs et courageux.

Au cours des années que ben Laden passa en Afghanistan, le MAK noua des liens étroits avec le seigneur de guerre pachtoune et Frère musulman Hekmatyar. Azzam et Hekmatyar étaient tous deux hostiles à l'égard des États-Unis, l'anti-américanisme de Hekmatyar était cependant plus prononcé, même si l'on estime que son groupe, le Hezb-e-Islami Gulbuddin, reçut jusqu'à 40% de l'aide américaine acheminée vers les moudjahidin par la CIA et le ISI (72). Au cours des années 1980, Azzam voyagea aux États-Unis pour y rencontrer des groupes musulmans américains, collecter des fonds et recruter des combattants pour le djihad. Il établit de grands centres Al Kifah à Atlanta, Boston, Chicago, New York, Jersey City, Pittsburgh, Tucson et de petites branches dans trente autres villes américaines (73). De cette façon, le message des Frères musulmans militants était disséminé à travers les États-Unis et le djihad faisait des adeptes.

Selon le journaliste pakistanais respecté Ahmed Rashid, la guerre en Afghanistan s'intensifia en 1986, lorsque la CIA prit trois décisions stratégiques (74). Tout d'abord, fournir aux moudjahidin des missiles Stinger de fabrication américaine. Au plus fort de la guerre, on estime que les moudjahidin abattaient en moyenne 1,5 avions afghans soviétiques par jour. La deuxième décision, qui avait pour inspirateurs les services secrets britanniques et l'ISI, fut de lancer des attaques de guérilla dans les territoires soviétiques du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan. Comme on pouvait s'y attendre, la mission fut confiée aux forces d'Hekmatyar, qui remportèrent un succès symbolique, auquel les Soviétiques répondirent en

larguant des bombes incendiaires dans tous les villages voisins. La CIA, jugeant ce type d'opération contre-productif, y mit un terme. Troisièmement, la CIA commença à soutenir l'initiative arabe de recruter des guerriers du djihad dans le monde entier. Rashid décrit la conduite de cette campagne de recrutement : « Le Pakistan avait donné des instructions permanentes à l'ensemble de ses ambassades à l'étranger pour qu'elles délivrent des visas, sans poser de questions, à tous ceux qui voulaient venir se battre avec les moudjahidin. Dans le Moyen-Orient, Ikhwan ul Muslimeen (les Frères musulmans), la Ligue mondiale musulmane et les Extrémistes islamiques palestiniens organisèrent le recrutement et mirent les recrues en contact avec l'ISI. L'ISI et le parti pakistanais Jamaat-e-Islami mirent en place des comités pour accueillir, loger et former les militants étrangers. Ensuite, ils invitèrent les militants à se joindre à des groupes de moudjahidin, habituellement le Hezb-e-Islami Gulbuddin. Cette entreprise était, dans une grande mesure, financée directement par les services secrets de l'Arabie saoudite et les fonds étaient en partie acheminés par l'extrémiste arabe Oussama ben Laden, alors installé à Peshawar. A l'époque, Olivier Roy décrit l'entreprise comme une joint-venture mise en place par l'ISI entre les Saoudiens, les Frères musulmans et le Jamaat-e-Islami (75). »

Ces trois décisions provoquèrent une escalade du conflit et firent clairement comprendre à Gorbatchev que son pays menait une guerre qu'il ne pourrait jamais gagner. Le 14 avril 1988, les Accords de Genève furent signés ; ils exigeaient un retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. Au début de 1989, l'armée soviétique avait quitté l'Afghanistan, non sans avoir installé à Kaboul un régime résolument communiste et bien armé.

L'aide américaine aux moudjahidin cessa presque complètement après la signature des Accords de Genève. Les Soviétiques portaient et l'Occident se félicitait d'avoir remporté la victoire. Pour les États-Unis, la guerre était finie et la CIA ne voulait pas participer à la création d'un régime islamique afghan qui serait sans aucun doute anti-américain. En conséquence, Hekmatyar, Azzam, ben Laden et les chefs de guerre islamiques se sentirent trahis et instrumentalisés.

Les moudjahidin subirent un revers cuisant le 17 août 1988, lorsque le C-130 qui transportait le général Muhammad Zia-ul-Haq, mentor des moudjahidin, s'écrasa quelques minutes après son décollage de l'aéroport de Bahawalpur. Outre le général, étaient au nombre des tués un certain nombre de généraux et l'ambassadeur américain. En novembre, Benazir Bhutto, fille de Zulfikar Bhutto, exécuté par le général Zia, fut élue Premier ministre. Elle mit en place des politiques hostiles aux fondamentalistes et aux seigneurs de la guerre, notamment des lois conçues pour réprimer le trafic de drogue.

En mars 1989, les moudjahidin furent convaincus par des conseillers saoudiens et de l'ISI de lancer une attaque à grande échelle sur le bastion communiste de Djalalabad. Ils leur avaient expliqué que la prise

de Djalalabad permettrait aux forces du président Najibullah de libérer rapidement l'Afghanistan. L'assaut s'avéra l'un des plus grands désastres qu'aient jamais essuyés les moudjahidin: car la ville était bien défendue et protégée par une armée de vétérans qui comprenait un important contingent d'artillerie. Des milliers de moudjahidin furent tués.

A Peshawar, ben Laden et Azzam réagirent avec fureur. Ils firent des déclarations officielles accusant le Pakistan et l'Arabie saoudite de faire partie d'un perfide complot américain. Ce fut la première fois que ben Laden exprima en public son ressentiment croissant envers le régime résolument pro-américain de son pays (76).

L'assassinat de son ami, de celui qui faisait figure de père pour lui, le cheikh Abdallah Azzam, quelques mois plus tard, le marqua encore plus profondément. Le récit du décès de cet homme par un site Web musulman lui a donné une dimension mythique : « Le vendredi 24 novembre 1989 à Peshawar, au Pakistan, il fut tué en même temps que ses deux fils, Mohammed et Ibrahim, par 20 kg de TNT activé par télécommande, alors qu'il se rendait à la prière du vendredi (Jumma). Sa voiture fut pulvérisée dans une rue très fréquentée. L'explosion fut si puissante que des fragments des corps de ses fils furent retrouvés à une centaine de mètres du carnage. L'une des jambes de son fils fut retrouvée suspendue à un câble téléphonique aérien. Néanmoins, gloire à Allah, le Cheikh fut retrouvé parfaitement intact, à l'exception de l'hémorragie interne qui causa sa mort. Maintes personnes présentes confirmeront l'odeur de musc qui émanait de son corps (77). »

À ses débuts, le cheikh Azzam avait contribué à créer l'organisation palestinienne qui prit ensuite le nom de Hamas. Aujourd'hui, la branche militaire du Hamas en Cisjordanie est officiellement connue sous le nom de Brigades Abdallah Azzam (78). A Londres, l'Organisation Azzam fut fondée en son nom et sa filiale Azzam Publications (www.azzam.com) se décrit comme « un média indépendant offrant des nouvelles et des informations authentiques sur le Djihad et les moudjahidin dans le monde entier ». Le site ferma après le 11 septembre 2001 (79).

À la fin de 1989, Oussama ben Laden retourna en Arabie saoudite. Il y fut accueilli comme une célébrité et un héros, mais il éprouvait toujours de l'amertume à propos des luttes intestines qui dévoraient l'Afghanistan et était cynique envers la famille des Saoud. Il se retourna vers sa famille et il occupa brièvement un emploi dans l'entreprise de construction routière des ben Laden. A 32 ans, il était presque un vétéran de la guerre d'Afghanistan, mais son djihad ne faisait que commencer. Les Frères musulmans avaient encore des projets pour lui.

V. Ben Laden en exil

Le 2 août 1990, l'Irak envahit le Koweït et la vie tranquille que ben Laden menait depuis son retour en Arabie saoudite en fut bouleversée. Soudain, il dut répondre à une nouvelle menace et entreprendre une nouvelle mission. Le jour de l'invasion, ben Laden partit de son domicile de Djeddah pour se rendre en jet privé à Riyad. Il alla directement aux bureaux du roi Fahd et fut accueilli par le prince Sultan. Il remit au prince un mémorandum d'une dizaine de pages manuscrites, dans lequel il proposait de lever une armée de dix mille anciens combattants moudjahidin aguerris pour renforcer l'armée saoudienne, libérer le Koweït et en chasser l'armée de Saddam Hussein. Robinson décrit la situation : « Des membres de sa famille se souviennent que, dans les jours suivants, Oussama ne quitta pas son téléphone portable, car il s'attendait à une réponse du roi Fahd. Il appela le bureau du monarque à plusieurs reprises, contacta plusieurs de ses collaborateurs pour réitérer son offre, envoya plusieurs fax et chargea des membres de son personnel de déposer des copies de ses lettres au bureau du roi. Pendant ce temps, il travaillait jour et nuit dans son bureau à rassembler ses forces, à les mobiliser en vue de l'action, convaincu qu'elles seraient essentielles pour gagner la guerre qui l'attendait. Mais, le 7 août, il reçut un camouflet qui le dévora et le courrouce depuis (80). »

Ce jour-là, il fut annoncé que le roi Fahd avait accepté de permettre à une coalition de forces dirigées par les Américains d'occuper le territoire de l'Arabie Saoudite pour protéger son régime et se préparer à libérer le Koweït. L'administration Bush avait fait paniquer le roi Fahd au moyen de rapports contenant des photos satellite montrant les forces de Saddam Hussein massées à la frontière en vue d'envahir l'Arabie saoudite. Les rapports étaient entièrement faux, les photos satellite truquées et la menace une pure invention. L'Irak n'avait pas l'intention d'envahir l'Arabie saoudite, comme le régime irakien tentait de le faire comprendre par la voie diplomatique et les médias internationaux. Néanmoins, le roi Fahd, apeuré, s'imagina que son régime était en danger et autorisa les Etats-Unis à masser des troupes en Arabie saoudite pour préparer l'opération Desert Storm (81).

Oussama ben Laden, avec les dirigeants du mouvement islamique en Arabie Saoudite et dans le monde, considéra cette occupation étrangère des lieux saints musulmans comme une abomination. Bodansky décrit le problème rencontré par le roi Fahd : « Au début du mois d'août 1990, le roi Fahd demanda aux oulémas – les principaux leaders religieux du pays – d'approuver le déploiement des forces américaines. « Les oulémas étaient tous catégoriquement opposés à cette idée », selon un responsable saoudien cité dans une étude de l'érudit saoudien exilé Nawaf Obaid : « ce n'est qu'après de longues discussions avec le roi que, à contrecœur, le Grand Mufti, Abd al-Aziz ibn Abd Allah ibn Baaz, donna son approbation, à condition que la preuve solide d'une menace [irakienne] soit apportée »... La nouvelle de ce conflit entre la Cour et les oulémas se répandit comme une traînée de poudre dans les milieux islamiques de l'Arabie saoudite (82). »

Voici ce que ben Laden déclara à propos du roi Fahd dans une interview en 1998 : « Tout gouvernement qui vend les intérêts de son peuple et trahit son peuple et prend des mesures qui l'excluent de la nation musulmane est condamné à l'échec. Nous annonçons que le dirigeant de Riyad et ceux qui, comme lui, sont aux côtés des juifs et des chrétiens, que ce soient des Américains ou d'autres, s'écrouleront. Ils ont abandonné la nation musulmane. Nous annonçons que, comme la famille royale iranienne, le Shah, ils seront anéantis et disparaîtront. Après que Allah les a rendus propriétaires des terres les plus saintes et leur a donné une richesse inconnue auparavant, grâce au pétrole, ils continuent à pécher et ne valorisent pas le don d'Allah. Nous annonçons leur destruction et leur anéantissement (83)... »

L'Opération Tempête du désert prit fin le 28 février 1991, mais, comme l'occupation étrangère continuait, ben Laden ne cessa pas de critiquer ouvertement le régime saoudien. Il faisait des discours lors de réunions et dans les mosquées et, en conséquence, il commença à être étroitement surveillé par la police secrète saoudienne. Ben Laden finit par recevoir des menaces et Robinson écrit que certains de ses parents se rappellent qu'il lui arriva même d'être cerné et passé à tabac par un groupe de « jeunes » (peut-être des agents des services secrets saoudiens) pour avoir critiqué le gouvernement (84). Ben Laden commença à se rendre compte qu'il n'était pas le bienvenu dans son pays d'origine et qu'il serait mieux en mesure de poursuivre ses objectifs à l'étranger. En avril 1991, il réussit à quitter l'Arabie saoudite en prétextant la signature d'un contrat d'affaires au Pakistan. Il n'avait pas l'intention d'y revenir.

Ben Laden passa environ huit mois au Pakistan et en Afghanistan, mais, même là-bas, il ne se sentit pas complètement libre. Le gouvernement pakistanais n'était pas particulièrement favorable aux islamistes à cette époque et ben Laden eut vent de la rumeur que les services secrets saoudiens collaboraient avec l'ISI pour l'arrêter et le ramener en Arabie saoudite. Ses relations étroites avec Hekmatyar posaient aussi un problème, parce que Hekmatyar avait provoqué la colère des Saoudiens par son soutien marqué à Saddam Hussein lors de Desert Storm. Dans tout le Moyen-Orient, les islamistes reculaient. L'Afghanistan était en pleine guerre civile, l'Arabie saoudite et le Pakistan les réprimaient, l'Egypte aussi et l'Iran était chiite et hostile aux sunnites. En conséquence, beaucoup des islamistes les plus fanatiques se réfugièrent à Londres, où ils furent toujours bien accueillis, ou dans la toute jeune République islamique du Soudan, où Ben Laden fut invité.

Le Soudan devint le bastion officiel de l'intégrisme islamique à partir du 30 juin 1989, lorsque le général Omar Hassan Ahmed el-Bechir prit le pouvoir par un coup d'Etat militaire. En août, quelques mois plus tard, le rôle du Soudan fut confirmé lors d'une réunion de la Confrérie internationale musulmane à Londres. Le délégué du Soudan était un homme du nom d'Hassan al-Tourabi. Il s'imposerait comme le véritable homme fort du Soudan et comme le mentor d'Oussama ben Laden.

Hassan al-Tourabi, né en 1932, avait été éduqué dans des écoles de langue anglaise au Soudan et endoctriné dans l'islam par son père. Il obtint un diplôme en droit au Gordon College de Khartoum en 1955 et c'est vers cette époque qu'il rejoignit les Frères musulmans. Boursier à l'Université de Londres, il y obtint une maîtrise en droit. Al-Tourabi fréquenta ensuite la Sorbonne, où il obtint son doctorat en 1964. De retour au Soudan, il apparut comme le leader intellectuel, le porte-parole du mouvement islamique et le chef de la branche soudanaise des Frères musulmans. Il est surnommé le pape noir de l'Afrique (85).

Lors de la réunion des Frères musulmans à Londres en 1989, il fut décidé que le Soudan serait la nouvelle base du mouvement islamique et un Conseil de direction des Frères musulmans de dix-neuf membres fut ensuite établi à Khartoum sous la présidence d'al-Tourabi. Ce conseil contribua à réorganiser le mouvement islamique à la suite de la guerre soviéto-afghane et, en avril 1991, une Conférence populaire arabo-islamique eut lieu à Khartoum. C'était un congrès d'islamistes et de groupes terroristes du monde entier. Il permit de créer l'Organisation internationale populaire. L'OIP établit ensuite à Khartoum un autre conseil, d'une cinquantaine de membres, représentant chacun un pays engagé dans le combat islamique (86).

La Confrérie internationale musulmane ne se contente pas de créer des conseils à n'en plus finir. Elle contrôle également la Légion internationale de l'islam, ou Légion islamique, qui apparut au cours des années 1980 et est implantée principalement au Pakistan, en Afghanistan et aussi à Téhéran. Dans les années 1990, la Légion islamique fonctionnait fort efficacement depuis Khartoum. La Légion islamique est tout simplement un réseau officieux d'organisations militaires visant à coordonner le djihad mondial. Bodansky, directeur du Groupe de travail du Congrès sur le terrorisme et la guerre non conventionnelle et auteur de la biographie de ben Laden souvent citée dans cette étude, appelle la Légion islamique le Mouvement islamique armé.

Le mouvement islamique subit un terrible revers le 5 juillet 1991, lorsque la Banque de Crédit et de Commerce international fut finalement fermée par la Banque d'Angleterre. Elle avait été un élément important du réseau financier du mouvement islamique mondial. Pour que le mouvement puisse exploiter tout son potentiel, ses dirigeants savaient qu'un nouveau réseau financier devait être mis en place. C'est peut-être une des raisons pour lesquelles ben Laden fut invité au Soudan, car ben Laden était marié à la sœur de Khalid Bin Mahfouz. Les auteurs de « Ben Laden : La Vérité interdite » (p. 289) décrivent ainsi Mahfouz : « Entre 1986 et 1990, Khalid Salim Bin Mahfouz a été l'un des principaux dirigeants de la BCCI, dont il fut le directeur opérationnel. Sa famille détenait environ 20 % du capital de la banque. Khalid Bin Mahfouz a été inculpé aux États-Unis en 1992 pour fraude fiscale dans le cadre de l'affaire de la BCCI. En 1995, tenu pour solidairement responsable de la faillite de la BCCI, il a accepté

une transaction consistant dans le versement d'une amende de 245 millions de dollars aux créanciers de la banque, [ce qui leur permet d'indemniser une partie des clients de la banque. Les charges retenues contre la banque était le détournement de fonds et la violation des lois bancaires américaines, luxembourgeoises et britanniques] (87). »

En 1999, le Parlement français créa une Commission d'enquête sur le blanchiment d'argent dans le monde. Après avoir rendu public ses rapports sur le Liechtenstein, Monaco et la Suisse, elle rendit, le 10 octobre 2001, la conclusion de ses enquêtes approfondies sur le système bancaire de la Grande-Bretagne : « La City de Londres... (est) très attrayante pour les blanchisseurs d'argent sale » et Gibraltar et les dépendances de la Couronne sont « la fine fleur des paradis financiers spécialistes de l'offshore (88). »

Un appendice de 70 pages à ce rapport de 400 pages, intitulé « L'environnement économique d'Oussama ben Laden », portait spécifiquement sur le réseau financier londonien d'Oussama ben Laden. Le rapport conclut qu'une quarantaine de banques, d'entreprises (dont des organisations à Londres, Oxford, Cheltenham, Cambridge et Leeds) et de particuliers britanniques ont été associés à ce réseau.

L'auteur, Jean-Charles Brisard, propose cette conclusion dans son livre La vérité interdite : « Le réseau financier identifié autour d'Ossama ben Laden et de ses investissements correspond dans son architecture générale au réseau mis en place dans les années 80 par la BCCI pour ses opérations frauduleuses, avec souvent une une identité des acteurs (anciens dirigeants ou cadres de la banque et de ses filiales, marchands d'armes et de pétrole, investisseurs saoudiens et parfois des structures (NCB, Attock, BAI)). »

« L'étude relève la survie des réseaux de financement de la BCCI en dépit de l'appui parallèle dont bénéficie Ossama Bin Laden de la part des mouvements politiques ou terroristes de la mouvance islamiste. La convergence des intérêts financiers et terroristes, réalisée notamment en Grande-Bretagne et au Soudan, ne semble pas avoir constitué un obstacle par rapport aux objectifs poursuivis. La conjonction d'un réseau terroriste adossé à une vaste structure de financement est le trait dominant des opérations conduites par Ossama Bin Laden (89). »

Et maintenant, je vais vous présenter une thèse sur laquelle nous reviendrons souvent dans le reste de cette étude. Tout simplement, Oussama ben Laden n'est pas le chef de ce réseau financier secret, ténébreux, qui fait surface de temps en temps comme source de financement des activités terroristes de ben Laden. Oussama ben Laden n'est pas et n'a jamais été le chef du mouvement islamique

international, qui, en réalité, est dirigé par la Confrérie internationale musulmane. Oussama ben Laden a été utilisé efficacement comme figure de proue de la branche militante de la Confrérie pour assumer la responsabilité des atrocités commises par celle-ci, mais il n'est pas le cerveau de toute l'opération, ni même des opérations qu'on lui demande de mener.

De la même manière, les Frères musulmans sont instrumentalisés par les mondialistes, dont l'objectif principal est de renverser l'ordre mondial établi et de créer un système de gouvernance mondiale. Cette seconde thèse, plus extraordinaire encore, sera présentée plus tard.

La Confrérie internationale musulmane avait utilisé la BCCI pour financer ses activités. A sa fermeture, en juillet 1991, après que les islamistes eurent tenu au Soudan les réunions au sommet qui ont été évoquées plus haut, ils appelèrent Oussama ben Laden à la rescousse, pour les aider à organiser la reconstruction du réseau, Ben Laden s'était forgé une réputation d'excellent organisateur au cours des années qu'il avait passées à diriger le MAK à Peshawar et donc il était l'homme de la situation et les relations étroites qu'ils entretenaient avec son beau-frère Khalid Bin Mahfouz étaient un avantage supplémentaire. Mahfouz connaissait le système bancaire britannique comme sa poche et savait exactement à quelles banques et à quels banquiers britanniques il pouvait faire confiance pour reconstruire le réseau secret presque en toute légalité. Robinson écrit à propos de la résurrection de ce réseau, qui doit beaucoup aux talents d'organisateur de ben Laden : « Au bout de quelques mois, Oussama dévoila à un al-Tourabi étonné ce qu'il appelait le Groupe de la Fraternité. C'était un réseau de 134 hommes d'affaires arabes dont les intérêts, mis bout à bout, formaient un empire commercial qui s'étendait dans le monde entier. Ils avaient des comptes bancaires dans presque tous les pays et, collectivement, ils déplaçaient régulièrement des milliards de dollars dans le cadre de leurs activités légales. C'était la devanture idéale. Le Groupe de la Fraternité en vint à être utilisé par des groupes terroristes dans le monde entier. Oussama était la coqueluche de son secteur (90). »

Ben Laden contribua aussi à dynamiser l'industrie bancaire du Soudan, où il investit cinquante millions de dollars pour exploiter la Shamal Islamic Bank El Khartoum. C'était la banque de ben Laden, qu'il détenait en partenariat avec le Front National islamique du Soudan, la branche soudanaise de la Confrérie internationale musulmane.

Après avoir aidé les Frères musulmans à reconstruire leur réseau financier, ben Laden fut retenu au Soudan par des projets liés à sa profession d'entrepreneur. Une entreprise fut créée conjointement par ben Laden, l'armée soudanaise et le Front national islamique du Soudan. Elle s'appelait Al-Hijra for Construction and Developpement Ltd. De grands projets furent entrepris, dont le développement de Port Soudan par la construction d'un aéroport et d'une autoroute à quatre voies de 1050 km jusqu'à

Khartoum, l'élargissement du Nil Bleu et la construction du barrage de Rosaires. Les lignes de chemin de fer furent améliorées, plusieurs petits aéroports construits et les routes goudronnées dans tout le pays (91).

Alors que ben Laden était en train de construire l'infrastructure du Soudan, la Confrérie internationale musulmane se préparait à affronter l'armée américaine en Somalie. Bien que l'intention d'engager des forces américaines en Somalie pour des « raisons humanitaires » ne fut pas rendue publique avant la fin de 1992, il semble que la Confrérie internationale musulmane ait anticipé l'intervention américaine dès la chute du gouvernement somalien, en janvier 1992. Il semble aussi que tout avait été prévu pour que l'armée américaine affronte les islamistes en Somalie et que sa mission échoue.

Comme il a été mentionné précédemment, le Soudan annonça son intention de devenir une base militante de la Confrérie internationale musulmane à la réunion de 1989 à Londres. Dans les semaines suivantes, des organisations telles que celle d'Abou Nidal, le Hamas et le Hezbollah iranien au Liban établirent des bureaux à Khartoum. Peu de temps après, des camps d'entraînement furent ouverts et ben Laden y fut invité. A la fin de 1991, l'Iran et le Soudan formèrent une alliance stratégique. Cette coopération entre fondamentalistes chiites et sunnites attira immédiatement l'attention des régimes égyptien et saoudien et il fut entendu que le Soudan était en train de devenir une menace.

Al-Tourabi fit alors la tournée des capitales occidentales. Selon Jacquard, en 1992, il se rendit à Londres, où il fut invité à l'Institut royal des affaires internationales. C'est le siège des mondialistes britanniques et l'organisation mère du Council on Foreign Relations. Après cette visite, il fit un voyage aux Etats-Unis, où il fut reçu officiellement à Washington (92). De retour au Soudan, al-Tourabi établit des relations avec le seigneur de guerre somalien Mohamed Farrah Aidid. Bodansky explique : « Les terroristes somaliens reçurent de l'équipement et des armes pour les milices qu'ils devaient former et encadrer. Certaines de ces milices étaient sorties tout droit des rangs des principaux partis somaliens, tandis que d'autres étaient totalement indépendantes, ne répondant qu'à Khartoum... Téhéran, qui contrôlait et finançait ces terroristes somaliens via le Soudan, prévoyait de les utiliser contre les États-Unis, de la même façon que Téhéran, avec la Syrie, avait utilisé le Hezbollah contre les Casques bleus américains à Beyrouth au début des années 1980 (93). »

À la fin de 1992, la Confrérie internationale musulmane demanda au cheikh Tarek al-Fadli de quitter Londres, où il vivait confortablement, pour revenir au Yémen, afin d'organiser une cellule terroriste contre les forces américaines qui devaient bientôt y séjourner avant d'aller en Somalie. Ben Laden avait rencontré al-Fadli en Afghanistan et, en tout cas, contribua à mettre le cheikh en contact avec les milliers de Yéménites « afghans » qui étaient rentrés chez eux. Al-Fadli entra clandestinement au Yémen

« à la mi-novembre », selon Bodansky, alors que l'administration Clinton ne révéla son intention d'engager des forces américaines en Somalie que le 28 novembre (94).

Les forces américaines débarquèrent sur les plages somaliennes le 9 décembre 1992, ridiculement filmées par les hordes de médias internationaux qui les y attendaient de pied ferme. La majorité des citoyens américains, particulièrement les militaires, se demandaient pourquoi diable l'armée américaine essayait de faire respecter l'ordre dans un pays islamique chaotique et ingrat comme la Somalie.

L'opération apparut d'abord comme un succès et l'aide humanitaire fut autorisée à y être acheminée. Les islamistes attendaient tout simplement leur heure pour frapper. Leur première attaque eut lieu au Yémen, le 29 décembre, La toute nouvelle organisation d'Al-Fadli, le Djihad islamique yéménite, fit exploser des bombes à l'Hôtel Aden et au Golden Moor, tuant trois personnes et en blessant cinq. Une des bombes explosa peu après le passage d'un contingent de cent Marines en route pour la Somalie. Une autre équipe, armée de lance-grenades manqua aussi sa cible et fut capturée près des clôtures d'un aéroport près duquel les avions de transport de l'armée de l'air américaine étaient stationnés. Al-Fadli et quelques-uns de ses partisans se rendirent le 8 janvier 1993. Le reste des Yéménites « afghans » furent transportés par avion en Somalie par Oussama ben Laden à la mi-1993, Ben Laden se vanta plus tard dans une interview de ce que cette opération lui avait coûté trois millions de dollars sur ses propres deniers (95).

Le 5 juin 1993, de retour à Mogadiscio, les forces du général Aidid tendirent une embuscade à un détachement pakistanais des forces de l'ONU, tuant vingt-trois Casques bleus. Aidid quitta la Somalie et arriva en juin à Khartoum pour participer à une réunion au sommet organisée par les islamistes. Al-Tourabi, ben Laden, un certain nombre d'agents iraniens et le chef du Djihad islamique égyptien, al-Zaouahiri, étaient également présents. La réunion portait sur l'expulsion des États-Unis et de l'ONU de Somalie. Bodansky écrit que l'opération fut dirigée par al-Tourabi et al-Zaouahiri, ainsi que par plusieurs autres Arabes « afghans » servant sous leurs ordres comme commandants militaires. Ben Laden, comme d'habitude, était responsable de l'appui logistique. À l'automne 1993, al-Zaouahiri entra en Somalie, où il coordonna les opérations avec les commandants militaires d'Aidid (96).

La résistance à l'opération Restore Hope atteignit son plus haut point le 3 octobre 1993. Les événements de cette journée ont été reconstitués d'une manière inoubliable dans le film hollywoodien Blackhawk Down. Ce jour-là, les forces d'Aidid réussirent à abattre deux hélicoptères Blackhawk, à blesser soixante-dix huit soldats américains, à en tuer dix-huit et à en capturer un. Un millier de combattants et de civils somaliens furent tués dans le carnage. Après cet incident, il devint évident pour l'administration Clinton

que l'opération somalienne devait prendre fin. En mars 1994, la quasi-totalité des forces américaines s'étaient retirées, laissant les islamistes au pouvoir.

Ben Laden considéra que c'était là une autre grande victoire pour l'Islam. D'abord, les Soviétiques avaient été battus et expulsés d'Afghanistan et maintenant les Etats-Unis avaient été battus et expulsés de Somalie. Deux superpuissances avaient été battues par la force des armes de l'islam. Robinson rapporte cet extrait d'une interview de ben Laden : « Les soi-disant superpuissances ont disparu. Nous pensons que les Etats-Unis sont très nettement plus faibles que la Russie. D'après les rapports que nous avons reçus de nos frères qui ont participé au djihad en Somalie, nous avons appris qu'ils ont été témoins de la faiblesse, de la fragilité et de la lâcheté des troupes américaines. Seuls quatre-vingt soldats américains ont été tués. Néanmoins, ils ont fui dans le cœur des ténèbres, frustrés, après avoir donné des sueurs froides aux concepteurs du nouvel ordre mondial (97)... »

VI. Le World Trade Center

Sous la direction d'al-Tourabi, le Soudan avait remporté une grande victoire pour les Frères musulmans, en expulsant les Etats-Unis de Somalie. Mais, avant même de s'engager en Somalie, les Frères musulmans avaient frappé au cœur des États-Unis. Le 26 février 1993, l'attentat du World Trade Center avait fait six morts et blessé un millier de personnes, sans compter que le coût des dégâts s'élevait à plus de 250 millions de dollars. L'intention de l'auteur de l'attentat, Ramzi Youssef, était de faire s'écrouler les tours l'une sur l'autre et, en même temps, de répandre un nuage de gaz de cyanure sur New York. Heureusement, l'explosion dans la structure du parking souterrain ne fut pas assez puissante pour ébranler la tour, mais suffit à brûler le gaz de cyanure.

Les grands médias portèrent leur attention sur le cheikh aveugle, Omar Abdel Rahman, arrêté, jugé et condamné pour avoir participé à la conspiration. Chef du Jamaat al-Islamiyya (Groupe islamique), il avait été emprisonné en Egypte pour son soutien moral aux assassins de Sadate. Quand il fut libéré en 1985, il se rendit au Pakistan, où il rencontra Hekmatyar et Abdullah Azzam. Il devint un religieux très célèbre dans les milieux islamiques, bien connu pour sa prédication militante courageuse et pour sa haine de Moubarak. A la fin des années 1980, il passa son temps à prêcher dans des centres islamiques, dans toute l'Arabie Saoudite et même en Grande-Bretagne, en Allemagne et aux Etats-Unis, avec la bénédiction de la CIA. Il rencontra également à plusieurs reprises al-Tourabi à Khartoum et à Londres (98).

En mai 1990, il obtint un visa auprès du consulat américain à Khartoum, en dépit du fait que son nom figurait sur une liste du Département d'Etat des personnes soupçonnées de terrorisme. Son visa lui fut délivré par un agent de la CIA se faisant passer pour un fonctionnaire. Rahman s'installa dans le New Jersey, où il commença à prêcher le même message militant qu'il avait toujours prêché. En novembre 1990, le Département d'Etat annula le visa de Rahman et conseilla à l'INS de garder un œil sur lui. Cinq mois plus tard, l'INS, au lieu de l'expulser, lui délivra une carte verte (99).

L'installation du cheikh Rahman aux États-Unis avait été financée par les Frères musulmans à travers au moins deux personnes. L'une d'elle était Mahmoud Abou Halima, un membre de la Confrérie qui avait travaillé avec la CIA en Afghanistan et établi un réseau de contacts avec les musulmans extrémistes et les Black Panthers aux États-Unis. L'autre était Moustapha Chalabi, directeur du Centre Al Kifah d'Abdullah Azzam à Brooklyn (100).

Après que Rahman eut ouvert sa mosquée dans le New Jersey, ses associés et lui commencèrent à exercer des pressions sur Chalabi, pour qu'il laisse Rahman prendre le contrôle du Centre Al Kifah et de ses 2 millions de dollars en actifs. Chalabi céda à cette menace et quitta Brooklyn pour Peshawar en mars 1991, L'homme choisi pour lui succéder en tant que directeur du Centre était un Libano-Américain du nom de Wadih el-Hage, un homme étroitement lié à la Confrérie musulmane (il en était probablement membre) qui vivait à l'époque à Arlington, au Texas. Mais la transition fut compliquée par l'assassinat de Chalabi le 26 février et, bien qu'el-Hage était à Brooklyn à l'époque, il ne prit pas la succession de Chalabi à la tête du Centre Al-Kifah. Il rentra chez lui, à Arlington, où il continua son travail d'exportateur de voitures au Moyen-Orient. Environ deux ans plus tard, il fut appelé au Soudan, où il travailla pour Oussama ben Laden, en exportant les marchandises agricoles que produisaient les sociétés du Saoudien. Il finit par devenir son secrétaire personnel. Aujourd'hui, il est emprisonné aux États-Unis à cause de ses liens avec Al-Qaïda et du rôle qu'il aurait joué dans les attentats à la bombe contre des ambassades états-uniennes en Afrique en 1998 – il convient d'employer le conditionnel parce qu'il s'avère qu'il était retourné aux États-Unis en 1997 (101).

À Brooklyn, le Centre Al Kifah passa sous le contrôle du réseau de cheikh Rahman. En septembre 1992, le réseau fit venir Ramzi Youssef aux États-Unis. Youssef est maintenant généralement reconnu comme le cerveau de l'attentat du World Trade Center et son cas représente un défi intéressant. Il entra aux États-Unis avec un passeport irakien au nom de Ramzi Youssef. Il n'avait pas de visa, mais l'asile politique lui fut accordé. Quelques mois plus tard, il se rendit au consulat du Pakistan et, après avoir présenté les documents requis, il se vit remettre un passeport au nom d'Abdul Basit Karim. L'enquête du gouvernement américain sur Ramzi Youssef conclut qu'Abdul Basit Karim était effectivement sa véritable identité.

Abdul Basit Karim était né au Koweït en 1968 d'un père pakistanais et d'une mère palestinienne. Son père était un employé de Kuwait Airlines. En 1984, Karim s'installa en Grande-Bretagne et y commença ses études. Il prit des cours d'anglais à l'Oxford College of Further Education et fréquenta le West Glamorgan Institute à Swansea, où il obtint un diplôme en génie électronique en 1989. De ses propres aveux, recueillis après qu'il eut été finalement arrêté et extradé aux États-Unis en 1995, il fut recruté dans le mouvement islamique en 1987, alors qu'il vivait à Swansea, après avoir été approché par des membres locaux des Frères musulmans. À l'été 1988, il se rendit au Pakistan, où il séjourna dans l'un des nombreux camps d'entraînement moudjahidin financés par la Confrérie. Après avoir obtenu son diplôme en 1989, il fut blessé dans l'explosion d'une bombe qu'il avait lui-même fabriquée pour se faire la main, à Karachi. Au cours de l'invasion du Koweït, il était dans ce pays, où, selon le ministre de l'Intérieur koweïtien, il collaborait avec les Irakiens, puis, avant Desert Storm, il s'enfuit aux Philippines, où il mit ses compétences dans la fabrication de bombes au service des nouveaux groupes islamiques qui commençaient à faire parler d'eux dans ce pays. Abdul Basit Karim, alias Ramzi Youssef, était un agent des Frères musulmans et un expert dans la fabrication de bombes et le réseau l'amena aux États-Unis à la fin de 1992 dans le seul but de détruire le World Trade Center (102).

Une autre théorie sur la véritable identité de Ramzi Youssef, qui, malheureusement, a reçu beaucoup de publicité, doit être mentionnée. Au lendemain de l'attentat de 1993, de nombreux Conservateurs s'efforcèrent d'en attribuer la responsabilité à l'Irak de Saddam Hussein. Cette théorie avait été bâtie par l'analyste très respectée Laurie Mylroie et reprise par le directeur de la CIA James Woolsey, prêt à se raccrocher à tout ce qui pouvait occulter la participation de la CIA à l'attentat. Selon cette théorie, Abdul Basit Karim était un universitaire affable qui fut assassiné par les services secrets irakiens lors d'occupation du Koweït par l'Irak en 1990 et l'identité de Karim avait été usurpée par le super-agent irakien Ramzi Youssef. Cette théorie repose presque entièrement sur le fait que les papiers koweïtiens de Karim avaient été manifestement falsifiés avant 1993, à l'époque où ils furent découverts au cours de l'enquête sur l'attentat du WTC. Mylroie et compagnie en conclurent que les Irakiens devaient les avoir falsifiés pour permettre à Youssef de prendre l'identité de Karim. Comme les empreintes digitales qui figuraient dans le passeport de Karim correspondaient à celles de Youssef, Mylroie alléguait que cela confirmait que le passeport avait été falsifié. Cette théorie fut rapidement soutenue par un certain nombre de Conservateurs aux États-Unis ainsi que par plusieurs journalistes célèbres en Grande-Bretagne (103).

Mylroie n'envisage pas la possibilité que les documents aient été altérés pour cacher la collaboration de Karim avec les envahisseurs irakiens et avec les Frères musulmans, qui soutenaient l'Irak lors de l'invasion du Koweït. La théorie élaborée par Mylroie fut naturellement soutenue par plusieurs membres de l'Université de Swansea. Ken Reid, le directeur adjoint, affirma que Karim ne faisait ni la même taille ni le même poids que Youssef. Il déclara également que Karim, contrairement à Youssef, avait un œil déformé et que ses oreilles et sa bouche étaient plus petites que celles de Youssef (104). Brad White, journaliste à CBS et ancien enquêteur du Sénat, prit fait et cause pour Mylroie et interrogea

les enseignants qui avaient connu Karim. « Deux personnes se souviennent bien d'Abdul Basit, mais ont été incapables de l'identifier formellement sur les photos qui leur ont été montrées. Elles eurent l'impression que, même s'il y avait une certaine ressemblance entre eux, il ne s'agissait pas de la même personne. « Nous avons le sentiment, dirent-elles à White, que Ramzi Youssef n'est probablement pas Basit » (105). » Toutefois, ces prétendues différences peuvent être expliquées par la bombe qui lui avait explosé au visage, alors qu'il était en train de la fabriquer à Karachi en 1989..

Un journaliste britannique décrivit l'anglais de Youssef comme « épouvantable » et spécula qu'il ne pouvait pas être le Karim qui avait vécu en Grande-Bretagne pendant quatre ans et avait pris des cours de langue à Oxford (106). La manière dont Youssef se comporta lors de son procès semble cependant ruiner cette hypothèse : « il a insisté pour se représenter lui-même lors de son premier procès, il faisait belle figure, dans sa veste croisée faite sur mesure, jouait fréquemment de son charme et se représentait étonnamment bien, amenant même des témoins hostiles à se contredire (107). » Si son anglais avait été « épouvantable », aurait-il pu se représenter si bien à son procès ?

Simon Reeve, dans son livre *The New Jackals*, confronte les allégations selon lesquelles Youssef n'était pas Karim. Il mentionne Neil Herman, le responsable de l'enquête du FBI sur l'attentat de 1993 et cite aussi plusieurs des amis de Basit à Swansea : « ... Neil Herman et le FBI sont convaincus que Youssef et Karim sont une seule et même personne et plusieurs anciens élèves se souviennent de Ramzi – leur « fantasque » et « fougueux » ancien camarade – et l'identifient. « Tantôt il était votre ami, tantôt... », déclara un étudiant gallois. Un autre étudiant de l'Université de Swansea se souvient qu'un de ses amis – un Anglais d'origine asiatique -, qui se trouvait être aussi celui de Youssef, mentionna avoir eu une conversation politique avec celui-ci. « C'est, lui dit-il, un vrai cinglé ». Un autre étudiant conservait des articles de journaux sur le procès de Youssef. A l'époque où Youssef était toujours en fuite, il se souvient avoir comparé les photos de lui qui étaient publiées dans les journaux avec ceux de ses albums. « Elle, disait-il à ses amis en feuilletant l'album, c'est mon amie Jane, elle est enseignante, Lui, c'est mon ami Phil, il est ingénieur et puis [se tournant vers les articles], lui, c'est mon ami Ramzi, le terroriste international et l'homme le plus recherché dans le monde (108). » »

Quoi qu'il en soit, il est compréhensible que l'Université de Swansea ait voulu se distancier d'un cerveau terroriste comme Youssef et il est également compréhensible que des Conservateurs comme Mylroie aient été si désireux de rendre une « puissance supérieure » responsable de l'attentat du WTC. Il existait une puissance supérieure, mais ce n'était pas l'Irak et la plupart des Conservateurs sont tellement anglophiles qu'il leur est impossible de porter un regard critique sur la Grande-Bretagne, où les Frères musulmans sont basés.

La question de la véritable identité de Youssef a finalement été réglée dans les semaines qui suivirent le 11 septembre 2001, L'ancien chef de la CIA, James Woolsey, fut envoyé à Londres pour recueillir toutes les preuves possibles de la responsabilité au moins partielle de l'Irak dans ces attaques. Son voyage fut financé de manière indépendante par Paul Wolfowitz, le belliciste secrétaire adjoint à la Défense, ce qui créa une scission au sein de l'administration Bush et suscita la colère du Département d'Etat et de la CIA (109). Woolsey s'intéressa surtout aux allégations selon lesquelles le pirate de l'air Mohammed Atta avait rencontré les services de renseignement irakiens à Prague et se pencha également sur les prétendus liens de Youssef avec l'Irak : « une des autres pistes que suivit Woolsey en Grande-Bretagne fut celle d'un terroriste koweïtien maintenant en prison connu sous le nom Ramzi Youssef, dont le vrai nom est Abdul Basit. Woolsey affirme que Youssef est un agent irakien qui a enlevé Basit et a usurpé son identité. L'enquête de Woolsey a fait de lui la risée de la police et des services secrets britanniques, qui sont « stupéfiées » par ses activités, selon un responsable britannique. Mais le manque de crédibilité de Woolsey n'a pas empêché les grands médias de le citer longuement pour attiser l'hystérie anti-irakienne (110). »

Woolsey rencontra des membres des services de renseignement britanniques qui, à sa consternation, souscrivirent à la conclusion à laquelle les enquêteurs américains étaient arrivés dans le procès de Youssef et confirmèrent que Ramzi Youssef était vraiment Abdul Basit et non un imposteur irakien. L'affaire a été abandonnée depuis, bien que Mylroie continue de croire que les Britanniques font tout leur possible pour couvrir Saddam Hussein (111), alors même que Tony Blair s'échine à trouver des raisons d'appuyer le plan américain d'invasion de l'Irak.

Abdoul Basit Karim, alias Ramzi Youssef, fuit les Etats-Unis pour Karachi immédiatement après l'attentat du 26 février 1993. En 1994, il était de retour aux Philippines, où il rejoignit la cellule des Frères musulmans qui avait été montée pour appuyer le nouveau groupe terroriste Abu Sayyaf à Mindanao. Karim y rencontra Mohamed Jamal Khalifah, beau-frère d'Oussama ben Laden, qui avait contribué à financer la création du groupe Abu Sayyaf. Ce groupe tire son nom du militant islamiste Rasul Sayyaf Abdurrah (112). Le Dr Sayyaf obtint son doctorat à l'Université Al Azhar et devint l'un des théologiens les plus importants de l'Afghanistan. Il fonda l'Université de Sawala al-Jihad à Peshawar vers 1990 et est aujourd'hui un féroce critique militant du nouveau gouvernement Karzaï et un ennemi des États-Unis. Abu Sayyaf est considéré par beaucoup comme un groupe paravent d'Al-Qaïda, mais, en réalité, il s'agit d'un groupe des Frères musulmans qui a été conçu bien avant qu'Oussama Ben Laden soit présenté comme le « cerveau du terrorisme international ».

Aux Philippines, Abdoul Basit Karim, alias Youssef, collabora étroitement avec son oncle Khaled Cheikh Mohammed, désormais perçu comme le cerveau opérationnel des attentats du 11 septembre et soupçonné d'être le cerveau de l'attentat du WTC. Comme Karim, Mohammed était né au Koweït, mais lui s'installa au Pakistan (113) Les dossiers koweïtiens montrent que toute la famille de Karim quitta le

Koweït pour le Pakistan le 26 août 1990, au cours de l'occupation irakienne (114). Les services secrets indiens estiment que toute la famille est originaire de la province pakistanaise du Baloutchistan et que Karim ne fit que grandir au Koweït (115). En tout cas, Karim et son oncle Khaled, ancien élève d'un établissement d'enseignement supérieur de Caroline du Nord (116), sont les terroristes qui sont à l'origine de l'opération qui fut finalement accomplie le 11 septembre. La police philippine découvrit le complot, appelé Opération Bojinka, lorsque, alertée par une alarme, qui s'avéra s'être déclenchée à la suite d'un incident dans la fabrication d'une bombe, elle perquisitionna l'appartement de Karim. Un ordinateur fut saisi qui contenait les plans de onze avions de ligne américains et des instructions pour y poser des bombes réglées pour exploser simultanément. Un des membres de la cellule qui fut capturé, Abdoul Hakim Murad, admit plus tard, lors de son interrogatoire, que la deuxième phase du plan consistait à détourner deux avions de ligne et à les faire s'écraser sur des cibles telles que le siège de la CIA, la Maison Blanche, le Pentagone et, éventuellement, certains gratte-ciel. Murad en était sûr, parce qu'il avait fréquenté plusieurs écoles de pilotage américaines, au Texas, à New York et en Caroline du Nord et il était prévu qu'il fasse partie des kamikazes (117).

La découverte du complot et la désorganisation de la cellule terroriste fut un triomphe pour les services de renseignement philippins et la CIA décerna à l'inspecteur principal Aida D. Fariscal un certificat de mérite, « En reconnaissance de vos efforts et de votre coopération personnels remarquables » (118). La CIA s'empessa ensuite d'oublier l'Opération Bojinka.

Karim, alias Ramzi Youssef, eut le plus grand mal à éviter d'être arrêté et à s'enfuir des Philippines, mais il laissa derrière lui plusieurs ouvrages spécialisés de référence qu'il avait volés à la bibliothèque de l'Université de Swansea (ce qui confirme qu'il était bien « Karim ») (119). Il revint au Pakistan, où il s'évanouit facilement dans le vaste réseau islamique qui s'y trouvait. Il aurait continué à jouer un rôle de premier plan dans le réseau terroriste mondial, s'il n'avait pas été trahi par un de ses plus proches collaborateurs. Un musulman sud-africain recruté par Karim donna des informations sur les allées et venues de celui-ci en échange des 2 millions de dollars de récompense offerts par le gouvernement américain pour son arrestation. Karim fut arrêté dans son appartement par des responsables des services de sécurité américains et pakistanais le 7 février 1995. L'informateur reçut la récompense et vit maintenant avec sa famille aux Etats-Unis sous une nouvelle identité, dans le cadre du Programme de protection des témoins (120). Karim fut extradé vers les États-Unis, jugé et condamné pour l'attentat du WTC. « Ramzi Youssef » purge maintenant une peine de 240 ans.

L'oncle de Karim aussi s'enfuit des Philippines. Cependant, en 1996, alors qu'il séjournait au Qatar, le gouvernement de cet émirat et le FBI signèrent un accord qui prévoyait que les autorités qataries arrêteraient Khaled Cheikh Mohammed et le livreraient aux Etats-Unis. Le FBI envoya une équipe au Qatar. Khaled Cheikh Mohammed devait leur être livré dans un hôtel. Mais, à la dernière minute, tout fut annulé. Apparemment, une « puissance supérieure » était intervenue in extremis et Khaled Cheikh

Mohammed avait été mis à l'abri. Il s'enfuit à Prague, où il installa son nouveau quartier général et prit le nom de Mustafa Nasir. Qui aurait pu intervenir pour torpiller au dernier moment un accord important entre deux gouvernements souverains ? La personne qui intervint dans l'affaire aurait été le ministre qatari des affaires religieuses (121). L'autre facteur qui doit être pris en compte est que le Qatar est le lieu de résidence de l'un des théologiens les plus éminents et les plus véhéments des Frères musulmans, le Dr Youssef al-Qaradâwî, doyen des études islamiques à l'Université du Qatar, qui dirige également le Conseil islamique de l'Europe (122). Le séjour de Khaled Cheikh Mohammed au Qatar ne pouvait pas ne pas avoir été organisé par les Frères musulmans et seuls les Frères musulmans avaient l'influence et le pouvoir nécessaires pour faire tomber à l'eau un accord d'extradition entre le Qatar et les Etats-Unis.

Khaled Cheikh Mohammed est l'homme qui permet de dévoiler toute la conspiration qui mena au 11 septembre, mais aucun journaliste d'investigation n'est capable de découvrir quoi que ce soit sur la vie de l'homme. Le journaliste du Wall Street Journal Daniel Pearl fut enlevé et sauvagement assassiné parce qu'il enquêtait sur lui au Pakistan et la vidéo high-tech considérablement censurée de son exécution par décapitation fut diffusée dans le monde entier sur Internet en guise d'avertissement. Lorsque le Congrès américain commença son enquête sur les événements du 11 septembre, il constata que chef de la CIA, George Tenet, avait empêché la déclassification de toutes les informations concernant Khaled Cheikh Mohammed et qu'il n'avait même pas été permis de mentionner le nom de Mohammed dans le rapport d'enquête. Tenet sait qu'un examen critique du parcours de Khaled Cheikh Mohammed révélerait ses liens étroits avec les Frères musulmans et, par la suite, les liens des Frères musulmans avec les services de renseignement occidentaux. Mohammed était un agent de la CIA, comme l'avait été « Ramzi Youssef ». Ils faisaient partie de l'organisation des Frères musulmans, mais n'étaient musulmans que de nom (123). L'enquête des services de renseignement philippins révéla que Mohammed et son neveu « Youssef » aimaient beaucoup boire, faire la fête, fréquenter les bars érotiques et courir les filles de la région (124). Il en allait de même de la plupart des pirates de l'air du 9-11, au cours des semaines qui précédèrent l'opération. Leur comportement tranche avec celui d'Oussama ben Laden qui, au Soudan, se bouchait les oreilles, dès qu'il entendait jouer de la musique en public (125). Oussama ben Laden fut vaguement impliqué dans les événements du 11 septembre et ne pouvait pas ne pas l'être, puisque le mouvement islamique international est très petit ; cependant, il ne joua pratiquement aucun rôle dans la planification et l'exécution de l'opération. La découverte de la vérité sur le 11 septembre passe par un examen de l'itinéraire de Khaled Cheikh Mohammed et de nombreux intérêts puissants sont déterminés à cacher cette vérité.

VII. Les problèmes d'argent de ben Laden

À la fin de 1993, après avoir servi al-Tourabi et les Frères musulmans consciencieusement pendant deux ans, ben Laden commença à être à court d'argent. Il n'était pas autorisé à retirer des fonds à volonté du réseau financier du Groupe de la Fraternité qu'il avait contribué à mettre en place après la chute de la

BCCI, car ce n'était pas son réseau. Il dépendait financièrement de ses maîtres et, à cette époque, la Confrérie ne voyait pas pourquoi ben Laden avait besoin de fonds.

La raison principale des problèmes d'argent de ben Laden résidait dans le fait que le gouvernement saoudien avait bloqué tous ses actifs et ses comptes en banque. Ce fait est confirmé par un certain nombre de sources, y compris Robinson et l'auteur anonyme (j'ai des raisons de croire qu'il s'agit du Dr Saad al-Faqih) d'une biographie de Ben Laden publiée sur le site Web PBS.

Pour remédier à cette situation, ben Laden fit ce que beaucoup d'autres dissidents saoudiens ont fait au cours des dernières décennies. Il s'installa à Londres et mit en place une organisation pour faire connaître son groupe et accepter des dons substantiels des riches musulmans qui vivent en Grande-Bretagne. Le susmentionné Dr Saad al-Faqih, après avoir fui l'Arabie Saoudite, créa le Mouvement pour la réforme islamique en Arabie et le Dr Mohammed al-Massari, après avoir lui aussi fui l'Arabie saoudite, créa le Comité pour la défense des droits légitimes (CDDL).

Le court séjour de ben Laden à Londres reçut beaucoup de publicité avec la publication en 1999 du livre de Yossef Bodansky Ben Laden – The man who declared war on America. L'affirmation de Bodansky fut contestée par plusieurs journalistes londoniens et plus particulièrement par le correspondant de CNN à Londres et « expert » en terrorisme Peter Bergen, auteur de Holy War, Inc., qui ne la prenait pas au sérieux. Cependant, le séjour de ben Laden à Londres a été confirmé depuis par le journaliste Adam Robinson dans son livre Ben Laden – Behind the Mask of Terrorism. Sa biographie, publiée à la fin de 2001, s'appuie sur des entrevues avec la famille proche d'Oussama ben Laden et raconte en détail les trois mois que celui-ci passa en Angleterre au début de 1994.

A son arrivée, ben Laden acheta une maison « à, ou à proximité de, Harrow Road dans le quartier londonien de Wembley. Il la paya comptant, mais la mit au nom d'un intermédiaire » (126). La tâche la plus importante de ben Laden fut d'établir sa propre organisation, le Comité pour le conseil et la réforme, pour envoyer ses communiqués de presse et recevoir des dons. Ben Laden mit à sa tête le dissident saoudien Khaled al-Fawwaz qui restait en contact avec lui par téléphone satellite et envoyait ses déclarations aux nombreux journaux de langue arabe londoniens. Comme mentionné dans la première partie, ben Laden établit ainsi des relations avec deux résidents londoniens qui allaient jouer un rôle essentiel dans l'élaboration de son image de porte-parole et de cerveau du mouvement islamique. Le premier était Abdel Bari Atwan, rédacteur en chef du journal Al-Quds Al-Arabi, l'autre, le religieux extrémiste et Frère musulman Omar Bakri Muhammad qui se faisait appeler « la voix d'Oussama ben Laden » et dirigeait le Parti de la libération islamique et l'organisation Al-Muhajiroun de sa mosquée de Londres.

Robinson raconte que ben Laden trouva le temps de faire un peu de tourisme. Il écrit : « Oussama aimait envoyer des cartes postales. Cette enquête montre qu'il visita la Tour de Londres et le Musée impérial de la guerre. Il quitta le sud de l'Angleterre au moins une fois et fut parmi les millions de personnes qui visitent chaque année le château d'Édimbourg (127). »

Ben Laden assista à deux matchs importants d'Arsenal, dont celui du 15 mars, qui vit le club de football londonien accéder aux demi-finales d'un tournoi européen en battant Turin. Ben Laden nota l'excitation et la passion des fans et, plus tard, il déclara à ses amis et à sa famille qu'il n'avait jamais rien vu de tel. Il rapporta au Soudan des souvenirs, dont un maillot pour son fils de quinze ans, Abdullah (128).

L'excursion de ben Laden à Londres devait cependant tourner court. Ben Laden n'était pas un « cerveau » du terrorisme, mais il était un agent militant de haut niveau des Frères musulmans et le Saoudien le plus influent à s'être retourné publiquement contre son gouvernement. Selon Robinson, des pressions furent exercées sur le régime saoudien par le Yémen, puis, au début de 1994, par Moubarak (129). Les deux gouvernements avaient été informés que le Soudan aidait les terroristes à déstabiliser leur régime. Robinson décrit la réponse de l'Arabie saoudite au problème que posait ben Laden : « En avril 1994, sa nationalité saoudienne lui fut retirée pour « comportement irresponsable » et il fut informé qu'il n'était plus le bienvenu dans son pays natal : parce qu'il avait « commis des actes qui affectaient les relations fraternelles entre le royaume d'Arabie Saoudite et d'autres pays (130). » »

Le gouvernement saoudien exigea que la Grande Bretagne le lui livre. Au lieu de cela, il fut autorisé à quitter tranquillement le Royaume-Uni et à retourner au Soudan. Le premier geste de ben Laden après son retour dans ce pays fut de publier un communiqué dénonçant la décision de l'Arabie saoudite de lui retirer sa citoyenneté. Il ajouta qu'il ne dépendait pas de sa nationalité saoudienne pour se définir comme musulman. Quelques semaines plus tard, son Comité pour le conseil et la réforme voyait le jour à Londres. Dans son premier communiqué de presse, elle se définissait comme « un groupe politique visant à constituer une opposition efficace à l'intérieur et à l'extérieur du système de parti unique de l'Arabie Saoudite » (131).

Au Soudan, ben Laden continua à avoir des problèmes financiers pendant plusieurs années. Les frais d'exploitation de ses entreprises étaient très élevés et nécessitaient donc un flux de trésorerie continu. Dans une interview à Abdel Bari Atwan d'Al-Quds Al-Arabi en 1996, Il affirma avoir perdu plus de « 150 millions de dollars dans des projets agricoles et de construction » durant son séjour au Soudan (132). Il ne manqua jamais d'argent, mais il faisait plus attention à ses dépenses. Le Groupe de la Fraternité avait beau être un réseau financier qui ne manquait jamais de fonds, les comptes personnels de ben Laden

n'étaient pas inépuisables, comme le démontrent les témoignages de plusieurs agents d'Al-Qaïda arrêtés à la suite des attentats contre des ambassades africaines en 1998 et ceux de transfuges d'Al-Qaïda.

Jamal al-Fadl, un transfuge qui travailla à un certain moment au service de la paie des entreprises de ben Laden, se plaignit de ce qu'il ne gagnait que 500 \$, alors que certains employés égyptiens en gagnaient 1,200. Ben Laden lui expliqua qu'ils étaient payés plus parce qu'ils pouvaient demander des salaires plus élevés en Egypte et qu'il voulait les garder dans son groupe. Al-Fadl fit défection après avoir volé 110 000 \$ à ben Laden (133).

Un autre transfuge, L'Houssaine Kerchtou, se mit en colère contre ben Laden parce que celui-ci avait refusé de payer pour la césarienne qu'il avait fallu faire d'urgence à sa femme. Il témoigna que, « Depuis la fin de 1994 / 95, Al Qaïda était en crise, Oussama ben Laden lui-même nous disait qu'il n'avait plus d'argent, qu'il avait tout perdu... et il avait réduit les salaires. » Kerchtou déclara aussi que ben Laden refusa de payer pour renouveler son permis de pilote (134).

Fin 2001, Al-Quds Al-Arabi publia une série de rapports sur la vie de ben Laden au Soudan. Les rapports qualifiaient son séjour de « négatif » et indiquaient qu'il avait eu un terrible coût financier pour lui : « L'époque soudanaise fut importante malgré son impact négatif sur ben Laden. Les Soudanais le considéraient comme un investisseur venu soutenir le projet islamique du Dr. Hasan al-Tourabi, chef spirituel de la révolution islamique soudanaise... d'un côté, ce fut une expérience amère pour Ben Laden, qui lui coûta beaucoup d'argent, mais, d'un autre côté, c'est à cette époque que beaucoup de ses idées et de ses initiatives germèrent (135). »

D'autres problèmes surgirent au sein d'Al-Qaïda à l'époque où ben Laden résidait au Soudan. Lorsque le cheikh Rahman fut placé en détention par les Américains à la suite de l'attentat du WTC, un certain nombre d'employés égyptiens de ben Laden exigèrent de lui qu'il se venge de l'Amérique, mais il refusa. Dégoûtés, plusieurs d'entre eux quittèrent Al-Qaïda. Plus tard, en raison des pressions de la Libye sur le Soudan, ben Laden tenta de renvoyer certains de ses agents libyens chez eux. Il leur expliqua la situation et leur offrit, à eux et à leur famille, des billets d'avion, mais ils furent tellement dégoûtés de le voir céder à la pression politique qu'il déclinaient son offre et le quittèrent (136).

Le procès des attentats contre les ambassades fit beaucoup pour ébranler l'idée qu'Oussama ben Laden et son « organisation » Al-Qaïda était une machine terroriste extrêmement riche, invincible et secrète capable de frapper n'importe où dans le monde. Jusqu'au mois de juin 2001, le New York Times publia

des articles du genre de celui du 31 mai de Benjamin Weiser, « Trial Poked Holes in Image of bin Laden's Terrorist Group », mais ces enquêtes ne suffirent pas à briser l'illusion et le 11 septembre la renforça plus que jamais.

Les soucis financiers de Ben Laden et d'autres problèmes internes peuvent expliquer en partie l'apparente trahison d'al-Tourabi et du gouvernement soudanais à son égard. Selon l'homme d'affaires américain Mansoor Ijaz qui rencontra al-Tourabi en juillet 1996, le Soudan proposa plusieurs fois aux États-Unis de leur livrer ben Laden en échange de la levée des sanctions économiques (137). La première offre date de février 1996, mais elle fut ignorée par l'administration Clinton, même si un rapport du Département d'État, *Patterns of Global Terrorism*, qualifiait ben Laden d'« un des bailleurs de fonds les plus importants des activités extrémistes islamiques dans le monde d'aujourd'hui ».

L'offre fut réitérée en mai 1996, alors que ben Laden se préparait à déplacer son organisation en Afghanistan, mais elle fut de nouveau ignorée. Même après que ben Laden eut quitté le Soudan, le gouvernement soudanais proposa à l'administration Clinton de lui fournir des informations sur lui. Selon un article publié sur *Newsday.com* Ijaz transmit l'offre, mais la Maison Blanche n'y répondit pas : « Au cours d'une visite ultérieure au Soudan, dit-il, il rencontra le chef des services de renseignement soudanais, al-Mahdi Gutbi. « Si vous pouvez convaincre votre gouvernement de venir ici, voici ce qui peut être mis à sa disposition », déclara al-Mahdi, en désignant trois piles de dossiers qui étaient devant lui. « Nous avons le réseau entier et pas seulement ben Laden ou le Hezbollah. Nous comprenons tout ce qui se passe dans le monde islamique (138). » »

Selon un article du *Sunday Times* du 6 janvier 2002, lors d'un dîner organisé après le 9/11 à Manhattan, Clinton admit qu'avoir laissé filer Oussama ben Laden avait probablement été « la plus grosse erreur de ma présidence ».

Mais la question se pose de savoir si l'offre était sincère. Le Soudan était-il prêt à trahir « le réseau entier » de l'islam militant ? Ijaz avait rencontré l'adjoint du Conseil de sécurité nationale Sandy Berger et Susan Rice, conseiller principal pour les affaires africaines, pour leur transmettre l'offre. Rice expliqua qu'elle avait été ignorée en raison de la duplicité connue du Soudan,

« Le gouvernement soudanais est l'un des plus malhonnêtes, l'un des plus fuyants au monde. La seule chose qui compte, c'est ce qu'ils font, pas ce qu'ils disent qu'ils vont faire. Ils excellent à dire une chose et en faire une autre » (139).

Le Soudan était peut-être prêt à livrer ben Laden, mais, s'il l'avait effectivement fait, cela n'aurait pas porté un coup terrible au mouvement islamique. La Confrérie internationale musulmane aurait gardé le contrôle sur le réseau financier mis en place en partie par ben Laden et elle n'aurait pas eu grande difficulté à continuer sa guerre contre les régimes modérés du Moyen-Orient et contre l'Occident. Oussama ben Laden n'était pas indispensable.

VIII. La révolution de la Confrérie continue

Après le retour d'Angleterre de ben Laden en 1994, les choses commencèrent à chauffer dans le monde musulman. Après avoir publiquement retiré sa citoyenneté à ben Laden, le régime saoudien dut faire face à l'agitation fondamentaliste. La Maison des Saoud marchait sur la corde raide – elle soutenait le djihad et l'expansion de l'islam dans le monde entier et tirait parti de son rôle de gardien des lieux saints, mais, en même temps, la décadence, la corruption et les immoralités de la famille royale étaient de plus en plus voyantes dans le royaume. Ce n'était qu'une question de temps avant que cette hypocrisie devienne un problème et que le djihad tourné le dos à celui qui l'avait créé.

L'une des voix dissidentes les plus fortes en Arabie Saoudite était un cheikh militant nommé Salman Ibn Fahd Al-Oadah. Il était bien connu de ben Laden et des milliers de Saoudiens « afghans » qui rongeaient leur frein dans le royaume depuis leur retour d'Afghanistan. Le régime saoudien voyait de plus en plus le cheikh comme une menace et, en septembre 1994, il le fit arrêter. Seulement quelques jours plus tard, une organisation appelée Les bataillons de la foi fit les manchettes, après avoir lancé au gouvernement saoudien un ultimatum exigeant la libération de cheikh dans les cinq jours, sous peine d'une campagne terroriste contre le gouvernement saoudien et le gouvernement états-unien.

Le gouvernement saoudien ignore les avertissements et la menace ne fut pas mise à exécution, mais Bodansky écrit que l'affaire était notable, parce que c'était la « première initiative prise par le système islamique saoudien... la première menace de recours à la violence contre la maison al-Saoud ». Cet ultimatum était le premier « communiqué direct d'une organisation terroriste islamiste à l'intérieur de l'Arabie Saoudite » (140).

En avril 1995, les islamistes saoudiens furent galvanisés par l'écoute d'un message enregistré d'Al-Oadah. Il avait été sorti de prison clandestinement et distribué à ses partisans. Bodansky décrit l'importance de ce message : « La conférence, intitulée « La fabrication de la mort », développait toute

la logique de la relation entre les islamistes et la civilisation occidentale et équivalait à une déclaration de djihad armé contre la maison al-Saoud. Elle fournissait la justification à une confrontation perpétuelle... »

« »La fabrication de la mort » équivalait à une fatwa, c'est-à-dire un décret religieux, ordonnant la déclaration du djihad contre la famille royale saoudienne. Al-Oadah décrétait que tout rejet du djihad en faveur d'une autre forme de résistance était une apostasie, un crime capital selon la loi musulmane. Le croyant n'avait d'autre choix que de se battre (141)... »

Le message du cheikh fut l'amorce de la résistance au régime saoudien, dans le royaume et dans le monde entier. Selon Bodansky, le Comité pour la défense des droits légitimes est « le groupe islamique le plus grand et le mieux organisé de l'opposition au régime saoudien » et la publication du message du cheikh al-Oadah détermina l'organisation à abandonner sa position modérée et diplomatique de façade pour devenir un partisan de la résistance armée au régime saoudien, un changement qui se reflète dans ses déclarations et ses communiqués de presse de l'époque.

Le réseau islamique saoudien frappa pour la première fois le 13 novembre 1995, quand une voiture piégée explosa à Riyad, détruisant un bâtiment loué par les Etats-Unis et tuant six personnes, dont cinq Américains. Robinson écrit que la bombe avait été fabriquée à partir de 200 kg de Semtex de qualité militaire et qu'elle brisa les fenêtres dans un rayon d'un mile. Un certain nombre de groupes islamiques clandestins revendiquèrent immédiatement l'attaque.

Bodansky écrit que le Mouvement islamique armé, l'organisation djihadiste officieuse du réseau des Frères musulmans, la revendiqua « en publiant par le biais d'une des filiales du Mouvement islamique armé un communiqué d'un groupe jusqu'alors inconnu se faisant appeler les Partisans militants de l'organisation de Dieu. Le communiqué du Mouvement islamique armé soulignait également que l'opération de Riyad était « la première de nos opérations djihadistes (142). » »

Les Frères musulmans profitaient du climat politique saoudien et avaient rejoint le mouvement en faveur du renversement des Saoud, même si ce renversement était secondaire pour eux. L'objectif principal des Frères musulmans en 1995 était de détruire son ennemi historique, le gouvernement laïc égyptien.

En mars 1995, al-Tourabi convoqua une réunion à Khartoum avec quatre des principaux dirigeants islamiques égyptiens: Le Dr al-Zaouahiri, le chef du djihad islamique égyptien, Mustafa Hamza et Ahmed Refai Taha, tous deux d'al-Jamaah al-Islamiyah. Zaouahiri vivait à Genève, où il dirigeait son organisation depuis une mosquée des Frères musulmans. Mustafa Hamza résidait à Londres et à Khartoum, tandis que Ahmed Refai Taha était basé à Londres et à Peshawar. C'est à cette réunion que le projet d'assassinat de Moubarak fut adopté. Il serait mis à exécution au cours d'une visite diplomatique de Moubarak à Addis-Abeba à la fin du mois de juin (143).

Quelques semaines plus tard, le plan fut présenté lors d'une réunion islamique à Khartoum. L'assassinat de Moubarak était censé faire diversion à un coup d'Etat islamique en Egypte, rapidement suivi par la chute des Saoud et le renversement des régimes du Golfe persique. Mustafa Hamza fut choisi comme coordinateur du soulèvement en Egypte et al-Zaouahiri comme directeur opérationnel de l'attentat contre Moubarak (144).

À la fin du mois de mai, al-Tourabi se rendit à Paris pour « recevoir des soins de santé ». Au cours de son séjour dans la capitale française, il effectua un voyage éclair secret à Genève pour rencontrer de nouveau al-Zaouahiri. Deux semaines plus tard, al-Zaouahiri fit une « visite d'inspection » à Khartoum et, à l'aide d'un faux passeport, il put également se rendre en Ethiopie pour repérer les lieux. Il retourna ensuite à Genève, où la dernière réunion des responsables opérationnels se tint en toute sécurité le 23 juin (145).

Le plan était d'utiliser trois équipes pour attaquer le convoi de Moubarak au moment où il atteindrait le Centre des congrès, à 800 m de l'aéroport. La première équipe, placée sur les toits des maisons situées près de l'aéroport, attaquerait le convoi à la mitrailleuse. Cette attaque devait ralentir le convoi, permettant à la seconde équipe, armée de lance-grenades, de venir faire sauter la voiture du président et / ou d'autres véhicules officiels égyptiens. Si le véhicule de Moubarak réussissait à s'échapper, il devrait faire face à la troisième équipe, un kamikaze au volant d'une voiture bourrée d'explosifs. Les contacts d'al-Zaouahiri dans les services secrets lui avaient fait savoir que le chauffeur de Moubarak avait reçu l'ordre de mettre les pleins gaz au moindre problème. La voiture piégée était donc la dernière chance des terroristes de réussir l'attentat.

Le plan échoua pour plusieurs raisons. Tout d'abord, l'entourage de Moubarak tarda à coordonner le convoi, ce qui laissa à la police éthiopienne le temps de bien sécuriser l'itinéraire : et les terroristes ordonnèrent à la première équipe de remballer ses roquettes pour des raisons de sécurité (sic). Puis, sans préavis, Moubarak annonça que ceux qui étaient prêts pouvaient partir avec lui vers le Palais des congrès. Il n'était pas disposé à attendre que l'ensemble du convoi se soit rassemblé pour donner le

signal du départ, ce qui prit au dépourvu la première équipe, qui avait rangé ses lance-roquettes. Enfin, ce qui sauva la vie à Moubarak, lorsque les premiers tirs d'armes légères se firent entendre et que le convoi s'arrêta net, fut la décision du chauffeur de la voiture de Moubarak de faire demi-tour et de filer vers l'aéroport. Le kamikaze ne put même pas s'approcher de la limousine, qui se trouvait être une Mercedes spéciale à l'épreuve des balles et des roquettes (146).

Bodansky décrit les conséquences de l'échec de ce complot : « L'attentat contre le président Hosni Moubarak à Addis-Abeba, en Ethiopie, le 26 juin 1995, marqua un tournant dans l'évolution de la lutte islamique pour le contrôle du monde arabe et du Centre de l'Islam. Des opérations d'une telle ampleur, même si elles finissent par être revendiquées par ou attribuées à d'obscures organisations terroristes, sont en fait des instruments de la politique d'Etat et sont menées pour le compte des plus hautes sphères des États qui soutiennent le terrorisme. La tentative d'assassinat, manœuvre instiguée par le Soudan et l'Iran pour des raisons stratégiques, eut des conséquences à long terme sur la région. Bien que le président Moubarak ait survécu et que le soulèvement populaire islamique envisagé par les conspirateurs ne se soit pas produit en Egypte, elle donna une forte impulsion au mouvement islamique dans la région (147). »

Le 4 juillet, l'attentat fut revendiqué par le Groupe islamique (al-Jamaah al-Islamiyah), l'organisation terroriste du cheikh emprisonné Omar Abdoul Rahman. Il a été affirmé que l'attaque avait été lancée en l'honneur d'un commandant islamiste tué par la police égyptienne en 1994.

L'Egypte ne tarda pas à accuser le Soudan d'avoir commandité l'attaque et l'Éthiopie et les États-Unis, suivis par l'ONU, l'en accusèrent aussi. La preuve était accablante que le Soudan avait abrité, formé et financé les terroristes et la culpabilité du Soudan fut confirmée par son refus de livrer trois des terroristes accusés d'avoir mené l'opération. En raison de ce refus, l'ONU imposa des sanctions diplomatiques au Soudan et les Etats-Unis évacuèrent leur ambassade à Khartoum, expulsèrent un diplomate soudanais et imposèrent des sanctions diplomatiques et économiques au Soudan. Le temps était révolu où le Soudan pouvait servir de refuge au mouvement islamique militant. Al-Tourabi dut changer rapidement sa politique pour éviter que des mesures sérieuses soient prises contre le Soudan et préserver son régime islamique. Un de ses gestes de conciliation, qu'il ait été sincère ou non, fut de proposer aux Etats-Unis de leur livrer Oussama ben Laden. L'Administration Clinton, comme nous l'avons vu, la refusa.

L'attaque suivante contre le gouvernement égyptien eut lieu le 19 novembre 1995, seulement six jours après l'attentat de Riyad contre des militaires américains. Une petite voiture percuta la porte de l'ambassade d'Égypte à Islamabad et, quelques secondes plus tard, une faible explosion se produisit

dans une zone où les visiteurs faisaient la queue pour obtenir un visa. L'explosion, possiblement celle d'une grenade lancée par un kamikaze qui aurait sauté de la voiture après qu'elle eut percuté la porte de l'ambassade, n'était qu'une diversion : dans le tumulte, la porte fut percutée par une camionnette transportant 400 kg d'explosifs. L'énorme explosion creusa un cratère de six mètres de largeur et de trois mètres de profondeur. Dix-neuf personnes furent tuées et des dizaines d'autres blessées.

Peu de temps après, les trois principaux groupes terroristes égyptiens revendiquèrent la responsabilité de l'attentat. Le Groupe islamique du cheikh Rahman, dirigé par Mustafa Hamza et Ahmed Refai Taha, affirma que l'attentat était dirigé contre Moubarak. Le Groupe islamique se rétracta par la suite. La seconde revendication vint du Djihad Islamique d'al-Zaouahiri, qui fournit les noms des agresseurs, les « martyrs » qui avaient perpétré l'attaque. La dernière revendication émana du Groupe pour la justice internationale, proche d'al-Zaouahiri, qui déclara que l'attaque avait été menée par « l'escouade du martyr Khaled Islambouli », l'assassin exécuté de Sadate (148).

Bodansky rend ses conclusions sur l'auteur de cette attaque contre le gouvernement égyptien : « Comme la tentative d'assassinat du président Moubarak, l'opération terroriste d'Islamabad fut financée par et réalisée sous le contrôle étroit du quartier général du mouvement islamique en Europe de l'Ouest – al-Zaouahiri à Genève et son nouveau commandant en second, Yassir Tawfiq Sirri, à Londres (149). »

À la fin de 1995, le Soudan subit de plein fouet les conséquences du soutien qu'il avait apporté au mouvement islamique. L'économie était dans un état lamentable et les sanctions l'empêchaient de faire des investissements conséquents et de recevoir de l'aide de l'extérieur, sans compter que l'Égypte et l'Arabie Saoudite étaient sur le point d'y intervenir militairement. En raison de ces pressions, le général Bashir commença à réduire son soutien à l'expérience islamique d'al-Tourabi et lui demanda de clamer le jeu pendant un certain temps. L'époque où le Soudan était la base des Frères musulmans touchait à sa fin. Ils avaient prévu cette évolution et, avant même l'attentat contre Moubarak, ils avaient transférés leurs actifs dans les camps d'Hekmatyar en Afghanistan. Un an plus tard, Oussama ben Laden leur emboîta le pas. Il atterrit à Djalalabad le 18 mai 1996.

Peter Goodgame, *The Globalists and the Islamists: Fomenting the Clash of Civilizations for a New World Order*, 2002, traduit de l'américain par B.K.

(1) <http://www.arabies.com/Special%20Report/Hasan%20al-Banna.htm>. La page n'est plus en ligne.

(2) Sami Rafat, "Freemasonry In Egypt", Insight Magazine, 1er mars 1999 – <http://www.egy.com/community/99-03-01.php>.

(3) Iraj Bashiri, "Jamal al-Din al-Afghani", 2000 – <http://www.angelfire.com/rnb/bashiri/Afghani/Afghani.html>.

(4) Robert Wuthnow, Encyclopedia of Politics and Religion. 2 vols., Congressional Quarterly, Inc., Washington, D.C., 1998 – 537. http://www.cqpress.com/context/articles/epr_muhammadabduh.html.

(5) La référence est à un commentaire de Shaykh Abdul Hadi de l'Association musulmane italienne, publié à <http://digilander.libero.it/islamic/questions1.html>. La page est actuellement vide.

(6) La question est beaucoup plus complexe que ne semble le penser l'auteur.

Ar-riba est effectivement strictement interdite par le Coran et par la charia. Encore faut-il s'entendre sur le sens de ce terme. Les promoteurs de la finance islamique soutiennent qu'il signifie « intérêt », quel que soit son taux, tandis que, pour un certain nombre d'érudits musulmans, comme Yusuf Ali, Maulana Muhammad Ali, ar-riba signifie seulement « usure », c'est-à-dire « taux d'intérêt abusif, obtenu d'un capital prêté ou d'une marchandise vendue à crédit au-dessus du taux fixé par la coutume ou la loi » ; et c'est ainsi qu'il fut rendu dans la première traduction du Coran dans une langue indo-européenne. La question est rendue encore plus complexe par le fait que le terme d'« usure » n'en est arrivé à prendre ce sens qu'à une époque relativement récente. Longtemps, il signifia simplement « intérêt que produit l'argent prêté », quel que fut le taux, abusif ou non.

En ce qui concerne l'islam, dans la pratique, le système bancaire musulman a toujours trouvé des moyens de contourner l'interdiction de l'« usure ». En fait, « les banques islamiques connaissent le prêt à intérêt, mais l'appelle autrement, par des noms comme « commissions » ou « profits » (riba) » (Clement M. Henry, The Politics of Islamic Finance, 2004, Edinburgh University Press, p. 2), à des taux qui, dans certains cas, pourraient être considérés comme usuraires. Voir aussi <http://archive.thedailystar.net/forum/2010/april/islamic.htm>.

Les Templiers sont considérés à juste titre comme ceux qui jetèrent les fondements des activités bancaires modernes et, en général, des « grandes opérations du capitalisme international » (Prosper Boissonnade, Le Travail dans l'Europe chrétienne au Moyen Age, p. 206-7, Alcan Paris, 1921), en introduisant en Europe, dans leur volonté de faire de la plus-value, la lettre de crédit, la lettre de paiement, la lettre de change et la lettre de foire et, en outre, la banque de dépôt et d'escompte ; et certains chercheurs ont spéculé qu'ils avaient été initiés à ces instruments financiers par des Arabes ou / et des Juifs au cours des Croisades. Plus les mécanismes commerciaux en vigueur dans le monde islamique du « moyen âge » sont connus, plus cette hypothèse s'avère fondée. « Bien avant l'Occident... les marchands musulmans avaient à leur disposition des mécanismes juridiques reconnus d'octroi de crédits et de transfert et d'échange de devises sur de longues distances. La hawala (en arabe), la suftaja (en persan), ou lettre de crédit, permettait à un marchand d'avancer ou de transférer une somme d'argent à un associé d'affaires qui se trouvait dans une contrée éloignée, « avec la certitude absolue que le transfert serait accompli rapidement ». La lettre de crédit était régulièrement utilisée pour éviter

le transport de grande quantité de capitaux sur de longues distances. Le hasard, estime Braudel, a fait que sont parvenues jusqu'à nous des lettres de change de commerçants juifs du Caire de l'époque de la première croisade (1090) qui montrent que toutes les méthodes et les instruments de crédit et toutes les formes d'associations commerciales étaient déjà connues et n'ont donc pas été inventées par la suite en Europe, comme beaucoup l'ont affirmé. » (« The Islamic Fundamentals of Trade » – http://alfutuhah.com/islamiccivilization/Trade/Fundamentals.html#_ftn20) En outre, le saqq est, à la fois étymologiquement et fonctionnellement, à l'origine du chèque. Or, comme le souligne A. L. Udovitch (« Trade », in The Dictionary of the Middle Ages, vol. 12, Scribner's Sons, New York, 1989, p. 105-8 ; p. 106), c'est la loi islamique et la pratique coutumière dans le monde musulman qui fournissaient aux marchands et aux commerçants les techniques commerciales qui structuraient et facilitaient le commerce et les échanges, techniques dont le raffinement serait responsable de l'avènement du capitalisme financier apatride.

Dans ce domaine non plus, l'Europe blanche n'a aucune leçon, de morale ou de sagesse, à recevoir.
[Note de l'Editeur.]

(7) Evelyn Baring Earl of Cromer, Modern Egypt, Volume 2, The Macmillan company, 1908, p. 180.

(8) Wilhelm Dietl, Holy War, Macmillan, New York, 1984, p. 26 ; Robert Dreyfuss, Hostage To Khomeini, New Benjamin Franklin House, New York, 1980, p. 139-40 –
<http://www.wlym.com/archive/pdf/iclc/hostage.pdf>.

(9) C'est aller vite en besogne. En effet, d'une part, des pays islamiques comme la Turquie, la Malaisie et le Maroc comptent de nombreuses loges et, d'autre part, la franc-maçonnerie est considérée par les musulmans comme un équivalent du soufisme, la doctrine ésotérique de l'islam. Pour un panorama historique, voir Handbook of Freemasonry, chap. XIII., Brill, Leiden, 2014. [Note de l'Editeur.]

(10) Robert Dreyfuss, op. cit., p. 143.

(11) Voir note 1.

(12) Wilhelm Dietl, op. cit., p. 56

(13) Ibid., p. 32.

(14) In Saïd Qotb, The Right To Judge. L'ouvrage n'est plus disponible à
<http://islamworld.net/docs/justice.html>.

(15) Voir supra note 14.

(Le raisonnement n'est pas très cohérent. En effet, si, comme l'affirme Qotb, le propre de la Jâhilîya est la direction de l'homme, il est vain et même absurde de vouloir l'en débarrasser. [Note de l'Editeur.]

(16) Wilhelm Dietl, op. cit., p.37-39.

(17) Ibid., p. 38.

(18) Ibid., p. 42.

(19) Ibid., p. 43.

(Comme, pour expliquer toutes choses, il faut toujours en remonter aux racines, il convient de souligner que le concept d'égalité naturelle entre les hommes dérive directement de la conception chrétienne d'égalité entre les hommes devant Dieu. Or, le christianisme est un culte lunaire d'origine sémite, à la fois géographiquement et conceptuellement. Inconnu dans les pays du proche et du Moyen-orient et, d'ailleurs, dans la plupart des régions du monde, ce virus a été introduit par le « Culture distorter » dans les pays européens comme une arme de destruction la civilisation européenne. [Note de l'Editeur.]

(20) Robert Dreyfuss, op. cit., p. 106-108.

(21) Ibid.

(22) Wilhelm Dietl, op. cit., p. 45.

(23) Le « progrès » en soi a été largement réhabilité depuis et est pleinement redevenu le totémisme qu'il était à ses débuts, alors même que la stigmatisation de ses conséquences et la culpabilisation de ses adeptes par la mafia écologique ne cesse de s'amplifier, au point de prendre une dimension biblique. Ainsi, chaque individu, du moins chaque « Occidental », en extase devant son écran plasma, se sent personnellement coupable du « réchauffement climatique » dont son écran plasma projette 24 heures sur 24 les terribles ravages. Un trouble psychique connu sous le nom de dédoublement de la personnalité fait que la racaille d'en bas est capable d'être amenée à adorer simultanément ce qu'elle est amenée à haïr. (Note de l'Editeur.)

(24) http://members.tripod.com/~american_almanac/malthsay.htm.

(25) « Nobel winner supported biological warfare as form of population control », The Interim – <http://www.theinterim.com/2002/april/02nobelwinner.html>.

(26) http://members.tripod.com/~american_almanac/malthsay.htm.

(27) In Julian Huxley, Essays of a Humanist, Harper & Row, New York, 1964. Il vaut la peine de citer aussi le début de la phrase : « Je dirais que le nouveau point de vue auquel nous arrivons, la vision 'une humanité évolutionnaire, est essentiellement un point de vue religieux. » Penser que les mondialistes ne font qu'instrumentaliser les islamistes serait une erreur, car, outre que l'on ne voit pas pourquoi celui qui croit instrumentaliser ne serait pas lui-même instrumentalisé, les islamistes et les mondialistes, quelle que soit l'entité abrahamique qu'ils adorent, partagent la même vision de la vie, fondée sur les mêmes croyances moyen-orientales à l'universalisme. » [Note de l'Editeur.]

(28) Maurice Strong, Where On Earth Are We Going?, Texere; 1re édition, 2001, p. 119.

(Ainsi, les progrès de la technologie, qui mettaient en danger la planète, permettaient désormais de la sauver. Indubitablement, le raisonnement est solide. [Note de l'Editeur.]

(29) L'intention est louable. Ce qui l'est moins est de s'être incarné en virus tueur de la race blanche.
[Note de l'Editeur.]

(30) http://members.tripod.com/~american_almanac/malthsay.htm.

(31) http://members.tripod.com/~american_almanac/malthsay.htm.

Ces propos sont incohérents, tant il est vrai qu'un village peut être surpeuplé.

(32) Il semble avoir échappé à Lovejoy que les « secteurs » qu'il qualifie de « nationaux » sont en fait sous le contrôle des multinationales qui financent des organisations paravents comme le WWF. [Note de l'Editeur.]

(33) http://members.tripod.com/~american_almanac/malthsay.htm.

(34) Il est difficile de saisir ce que ces paragraphes viennent faire dans ce chapitre, car les prises de position « malthusiennes » qu'ils égrènent n'ont pas grand chose à voir avec la création de l'« arc de crise », ne serait-ce que parce qu'elles ne portent pas spécifiquement sur le monde musulman, tandis que la théorie de l'« arc de crise » concerne la politique états-unienne à l'égard du monde musulman ; à moins que l'auteur ne suggère inconsciemment que le « terrorisme islamique » serait utilisé pour mettre en oeuvre le soi-disant plan de dépopulation...

Quoi qu'il en soit, ou ces déclarations étaient effectivement l'expression d'une volonté de mise en oeuvre d'un plan de dépopulation, ou elles n'étaient que ce qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler de la « désinformation ». Etant donné leurs auteurs, qui mentent comme ils respirent et font exactement le contraire de ce qu'ils déclarent, il est permis de pencher pour la seconde hypothèse. Mais, objectera-t-on, elles furent faites dans le cadre de rapports plus ou moins confidentiels. Le fait est que, vingt ans plus tard, elles commençaient à se répandre sur l'Internet, où, par la magie du copier-coller, elles parsèment aujourd'hui des milliers, voire des dizaines de milliers, de sites Web, dont les propriétaires, pour la majorité d'entre eux, croient dur comme fer qu'un plan de dépopulation est effectivement en cours, malgré le démenti flagrant qu'apportent les faits.

(La langue la plus proche de celle dans laquelle toutes ces déclarations ont été faites semble être l'anglais. En les traduisant, nous nous sommes efforcés de ne rien perdre de ses particularités. [Note de l'Editeur.]

(35) Voir <https://elementsdeducationraciale.wordpress.com/2014/09/19/les-mondialistes-et-les-islamistes>, note 46.

(36) Wilhelm Dietl, op. cit., p. 72.

(37) Que les musulmans qui veulent en finir avec l'« Occident » représentent un courant minoritaire dans l'islam, c'est là ce qui est parfaitement évident, tout comme les Français qui voulaient en finir avec l'Ancien régime constituaient une minorité et les Russes qui voulaient en finir avec le tsarisme formaient une minorité, etc. Cela n'a pas empêché la révolution dite « Française ». Cela n'a pas empêché l'arrivée

au pouvoir des Bolcheviks. Ce sont les minorités qui font l'histoire et les majorités suivent, une fois que les minorités se sont emparées du pouvoir.

Le musulman moyen qui veut en finir avec l'« Occident », qui n'est plus que l'esprit distillé d'Hollywood, qui n'est à son tour, pour paraphraser W. Sombart, qu'un esprit sémite distillé, s'il y parvenait, ne ferait que se détruire lui-même et c'est précisément pour cela que, même si on lui en laissait la possibilité, il ne le ferait pas. [Note de l'Editeur.]

(38) Robert Dreyfuss, op. cit., p. 72-83.

(39) Ibid., p. 92-95.

(40) <http://pakistanspace.tripod.com/1979.htm>, d'où sont tirés ces faits, n'est plus en ligne.

(41) Le Nouvel Observateur, 15-21 janvier 1998, p. 76- disponible à <http://www.voltairenet.org/article165889.html>.

(42) Robert Dreyfuss, op. cit., p. 133.

(43) Le site Web d'où est tirée cette information n'est plus en ligne.

(44) <http://fas.org/irp/world/para/ayman.htm>.

(45) Robert Dreyfuss, op. cit., p. 174-175.

(46) Ibid., p. 160.

(47) Ibid., p. 164.

(48) Wilhelm Dietl, op. cit., p. 64-66.

(49) Ibid., p. 66.

(50) Ibid., p. 67.

(51) Ibid.

(52) Ibid., p. 68 ; voir aussi <http://fas.org/irp/world/para/ayman.htm>.

(53) Ibid., p. 68.

(54) Ibid., p. 61.

(55) Ibid., p. 87.

(56) Yossef Bodansky, op. cit., p. 101 , p. 125.

(57) Ibid., p. 298.

(58) Ibid., p. 13, p. 405.

(59) <http://fas.org/irp/world/para/docs/970824.htm> ; une source complémentaire n'est plus disponible à <http://www.ict.org.il/404.aspx>.

(60) Robert Dreyfuss, op. cit., p. 164-165.

(61) Rolland Jacquard, In the Name of Osama Bin Laden, Duke University Press Books, 2002, p.12-13.

(62) Wilhelm Dietl, op. cit., p. 211-227.

(63) Rolland Jacquard, Au nom d'Oussama Ben Laden : dossier secret sur le terroriste le plus recherché du monde, J. Picollec, 2001, p. 37.

(64) Rolland Jacquard, In the Name of Osama Bin Laden, p.13-14.

(65) Correspondance personnelle de Qotb avec l'Association musulmane italienne. La page du site Web donné en référence (<http://village.flashnet.it/users/fn034463/>) n'est plus disponible.

(66) La page du site Web donné en référence (<http://www.gregpalast.com/detail.cfm?artid=103&row=0>) n'est plus disponible. Cependant, dans un autre article, disponible à <http://www.gregpalast.com/fbi-and-us-spy-agents-say-bush-spiked-bin-laden-probes-before-11-september/>, sur l'AMJM, le journaliste écrit : « Le FBI et les responsables du renseignement militaire à Washington affirment que les Chambres n'ont pas été autorisées, pour des raisons politiques (sic), à mener des enquêtes approfondies sur les membres de la famille ben Laden aux Etats-Unis avant les attentats terroristes du 11 septembre. » [Note de l'Editeur.]

(67) <http://www.theguardian.com/world/2001/oct/10/afghanistan.terrorism28>.

(68) Yossef Bodansky, op. cit., p. 11.

(69) Ibid., p. 11.

(70) Ibid., p. 12.

(71) <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/binladen/interviews/al-fagih.html>.

(72) Rolland Jacquard, op. cit., p. 57.

(73) Steve Emerson, « Osama bin Laden – the Past », <http://www.iacsp.com/itobli2.html>.

(74) Ahmed Rashid, in Islam and Central Asia : An Enduring Legacy or an Evolving Threat?, Center for Political and Strategic Studies, Washington D.C., 2000, p. 213-214.

(75) Ibid., p. 214.

(76) Adam Robinson, Bin Laden: Behind the Mask of the Terrorist, Arcade Publishing; 1re édition, 2002, p. 112

(77) http://www.religioscope.com/info/doc/jihad/azzam_defence_2_intro.htm.

(78) Steve Emerson, « Abdullah Assam: The Man Before Osama Bin Laden » – <http://www.iacsp.com/itobli3.html>

(79) La source, une étude intitulée Radical Islam in the UK, n'est plus disponible à <http://www.ict.org.il/404.aspx>.

(80) Adam Robinson, op. cit., p. 130.

(81) Jon Basil Utley, « Unanswered Questions About the Supposed Iraqi Threat to Saudi Arabia in 1990 », 1990.

(82) Yossef Bodansky, op. cit., p. 130.

(83) In Adam Robinson, op. cit., p. 131.

(84) Ibid., p. 132.

(85) Yossef Bodansky, op. cit., p. 32.

(86) Ibid., p. 36.

(87) Jean-Charles Brisard et Guillaume Dasquié, Forbidden Truth, Nation Books, p. 192.

(88) Personne ne se serait jamais douté que « La City de Londres... (est) très attrayante pour les blanchisseurs d'argent sale » et Gibraltar et les dépendances de la Couronne sont « la fine fleur des paradis financiers spécialistes de l'offshore ». Il fallait donc qu'un rapport soit pondus sur le sujet. Rien qu'au Sénat, plus de 300 rapports sont pondus par an (<http://www.senat.fr/rapsen.html>). La pseudo-Assemblée pseudo-nationale fait encore mieux (http://www.assemblee-nationale.fr/14/liste/rapport_information.asp). Il s'avère extrêmement difficile de connaître le montant des indemnités versées aux rapporteurs publics, mais, a priori, il n'est pas extravagant d'y voir un lien de cause à effet.

(89) Jean-Charles Brisard et Guillaume Dasquie, op. cit., p. 273.

(90) Adam Robinson, op. cit., p. 139 ; voir aussi Yossef Bodansky, op. cit., p. 43.

(91) Yossef Bodansky, op. cit., p. 46, Adam Robinson, op. cit., p. 139-140.

(92) Rolland Jacquard, op. cit., p. 32.

(93) Yossef Bodansky, op. cit., p. 43.

(94) Ibid., p. 71.

(95) Ibid., p. 74.

(96) Ibid., p. 76-78.

(97) Adam Robinson, op. cit., p. 153.

(98) Mary Ann Weaver « Blowback », 1er mai 1996, The Atlantic – <http://www.theatlantic.com/magazine/archive/1996/05/blowback/376583/#Weaver>.

(99) William Norman Grigg, « Enemies and 'Assets' », 3 mars 1997, The New American – <http://www.thenewamerican.com/usnews/crime/item/16144-enemies-and-assets>.

(100) William Norman Grigg, op. cit.

(101) Steve Emerson, « Osama bin Laden – the Past », <http://www.iacsp.com/itobli2.html>.

(102) Russ Baker, « The Past As Prologue », 29 octobre 2001, salon.com – <http://www.russbaker.com/archives/Salon%20-%20The%20Past%20As%20Prologue.htm>.

(103) Laurie Mylroie, « Who is Ramzi Yousef? And Why It Matters », Hiver 95/96, National Interest – <http://fas.org/irp/world/iraq/956-tni.htm>.

(104) Daniel McGrory, « Terrorists' trade in stolen identities », 22 septembre 2001, The Times – <http://www.freerepublic.com/focus/f-news/530341/posts>.

(105) La page du site Web de l'article donné en référence (« Of Passports and Fingerprints »), n'est plus disponible.

(106) Daniel McGrory, op. cit.

(107) Russ Baker, op. cit.

(108) Simon Reeve, The New Jackals, Vol. 1, Northeastern, 1999, p. 251.

(109) « Hawks try to implicate Iraq by hunting for evidence in UK », octobre 2001, DAWN.com. L'article n'est plus en ligne.

(110) Voir supra note 108.

(111) PBS Frontline – <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/gunning/interviews/mylroie.html>.

(A cet égard, entre autres, l'article suivant du Guardian n'est pas inintéressant :

« Les services de enseignement britanniques ont versé d'importantes sommes d'argent à une cellule d'Al-Qaïda en Libye dans une tentative d'assassinat vouée à l'échec du colonel Kadhafi en 1996 et, auparavant, ont contrecarré des efforts pour traduire Oussama Ben Laden en justice.

Les récentes accusations portées contre MI6 de collusion avec le redoutable Groupe islamique combattant en Libye, qui est lié à l'un des fidèles lieutenants de Ben Laden, vont embarrasser le

gouvernement, qui avait qualifié les accusations similaires de l'ancien agent du MI5 David Shayler de « pures fantaisies ».

Les allégations ont surgi dans le livre *Forbidden Truth*, publié en Amérique par deux experts du renseignement français qui révèlent que le premier mandat d'arrêt d'Interpol à l'encontre ben Laden a été lancé par la Libye en mars 1998

Selon les journalistes Guillaume Dasquié et Jean-Charles Brisard, conseiller de Chirac, les services de renseignement britanniques et américains ont caché le fait que le mandat d'arrêt était venu de Libye et ont minimisé la menace. Cinq mois après l'émission du mandat, Al-Qaïda a tué plus de 200 personnes dans les attentats aux camions piégés contre l'ambassade américaine au Kenya et en Tanzanie.

Le mandat d'arrêt a été émis dans le cadre de l'assassinat en mars 1994, de deux agents du contre-terrorisme allemands, Silvan et Vera Becker, chargés de missions en Afrique. Selon le livre, l'indifférence des agences de renseignement occidentales aux préoccupations libyennes peut s'expliquer par la participation du MI6 au complot d'Al-Qaïda.

La cellule d'Al-Qaïda en Libye comprend Anas al-Liby qui reste sur la liste des personnes recherchées par le gouvernement des États-Unis, avec une récompense de 25 millions de dollars pour sa capture. Il est recherché pour sa participation aux attentats contre les ambassades africaines. Al-Liby était avec ben Laden au Soudan avant le retour du chef d'Al-Qaïda en Afghanistan en 1996.

Étonnamment, malgré les soupçons selon lesquels il était un haut responsable d'al-Qaïda, al-Liby a obtenu l'asile politique en Grande-Bretagne et a vécu à Manchester jusqu'en mai 2000. A cette époque, il a échappé à une descente de police et a fui à l'étranger. Les policiers ont découvert chez lui un « manuel du Djihadiste » de 180 pages contenant des instructions pour mener des attaques terroristes.

L'Observer n'a pas été autorisé à publier le détail des allégations au cours du procès de David Shayler, condamné la semaine dernière à six mois de prison pour avoir divulgué des documents qu'il avait obtenus à l'époque où il était agent du MI5. L'argument selon lequel il avait fait ces révélations dans l'intérêt public a été jugé irrecevable.

Dans sa dernière plaidoirie, Shayler a répété que le « crime » dont on l'avait empêché de parler était « si odieux » qu'il n'avait pas eu d'autre choix que de tout raconter à la presse. Le « crime » est la participation présumée du MI6 dans le complot visant à assassiner Kadhafi à la fin de 1995.

Shayler prétend qu'il a été informé du complot au cours de réunions formelles avec ses collègues du service de renseignement pour l'étranger du MI6, alors qu'il travaillait dans le bureau libyen du MI5, au milieu des années 1990.

L'Observer peut aujourd'hui révéler que les agents du MI6 qui ont participé au complot présumé étaient Richard Bartlett – qui n'ait été auparavant connu que sous le nom de code PT16 et qui avait dirigé et coordonné l'opération – et David Watson, nom de code PT16B. Homologue de Shayler au MI6, Watson était chargé de gérer un agent libyen, «Tunworth », qui faisait partie de la cellule et lui fournissait des informations sur elle. Selon Shayler, le MI6 transmirent 100.000 £ aux comploteurs d'Al-Qaïda.

La tentative d'assassinat de Kadhafi était prévue pour le début 1996 dans la ville côtière libyenne de Syrte. On pense que l'opération du Groupe islamique combattant dans cette ville a été déjouée en mars 1996 et que plusieurs militants ont été tués dans la fusillade qui a suivi. En 1998, les Libyens ont diffusé à la télévision des images d'une attaque à la grenade contre Kadhafi qui, selon eux, avait été perpétrée par un agent britannique.

Shayler qui a assuré sa propre défense entendait appeler comme témoins Bartlett et Watson, mais l'esprit étroit dans lequel s'est déroulé le procès l'en a empêché.

Pendant le procès Shayler, le ministre de l'Intérieur David Blunkett et le ministre des Affaires étrangères Jack Straw ont émis des certificats d'immunité dans l'intérêt public pour protéger la sécurité nationale. Les journalistes n'ont pas été en mesure de faire mention des allégations sur l'affaire Kadhafi au cours du procès.

Ces restrictions ont provoqué une dispute entre le procureur général et le D-Notice Committee, qui conseille la presse sur les questions de sécurité nationale.

Le D-Notice Committee, officiellement connu sous le nom de Defence, Press and Broadcasting Advisory Committee, s'est opposé à la demande de l'accusation d'appliquer de façon rétrospective l'Official Secrets Act pour cacher des informations déjà publiées ou diffusées à la suite des révélations de Shayler. Les membres du Committee, qui comprennent des directeurs de grands journaux nationaux, se sont dits horrifiés de la tentative sans précédent de censure des médias au cours du procès.

Shayler affirme que Watson s'est ensuite vanté de la participation du MI6 à l'opération libyenne. Shayler avait également l'intention d'appeler un témoin de la conversation dans laquelle l'agent du MI6 avait affirmé que les services de renseignement britanniques avaient participé à la tentative de coup d'Etat.

Selon Shayler, la femme [c'est-à-dire le témoin en question], une traductrice arabe du MI5, a également été choquée d'entendre Watson admettre que de l'argent avait été versé aux comploteurs.

Malgré le mythe de James Bond, le MI6 n'a pas de permis de tuer et doit obtenir l'autorisation directe du ministre des Affaires étrangères pour les opérations très délicates. Malcolm Rifkind, le Secrétaire conservateur des Affaires étrangères à l'époque, a déclaré à plusieurs reprises qu'il avait donné une telle autorisation.

On pense que Watson et Bartlett ont été mis au vert et ont reçu une nouvelle identité à la suite des révélations de Shayler. Le MI6 se serait maintenant résigné à la divulgation de leur nom et il aurait mis en place de nouvelles mesures pour assurer leur sécurité.

Un document top-secret du MI6 a été divulgué sur Internet il y a deux ans qui a confirmé que les services de renseignement britanniques étaient au courant qu'un complot tramé par cinq colonels, des étudiants libyens et des « vétérans libyens qui ont servi en Afghanistan » allait avoir lieu en 1995.

Ashur Shamis, un spécialiste libyen de l'islam radical, a déclaré : « Il y a eu une recrudescence des activités du Groupe islamique combattant en 1995, mais beaucoup en Libye seraient choqués, si le MI6 y était pour quelque chose. »

<http://www.theguardian.com/politics/2002/nov/10/uk.davidshayler>. [Note de l'Editeur.]

(112) John Moy, « The Terror Lurking Within Asia », 11 octobre 2001, SCMP.com.

(113) Daniel Rubin et Michael Dorgan, « Terrorist Plot Years in the Making », Knight Ridder Newspapers.

(114) Voir supra note 104.

(115) « Antecedents of Ramzi Ahmed Yousef », octobre 1996, SAPRA INDIA.

(116) David Harsanyi, « The Left's Acrobatic Logic on Terror », 11 juin 2002, Capitalism Magazine.com – <https://www.indybay.org/newsitems/2002/06/10/1323231.php>.

(117) Reed Irvine, « Dropping the Ball », 15 septembre 2001 World Net Daily.com – <http://www.wnd.com/2001/09/10885/>

(Toutefois, lors de son procès, Murad affirma que ses aveux avaient été obtenus sous la torture et n'étaient donc pas recevables. [Note de l'Editeur.]

(118) Matthew Brzezinski, « Operation Bojinka's Bombshell », 2 janvier 2002, The Toronto Star – http://propagandamatrix.com/operation_bojinkas_bombshell.html.

(119) Simon Reeve, op. cit., p. 89.

(120) Russ Baker, op. cit.

(121) Bill Gertz, Breakdown: How America's Intelligence Failures Led to September 11, Regnery Publishing; 1re édition, 2002.

(122) Les deux articles donnés en référence à cette information, à <http://www.ict.org.il/404.aspx> et à <http://www.washingtoninstitute.org/watch/policywatch/policywatch2001/567.htm>, ne sont plus disponibles.

(123) L'affirmation est gratuite. [Note de l'Editeur.]

(124) « Dancing girls and romance on road to terrorist attacks », 25 juin 2002, Los Angeles Time – <http://www.smh.com.au/articles/2002/06/24/1023864553460.html>

(Autrement dit, un musulman qui aime « beaucoup boire, faire la fête, fréquenter les bars érotiques et courir les filles » ne serait pas un « vrai » musulman. Cette insinuation repose sur le préjugé grossier, subtilement répandu et entretenu par les médias auxquels sont exposés les « Occidentaux », selon lequel l'homme musulman serait « pur », particulièrement par rapport à l'« Occidental », « corrompu » pour ainsi dire par définition. Tout ceci n'est évidemment pas sérieux. Pour nous en tenir à l'Iran, tout

Iranien moyen sait que les mollahs et les ayatollahs sont les premiers à apprécier la riviéra de la Caspienne et pas seulement pour son climat. [Note de l'Editeur.]

(125) Il préférerait, on l'aura vu plus bas, le braillement caverneux des supporteurs de football. [Note de l'Editeur.]

(126) Adam Robinson, op. cit., p. 168.

(127) Ibid., p. 169.

(128) Ibid.

(129) Ibid., p. 172.

(130) Ibid.

(131) Ibid., p. 173.

(132) Ms.Yael Shahrar, « Tracing Bin Laden's Money. Easier Said Than Done » 21 septembre 2001, ICT – <http://www.ict.org.il/Article.aspx?ID=811>.

(133) Benjamin Wesier, « Trial Poked Holes in Image of bin Laden's Terrorist Group », 31 mai 2001, New York Times – <http://ellen-bomer.com/Trial/Holes.html> ; La seconde référence (http://pcpafg.org/news/Afghan_News/year2001/2001_02_12/Cross_examination_of_bin_Laden_aide_set_to_begin.shtml, n'est plus disponible.

(134) « Trial Reveals a Conspiracy... » CNN.com, n'est plus disponible à <http://edition.cnn.com/CRIME/trials.and.cases/case.files/0012/embassy.bombing/trial.report/trial.report.04.16/index.html>.

(135) « Bin Ladin's Life in Sudan » Al Quds Al Arabi, n'est plus disponible à <http://fas.org/irp/world/para/ladin-sudan.htm>.

(136) Benjamin Weiser, op. cit.

(137) S. Mitra Kalita, « Missed Chance – Sources: U.S. ignored Sudan's overtures on bin Laden », 2 décembre 2001, Newsday.com – <http://pqasb.pqarchiver.com/newsday/doc/279489255.html?FMT=ABS&FMTS=ABS:FT&type=current&date=Dec%202,%202001&author=S.%20Mitra%20Kalita.%20STAFF%20WRITER&pub=Newsday&edition=Combined%20editions&startpage=A.03&desc=Missed%20Chance%20/%20Sources:%20U.S.%20Ignored%20Sudan%27s%20overtures%20on%20bin%20Laden>.

(138) Ibid.

(139) Ibid.

(140) Yossef Bodansky, Bin Laden : The Man Who Declared War On America, Blackstone Audiobooks, 2002, p. 117.

(141) Ibid., p. 117-118.

(142) Ibid., p. 141.

(143) Ibid., p. 123, 125.

(144) Ibid., p. 124.

(145) Ibid., p. 125.

(146) Ibid., p. 130-131.

(147) Ibid., p. 121.

(148) Ibid., p. 144

(149) Ibid.